DES GREVES DISPERSEES PAIERONT MOINS QU'UNE LUTTE D'ENSEMBLE

P.3

lutte ouvrière

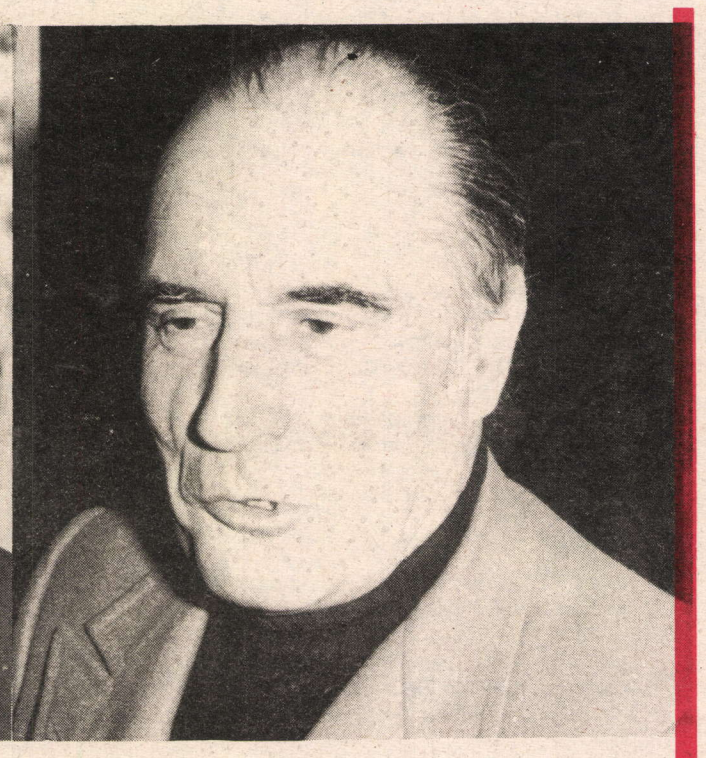
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 542 - 21 octobre 1978 - prix : 4 F

Notre dossier

la résistance, une politique pour la bourgeoisie

P.11 à 15

ce que révèle l'affaire de Guiringaud



GOUVERNER C'EST MENTIR

Guy FICHET [illegible] le mauvais cheval, fait partie un [illegible]

Anne DARIENNE [illegible] d'en étonner quelque

SOMMAIRE

▶DANS LE MONDE

Page 6 :
— **Angola : Mobutu vient serrer la main de Neto.**
— **Namibie : compromis en vue.**
— **La réévaluation du deutschmark.**
Page 7 :
— **Portugal : le PS crée une centrale syndicale.**
— **Pays basque : la condamnation du terrorisme prétexte à l'union sacrée.**
— **Les pirates pétroliers sévissent toujours.**

▶EN FRANCE

Page 4 :
— **Deux juges sanctionnés.**
— **En bref.**
Page 5 :
— **Barbarie raciste à Toulouse.**
— **Mitterrand-Maire : « Je t'aime... moi non plus ».**
Page 8 :
— **Dans la presse d'extrême-gauche.**
Page 9 :
— **Où en est la lutte dans les foyers Sonacotra ?**
Page 10 :
— **Courrier des lecteurs.**
Page 16 :
— **Dans les entreprises.**
Page 17 :
— **PTT : les projets gouvernementaux, rentabiliser sur le dos des usagers.**
— **Semaine d'action aux PTT : grèves chacun de son côté.**
Page 18 :
— **Nouveaux méfaits d'Ugine Kuhlmann.**
— **FCB (Lille) : profits en hausse et conditions de travail en baisse.**
Page 19 :
— **Sidérurgie lorraine : grève à Sacilor Sollac, colère à Neuves-Maisons.**
— **SNCF : train-train d'actions !**

▶DOSSIER

Pages 11 à 15 :
LA RESISTANCE :
— **De Gaulle-Pétain : la bourgeoisie française dans les deux camps.**
— **L'alliance De Gaulle-PCF : un atout majeur pour De Gaulle.**
— **La Résistance : une politique qui tourne le dos aux intérêts de la classe ouvrière.**

▶DIVERS

Page 20 :
— **Films :** Sonate d'automne, **d'Ingmar Bergman ;** La carapate, **de Gérard Oury.**
Page 21 :
— **Livres :** Retour de l'URSS, **d'André Gide ;** La crise du PCF, **de Pierre Daix ;** Un feu dévore un autre feu, **d'Hervé Bazin.**
Pages 22 et 23 :
— Nadia, **à la Cartoucherie de Vincennes.**
— **Guy Bedos à Bobino.**
— **Théâtre :** L'école des femmes, **au théâtre de l'Athénée et** Le malade imaginaire, **au TEP.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

Responsable de la publication : Michel RODINSON
Composition :
Département Offset-Presse - L.I.T.O. - 236-45-28
4 ter, rue du Bouloi, Paris (1er)
Impression : **INTERPRESS**
12, chemin du Haut-Saint-Denis - Aubervilliers
Adresse toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Bilan des grèves de la rentrée dans les écoles

Les diverses grèves dans l'Education nationale, depuis la rentrée de septembre, semblent maintenant quasiment terminées. Dans la région parisienne, il reste certes quelques lycées et LEP en grève, comme celui des Lilas, mais ils représentent la queue du mouvement, à moins d'un revirement de situation.

Ces grèves ont touché aussi bien les professeurs que les lycéens et les collégiens, mais elles sont restées limitées et à aucun moment on n'a assisté à un mouvement profond allant en s'élargissant. Les lycées et les CET-LEP se mettaient en grève les uns après les autres et au même moment on comptait toujours assez peu d'écoles en grève. Et malgré l'effort de coordination des lycéens et des collégiens, le mouvement n'a pas dépassé ce stade.

Certes, les manifestations parisiennes du vendredi 13 octobre ont rassemblé des milliers de professeurs, de lycéens et de collégiens. Mais ces manifestations ont été incomparablement moins nombreuses et moins dynamiques que celles de 1968 (auxquelles une partie de la presse, dont Le Monde, **les a comparées) et même bien en deçà des mouvements de la jeunesse de 1973 et 1974.**

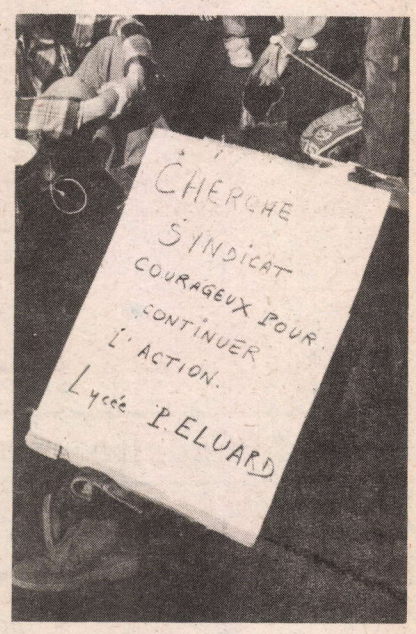
Fidèles à leur politique de morcellement, les organisations syndicales, et en particulier la CGT, n'ont surtout pas cherché à unifier les mouvements de grève des professeurs, des lycéens et des collégiens. Elles ont proposé des mouvements partiels, limités, éparpillés. Cela s'est d'ailleurs manifesté le vendredi 13 octobre, où les lycéens étaient appelés à faire grève le matin, avec une partie des professeurs, et les professeurs d'éducation physique étaient, eux, appelés à faire grève l'après-midi. Les syndicats n'ont pas appelé à la grève toute l'Education nationale en même temps, mais académie par académie, professeurs et élèves séparément.

En cette rentrée 1978, les mouvements n'ont donc pas pris l'ampleur de ceux des années précédentes. Mais ce qui est par contre notable, c'est que les lycéens et surtout les collégiens n'ont pas oublié l'expérience des luttes précédentes, et parmi eux, beaucoup ont gardé un intérêt pour l'organisation politique. Et c'est cela finalement qui est le plus prometteur.

P.V.

Lycée Paul-Eluard à St-Denis :

COMMENT LE SNES FAIT ARRETER UNE GREVE



Au lycée Paul-Eluard de Saint-Denis, la grève, commencée le 28 septembre, commence à s'effilocher. A l'heure actuelle, seuls les élèves continuent le mouvement.

L'arrêt de la grève, du côté des profs, est le résultat des efforts du SNES. Dès le 9 octobre, les militants de la tendance Unité et Action (PC) intervenaient en assemblée générale pour appeler à la reprise. « On est moins nombreux **(ce qui était faux), on perd de l'argent », disaient-ils et ils proposaient de consulter les non-grévistes... sur la poursuite de la grève ! Comme ils n'obtenaient pas la majorité, ils ont fait voter la reprise en réunion syndicale (par 33 voix sur une centaine de syndiqués) puis sont venus apporter cette décision à l'AG suivante, affirmant être liés par les décisions de leur syndicat et non par celui de l'AG (100 profs présents sur 170).**

Le SNES a ensuite organisé un vote à bulletins secrets où les non-grévistes sont venus nombreux voter contre la grève. Beaucoup de grévistes, par contre, ont refusé de participer au vote.

C'est ainsi que s'est terminée la grève, alors que les quinze postes de professeurs ne sont toujours pas pourvus. Et le jour même l'administration commençait à distribuer de nouveaux horaires, avec des heures supplémentaires pour remplacer les profs manquants.

AUGMENTATION DES CARBURANTS, HAUSSE DES IMPOTS DIRECTS ET INDIRECTS : DES MESURES DE CLASSE

Treize centimes de plus sur le super, douze pour l'essence ordinaire, 4,4 centimes pour le fuel domestique : au 1er janvier, le prix des carburants subira une nouvelle hausse qui rapportera 5 milliards d'anciens francs à l'Etat.

Ce ne sera que la première d'une longue suite de hausses votées pour l'année 1979 par les députés de la majorité mercredi 18 octobre.

Dans la foulée, l'impôt sur le revenu rapportera 12 milliards de plus à l'Etat. A pouvoir d'achat inchangé, les salariés payeront encore plus d'impôts qu'en 1978. C'est la poursuite d'une politique qui, en vingt ans, a porté le nombre des contribuables de 5 millions à 13 millions.

Ce n'est pas tout. La carte d'identité passera de 18 à 30 F, la carte de séjour de 25 à 40 F, la carte grise sera majorée de 10 %; la redevance télévision passera de 178 à 207 F pour le noir et blanc, de 267 à 310 F pour la couleur. Hausse prévue également pour la vignette auto et la taxe sur les places de cinéma.

Au total les impôts sur la consommation gonfleront de 40 milliards, soit 16,3 %. Or ce sont les impôts les plus injustes qui soient, car ils frappent sans distinction de revenus et lèsent tout particulièrement les plus démunis.

A tout cela s'ajoute la hausse prévisible des tarifs publics, puisque l'Etat restreindra de 2,4 % ses subventions aux entreprises publiques. Timbres, téléphone, gaz, électricité, tickets SNCF et RATP seront plus chers, alors que les services se dégradent.

Oui, c'est bel et bien d'un budget de classe qu'il s'agit, une fois encore. L'Etat continue à ponctionner ceux qui vivent de leur travail par le biais des hausses, de l'augmentation des impôts directs et indirects.

Et les milliards qu'il extorque aux plus humbles, aux plus démunis, M. Barre continuera à les offrir aux banquiers et aux capitalistes de l'acier et de l'atome, sans parler de tous ceux qui se pressent aux portes.

Robert ALOSE

A Vif (Isère) :

TOUT POUR LA GENDARMERIE, RIEN POUR L'ECOLE

Samedi 14 octobre, dans la matinée, une trentaine de parents d'élèves ont investi la bibliothèque du CES de Vif et occupé les lieux, pour protester contre le refus du rectorat de pourvoir plusieurs postes : entre autres, un professeur de gymnastique, une documentaliste, du personnel à la cantine. Sans compter que, pour ce CES de 600 élèves, il n'est même pas prévu un seul secouriste.

Par contre, une nouvelle et imposante gendarmerie vient d'être construite à Vif.

A en baver... de rage !

Bulletin d'abonnement aux publications de Lutte Ouvrière

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : prix : 120 F
pour une période de six mois : prix : 70 F

LUTTE DE CLASSE
pour une période de un an : prix : 50 F
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)

CEUX DU TECHNIQUE
pour un période de un an : prix : 10 F
(mensuel destiné aux élèves du technique et aux jeunes travailleurs, édité par **Lutte Ouvrière**).

Ci-joint la somme totale de : francs .....
.....

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....

Joindre la somme par chèque au mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles.

CE QUE RÉVÈLE "L'AFFAIRE GUIRINGAUD" :

Gouverner c'est mentir

Finalement, ce que tous les hommes politiques bourgeois, qu'ils soient de droite ou de gauche, qu'ils s'appellent Chirac, Messmer ou Mitterrand, reprochent à Louis de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, c'est de ne pas avoir été assez « diplomate », lui dont c'est le métier ! C'est d'avoir dit tout haut, à propos du Liban, ce que tout le monde savait dans ce milieu fermé de la politique et de la grande presse aux ordres.

Tous ces politiciens et journalistes savaient ce qu'a révélé de Guiringuaud, à savoir que ce sont les milices chrétiennes, en particulier celles de Chamoun, qui ont déclenché la bataille de Beyrouth, et pas les Syriens. Tous le savaient, que la population chrétienne de Beyrouth, sur le sort de laquelle ils ont fait pleurer les gens simples, était d'abord victime de ses propres dirigeants réactionaires.

Tout le monde le savait. Mais tout le monde se taisait, en tout premier lieu Giscard et ses ministres Barre et Guiringaud. Et tout le monde mentait, donc.

Mais ce qui chagrine tous ces tartuffes de la politique, dont l'hypocrisie s'étale maintenant au grand jour, ce qui laisse aux journalistes de France-Soir **« un goût amer », ce n'est pas que le ministre Guiringaud ait fait des déclarations politiques fausses.**

Une multitude de voix se sont certes élevées pour dire que Guiringaud avait perdu une bonne occasion de se taire ; qu'il avait tenu des propos blessants ; qu'il avait commis une « gaffe ». Mais personne n'a contesté sur le fond les propos du ministre. Personne n'a nié qu'il ait dit la vérité — ou du moins un tout petit début de vérité — trois semaines après...

Non. On ne lui reproche pas d'avoir dit des choses fausses. On lui reproche seulement d'avoir parlé, et ce faisant d'avoir donné la preuve de l'hypocrisie et des mensonges de tous.

Après les déclarations de Guiringaud, il devient évident en tout cas que trois semaines durant, sous couvert de lamentations humanitaires sur le sort de la population chrétienne libanaise, le gouvernement a encouragé une campagne d'intoxication de l'opinion publique ; qu'avec le concours des parlementaires de droite comme des parlementaires socialistes, qu'avec la caution de la presse de droite comme de celle de gauche, il a fait peser tout le poids de la responsabilité sur les épaules des Syriens. C'étaient eux les barbares, les envahisseurs étrangers, les massacreurs de victimes innocentes. L'hypocrisie générale est telle qu'on ne sait plus, aujourd'hui, à qui en décerner la palme .

Mais, par la même occasion, les vrais mobiles qui ont animé les milieux politiques de la bourgeoisie française, unanimes, sont désormais étalés au grand jour.

Barre et Mitterrand savaient donc que les dirigeants de la droite chrétienne étaient responsables des affrontements. Ils le savaient, que cette extrême-droite réactionnaire menait une politique allant même à l'encontre des intérêts de la population chrétienne. Ils ne le nient pas aujourd'hui. C'est donc en toute connaissance de cause qu'ils ont soutenu l'extrême-droite.

Exploitant de vieux réflexes colonialistes, exploitant aussi de vieux sentiments anti-arabes solidement ancrés dans la bourgeoisie et la petite bourgeoisie françaises, les dirigeants des grands partis politiques du pays — ceux de droite comme le Parti Socialiste — ont saisi l'occasion de resserrer les rangs derrière l'extrême-droite libanaise et de réaliser, dans la foulée, l'union sacrée entre eux.

Barre, Chirac et Mitterrand ont pu offrir le spectacle de l'unanimité... dans la duplicité.

A coup sûr, si l'affaire Guiringaud ne permet pas de préjuger de ce que sera dans l'avenir la politique de l'impérialisme français au Liban, elle permet de juger ce que sont les défenseurs politiques de cet impérialisme, ceux qui sont au pouvoir, comme ceux qui aspirent à y être : des hommes pour qui gouverner, c'est mentir.

Arlette LAGUILLER

Des grèves dispersées paieront moins que des luttes d'ensemble

La CGT et la CFDT ont pris l'initiative d'une série de mouvements dans la Fonction publique et dans certains secteurs privés. Leur tactique consiste à appeler les travailleurs des diverses branches et entreprises à se mobiliser secteur par secteur, pour des revendications particulières et selon des formes d'actions variées.

Les centrales syndicales ne disent pas la même chose, elles n'affichent pas toutes la même tactique et se disent même divisées. Mais elles ont finalement la même politique, une politique qui consiste à faire de l'agitation, sans perspective, sans plan d'ensemble, sans préparer la nécessaire riposte ouvrière.

Les directions syndicales déclenchent des actions ici ou là, indépendamment de la réelle combativité des travailleurs concernés. Elles décident d'en haut, bureaucratiquement et arbitrairement.

Les éboueurs parisiens ont été conviés à faire grève quartier par quartier, des jours différents ; les postiers et les cheminots, secteur par secteur, de la même façon. Pourtant, les éboueurs de tel groupe d'arrondissements n'étaient ni plus ni moins prêts à la lutte que ceux des arrondissements qui les ont suivis, quelques jours plus tard. De même les postiers des secteurs financiers, qui cesseront le travail le 24 octobre, ne sont ni plus ni moins combatifs que les préposés ou guichetiers, qui arrêteront le 27. Et la même constatation est valable pour les cheminots, pour les marins ou pour les sidérurgistes.

Mais ce qui est grave, ce n'est pas en soi que les centrales syndicales proposent des plans de luttes partielles et localisées. La grève générale ne se déclenche pas en appuyant sur un bouton. Personne ne le conteste. Et il serait légitime de commencer à mobiliser les travailleurs les plus combatifs, pour encourager les autres et permettre de préparer le terrain à de futurs mouvements d'ensemble, afin qu'à terme une offensive de fond de la classe ouvrière puisse avoir lieu. Mais ce n'est pas là la tactique des syndicats. Ces luttes multiples et variées sont proposées sans perspective générale, sans aucun objectif particulier, sans que les syndicats disent dès maintenant ce qu'il faudra faire ensuite, à quoi ces luttes préparent. Sont-elles programmées pour converger ? Où, quand, comment et pourquoi ?

Les centrales syndicales ne le disent pas, parce qu'elles n'ont pas de plan d'ensemble, parce que leur but n'est pas de faire échec à l'offensive de la bourgeoisie, en cette période de crise, mais de créer une agitation sociale qui justifie leur existence et celle de la bureaucratie syndicale. Et la forme de lutte qu'elle propose répond au souci de rester maître de la situation, à empêcher que tous les travailleurs d'un même secteur se retrouvent ensemble dans la lutte et soient en mesure de se donner les moyens d'en décider et de la diriger.

Dans un numéro récent de *la Vie Ouvrière,* les dirigeants de la CGT insistent sur le fait que c'est avant tout *« avec sa tête »* que la classe ouvrière peut lutter et vaincre. C'est vrai, la force de la classe ouvrière, c'est d'abord sa conscience. Mais c'est précisément le reproche que l'on peut faire aujourd'hui aux centrales syndicales, et surtout à la plus influente d'entre elles, la CGT, que de ne pas permettre aux travailleurs de juger où ils vont, de ne pas les armer moralement pour les luttes présentes et à venir.

Face à la bourgeoisie qui fait payer la crise aux travailleurs — par l'inflation et le chômage accru — tout en maintenant quasiment intacts ses profits, face à un gouvernement qui soutient les attaques du patronat et l'aide en tentant de reprendre petit à petit un certain nombre d'avantages acquis concernant la durée du travail ou l'indemnisation du chômage, la classe ouvrière doit savoir que si les luttes qui se multiplient restent des luttes pour des objectifs limités et donc des luttes isolées — aussi dures et nombreuses soient-elles — les travailleurs ne gagneront pas. La bourgeoisie peut même profiter d'une telle situation pour s'en prendre plus aisément à ceux qui se mettent en avant, et décourager ainsi tout le monde.

Au plan d'attaque de la bourgeoisie, la classe ouvrière doit opposer son propre plan de lutte, un plan d'ensemble. Il s'agit pour tous les travailleurs de ce pays de prendre conscience de ce qui les unit, de se donner des revendications communes, de se préparer moralement à défendre tous ensemble leur emploi, leur niveau de vie, de contraindre la bourgeoisie et son Etat à leur permettre de vivre. Il s'agit pour les plus combatifs de se mobiliser les premiers, bien sûr, mais dans des batailles qui fassent partie d'une offensive générale et consciente contre la bourgeoisie.

Et ce n'est pas cela que les centrales syndicales font aujourd'hui avec les luttes dispersées dans lesquelles elles engagent les travailleurs.

-en bref-en bref

● Le cocorico le plus haut du monde

Bien sûr, ce n'était pas à proprement parler une « première » : l'Everest, le plus haut sommet du monde (8 848 mètres), avait déjà été vaincu par soixante-cinq hommes et deux femmes.

Mais le soixante-huitième humain à parvenir sur le « toit du monde » avait, paraît-il, quelque chose de plus que les autres : il était français.

Du haut de son sommet, Pierre Mazeaud, ex-secrétaire d'Etat gaulliste à la Jeunesse et aux Sports, a déclaré qu'il pensait **« à la France et au président de la République ».** C'était bien la peine d'escalader la plus haute montagne du monde pour débiter de telles... platitudes !

Certes, les moyens d'information sont restés discrets sur quelques aspects gênants de l'expédition. Son coût, d'abord : un million de francs actuels (sortis d'où ? On ne nous l'a pas dit). Les moyens utilisés ensuite : les alpinistes français, de la race des seigneurs, faut-il croire, se sont fait escorter presque jusqu'au bout par des porteurs indigènes, le dos chargé de bouteilles d'oxygène et de tout le reste. Comme à l'époque coloniale. La presse n'en a guère parlé. Il n'y en avait que pour la **« victoire française »** et **« l'exploit français ».** Un exploit sur le dos des autres en vérité !

Mais l'opération publicitaire de Mazeaud est finalement passée relativement inapercue. C'est le lendemain même de l'exploit, précisément, qu'un obscur archevêque polonais choisissait de se faire élire pape, accaparant pour lui toute l'attention, rejetant tout le reste de l'actualité — Mazeaud et sa grimpette — dans l'abîme de l'oubli !

Jean-Louis CHAMPENOIS

● Au suivant !

Un mal répand la terreur, le suicide, puisqu'il faut l'appeler par son nom, décime les rangs des gendarmes belges.

Rien ne va plus dans ce corps puisqu'en 1977, vingt-neuf gendarmes se sont suicidés, ce qui représente un taux de suicide au moins dix fois supérieur à la moyenne de la population.

C'est que les gendarmes belges se sentent mal aimés de la population, mal compris de leurs chefs et, comme ils ont un revolver à portée de la main... on devine la suite.

Ils ne meurent pas tous, mais tous sont frappés par le climat qui, nous dit-on, « met le gendarme dans un tel état qu'il devient agressif. Tôt ou tard il l'est envers son prochain ou envers lui-même. »

En France, les gendarmes n'ont atteint que le premier degré d'agressivité, celui qui s'exerce contre les jeunes, les immigrés, les grévistes.

Nous attendons la suite avec impatience.

● Inquiétantes crevettes

Sept mois après la catastrophe de l'Amoco-Cadiz, *il semblerait que les effets de la pollution ont des répercussions inquiétantes sur les fonds marins et sur la faune.*

Les mulets, qui se nourrissent habituellement de puces de sable, en grande proportion disparues, et de petites algues aujourd'hui mazoutées, sont d'une maigreur extrême : leur peau, couverte d'ulcérations, s'arrache en lambeaux. Les poissons plats perdent leurs nageoires au contact des sables mazoutés. Les crevettes, par contre, qui se nourrissent de petits crustacés qui ont proliféré soudainement à la suite de la dégradation des algues, ont doublé de volume. Les homars et les crabes se sont multipliés.

Poissons et crustacés resteraient comestibles, nous dit-on... Comestibles peut-être, mais avec quelles conséquences ?

« La situation est insaisissable, incertaine et inquiétante », *a déclaré le responsable du comité local des pêches. C'est le moins qu'on puisse dire. En attendant, les responsables de la catastrophe continueront, en toute impunité, à faire transporter du pétrole dans des conditions dangereuses pour tout l'environnement marin.*

● Le style, c'est l'homme

Marcel Dassault récidive. La semaine dernière sa prose, en l'occurrence une lettre ouverte à Robert Fabre, s'est étalée sur de pleines pages du **Figaro,** du **Monde,** de l'hebdomadaire le **Journal du dimanche.**

Pour lutter contre le chômage, il propose **« de créer un style V° République, comme l'ont fait tous les régimes qui nous ont précédé : la Royauté, l'Empire et la III° République ».** Et le reste de son texte est à l'avenant. Comme dirait Coluche, en fait de « lettre ouverte », **« il aurait mieux fait de la fermer, ça ne lui aurait coûter qu'un franc vingt ».**

Evidemment Dassault, contrairement à nous tous, n'a pas ces réflexes de gagne-petit.

Et ce n'est tout de même pas à un grand industriel et gros bénéficiaire des subventions gouvernementales, qui ne s'aperçoit de rien quand son fidèle comptable s'évapore avec 800 millions d'anciens francs, que l'on peut expliquer que le silence est d'or...

M-C. S.

Deux juges sanctionnés

En juin dernier, le P-DG d'une cartonnerie s'était vu condamner par deux juges de Béthune à un an d'emprisonnement pour entrave à l'exercice des libertés syndicales (il avait licencié des délégués). Cette condamnation avait provoqué un tollé dans les milieux patronaux et la presse de droite : condamner un respectable bourgeois qui n'avait fait, en somme, qu'exercer son métier de patron, quel scandale vraiment ! Et toute une campagne avait été menée contre le Syndicat de la Magistrature, auquel appartenaient les deux juges en question.

Ces deux juges viennent de faire l'objet d'un « changement d'affectation » : l'un d'eux s'occupera désormais des divorces et l'autre des accidents de la circulation. En fait, il s'agit d'une sanction administrative. Et le président du tribunal de Béthune, qui a pris cette mesure en tant que supérieur hiérarchique des deux juges, le reconnaît lui-même. Ses explications ne manquent d'ailleurs pas de sel : la condamnation du P-DG aurait été d'après lui **« une contre-propagande à l'incitation des petites et moyennes entreprises à s'installer dans la région béthunoise ».** De toute façon, a-t-il déclaré, **« cette justice excessive était dangereuse ».**

Quand la justice condamne des pauvres à de lourdes peines pour des délits mineurs, elle n'est jamais « dangereuse » ni « excessive » et en tout cas les juges qui prononcent ces condamnations ne risquent pas de sanctions administratives. Quand il s'agit de patrons, c'est une autre affaire !

Il y a des juges, comme ceux qu'on a appelés les « juges rouges » de Béthune, qui n'acceptent pas de jouer le jeu et de n'appliquer la loi dans toute sa rigueur que contre les pauvres. Tant mieux. Et il n'est pas dit que les brimades dont ils sont victimes mettent les bourgeois et les bien-pensants à l'abri de nouvelles surprises : même en s'occupant de divorces, les juges contestataires peuvent encore leur donner du fil à retordre... Ils ont de l'imagination à revendre !

Jean-Louis CHAMPENOIS

La loi des patrons

Un accident du travail toutes les six secondes, un mort toutes les heures : tel est, à l'échelon national, le bilan désastreux des accidents du travail.

En revanche, moins de 1 % seulement des infractions en matière d'hygiène et de sécurité, sur les 300 000 relevées, ont fait l'objet d'une condamnation ; et encore, 9 fois sur 10, celle-ci ne dépasse pas la simple amende.

Voilà ce qu'ont rappelé les magistrats et les avocats réunis lors des entretiens de Nanterre, en soulignant que, dans le domaine des accidents du travail, l'inefficacité des sanctions est particulièrement flagrante.

La loi, en effet, ne tient pas les patrons pour responsables. Un amendement voté en décembre 1976 stipule même qu'ils ne peuvent être poursuivis que s'ils ont commis une « faute personnelle ».

Quand il s'agit de faire produire, d'investir, de licencier, d'empocher les bénéfices, là, les patrons sont responsables et organisateurs. Pas question qu'on vienne regarder leurs comptes d'un peu près, qu'on mette le nez dans leurs affaires.

Mais quand un accident se produit, à cause des cadences, pour manque de système de sécurité, c'est la fatalité qui est décrétée responsable... ou un lampiste.

C'est ce que veut la loi, toute à l'image d'une société où certains peuvent bâtir des fortunes au prix de l'épuisement et du sang des autres.

Sylvie MARECHAL

Barbarie raciste à Toulouse

Parce qu'on est Nord-africain, parce qu'on rentre seul dans un bar des faubourgs de Toulouse à 1 heure du matin pour acheter des cigarettes, on peut être torturé toute la nuit, comme Ali Abdoul la semaine dernière.

Certes, Pujol et Auguste, les deux tortionnaires, sont plus que des pauvres types racistes ; ce sont des brutes sadiques.

Mais s'ils ont assouvi leurs instincts les plus fous sur cet ouvrier d'origine algérienne, c'est à cause du racisme distillé par leur milieu (petites frappes du SAC-RPR) et par toute la société en général. C'est en cela que ce crime monstrueux plonge ses racines dans le racisme quotidien, banal, « pas méchant », qui entretient ce mépris et aboutit finalement aux pires exactions.

P.M.

Déposé dans un terrain vague après avoir été torturé pendant quatre heures, Ali Abdoul a été conduit dans un état grave à l'hôpital.

Les réactions anti-racistes parmi les travailleurs

A la suite de l'odieuse agression dont a été victime Ali Abdoul à Toulouse, cela a suscité une vive indignation dans la population. Le journal local qui a lancé l'information circulait de main en main et quoiqu'il ait soigneusement évité de parler de racisme, des gens s'en prenaient à haute voix au racisme. Et les mêmes réactions anti-racistes eurent lieu dans les entreprises où dès le lundi matin Lutte Ouvrière dénonçait l'attentat dans ses tracts.

• **A la CII,** un ouvrier remarquait que, pour une fois la **Dépêche du Midi** ne parlait pas des « **Arabes qui ont volé** » et qu'il était bon qu'on parle un peu du racisme. Tous ceux qui n'y voyaient qu'un crime sadique étaient remis en place.

• **A l'APC,** mêmes réactions indignées. Les ouvriers rappelaient le nazisme devant une affiche de protestation contre ce crime et le raciste notoire de l'atelier se taisait prudemment.

• **A Sud-Aviation,** un travailleur disait à une de nos camarades : « **Ces gars-là, ça ne sert à rien de les enfermer car ils recommenceront. Moi, je les enverrais dans un quartier de travailleurs arabes en leur disant : Vous savez ce qu'ils ont fait à votre copain, faites-leur ce que vous voudrez** ».

• **A Auch** même, une élève-infirmière de l'hôpital est venue nous demander quelques tracts pour les afficher dans les services.

• **Au CRTS,** les employés étaient également scandalisés. Partout, dans les usines, des réactions indignées des travailleurs faisaient taire les racistes.

• **Chez Logabax,** comme dans les autres entreprises de Toulouse, les travailleurs ont réagi à cette agression et approuvé l'affiche apposée au panneau syndical. Ils s'en sont pris d'autant plus aux racistes qu'on apprenait le jour même qu'un jeune intérimaire marocain avait donné sa démission, excédé par des réflexions racistes de certains ouvriers. En fait, quelques travailleurs avaient lancé l'idée d'un parti raciste dans l'usine pour empêcher l'embauche des Arabes. Devant la tournure que prenait cette affaire, ils dirent avoir fait « une blague pour démasquer » les racistes. Pas un ouvrier n'a apprécié ce genre de plaisanterie. Devant les réactions de sympathie, le camarade marocain a repris sa démission.

Correspondant LO

Mitterrand-Maire :

« Je t'aime... moi non plus »

A l'occasion du vote par la Chambre des députés de la réforme du Conseil des Prud'hommes, la CFDT s'est publiquement démarquée du PS. Elle a reproché au groupe socialiste d'avoir voté contre le projet gouvernemental — comme le PC — alors que ce projet bénéficiait de sa faveur.

En la circonstance, les dirigeants de la CFDT ont tenu à rappeler que leur centrale syndicale n'est pas dépendante du PS et qu'elle souhaite n'être pas confondue avec lui. Rien de très nouveau dans tout cela.

La CFDT dispose en effet d'un appareil propre qui, historiquement, n'a pas de liens particuliers avec le PS. Cet appareil a une origine toute différente, sur le plan politique comme sur celui des hommes. La CFDT existait et avait une influence bien avant que le PS ne connaisse son « renouveau ». Et encore, ce « renouveau » se cantonne-t-il au plan électoral. Maire ne se fait pas faute de le rappeler : « **Le PS a bien des électeurs mais pas d'appareil militant** » affirme-t-il, précisant que, dans les entreprises, « **quand il y a confrontation le rapport de forces se joue entre les militants communistes et les militants CFDT** ». (...) « **Le PS n'a pas les moyens de résister sur le terrain** ». Façon de rappeler que, sans la CFDT, le PS dans les entreprises ne serait rien, et de souligner aussi qu'il n'est pas question — ne serait-ce que parce que le PS n'en a pas les forces — que puissent s'établir entre lui et la CFDT le type de rapports qui existent entre la CGT et le PC.

Bien sûr, avant les élections, alors que la gauche était donnée gagnante pour mars 1978, la CFDT s'était rapprochée du PS. Au point que l'on pouvait avec de bonnes raisons établir un parallèle entre les rapports CGT-PC d'une part, et CFDT-PS de l'autre. Mais aujourd'hui que les espoirs d'une victoire électorale de la gauche se trouvent repoussés à une date indéterminée, cette centrale reprend ses distances. C'est ce que Edmond Maire appelle un « recentrage » de la politique de la CFDT.

Cela signifie simplement que, sans rompre avec le PS, la CFDT entend souligner son indépendance. Elle a d'une part à y gagner une liberté plus grande pour critiquer les liens de la CGT avec le PC. Et d'autre part, cela lui donne plus de latitude pour « se concerter », négocier, siéger avec les représentants patronaux et gouvernementaux, quelle que soit l'attitude de l'opposition parlementaire, en un mot reprendre sa politique traditionnelle... avec la droite au pouvoir, à défaut de la gauche.

Quant au PS, il n'a rien à perdre à ce que la CFDT affirme ne pas lui être spécialement liée. Le PS se présente comme le représentant des couches les plus larges de la population, le « porteur d'espoirs », comme dit Mitterrand, des travailleurs, des travailleurs de la CFDT bien sûr, mais aussi des travailleurs de la CGT, de FO, etc.

Avant mars 1978, la CFDT et le PS se trouvaient plutôt à l'unisson. Après l'échec électoral, l'appareil politique électoral d'un côté, l'appareil syndical de l'autre reprennent leurs billes et leur tactique propre. Une séparation sans drame ; un simple « au revoir », sans doute.

Michel RITTER

Quelles chances pour Rocard ?

« *Le choix du candidat socialiste à la future élection présidentielle excite beaucoup les journalistes* ». C'est la seule réponse que Mitterrand a daigné faire au journaliste de *l'Express* qui l'interrogeait sur les ambitions supposées de Rocard. Mais depuis deux semaines, la presse continue de s'intéresser au « phénomène Rocard ». D'autant que trois sondages coup sur coup auraient révélé que les chances de Mitterrand et Rocard seraient à peu près égales en cas d'élection et qu'entre ces deux candidats possibles pour le Parti Socialiste, une majorité de 34 % des personnes interrogées manifesteraient une préférence pour Rocard contre 27 % seulement pour Mitterrand. Ce seraient d'ailleurs, aux dires de ces sondages, les électeurs de droite qui, donnant la priorité à Rocard, feraient pencher ainsi la balance en sa faveur.

Que Rocard, qui s'est suffisamment démarqué du Programme commun pour cela, soit plus capable que Mitterrand de rallier des électeurs centristes comme la presse l'affirme, cela est certes possible mais pas prouvé. Car si des électeurs de droite préfèrent Rocard à Mitterrand, cela ne signifie pas pour autant qu'ils soient prêts à voter pour lui. Et la droite, qui semble subitement s'intéresser à Rocard, y voit d'abord un moyen facile d'égratigner Mitterrand au passage, en donnant de lui l'image d'un dirigeant de la gauche contesté jusque dans son propre parti.

Mais surtout, Rocard a beau être sorti de l'ENA, il n'offre pas aux yeux de la bourgeoisie, en quête d'un éventuel politicien de rechange, autant de références et les mêmes garanties qu'un Mitterrand. Lui a su faire ses preuves, dans le passé, à l'époque de la Quatrième République et des interventions coloniales, de son allégeance totale aux intérêts de la bourgeoisie.

Et s'il se trouvait que la gauche fasse de Rocard son candidat unique, il y a toutes les chances que cette même droite trouve alors des arguments électoraux contre lui, pour détourner les électeurs centristes hésitants de cet ancien « contestataire » du PSU.

Alors, Rocard serait-il maintenant préféré à Mitterrand au sein même du PS ? Rien ne permet non plus de l'affirmer. Les derniers succès du PS aux élections partielles ont été remportés avec Mitterrand leader du parti. Et pour tous les députés socialistes, dont le premier problème est de le rester, cela doit peser lourd dans la balance de leurs préférences. Sans compter que le choix d'un Rocard comme leader de la gauche ne favoriserait sûrement pas l'apport des voix des électeurs communistes qui, s'ils acceptent de voter Mitterrand, voient en Rocard l'un des leaders les plus anti-communistes du PS.

Que vaut donc l'avenir de Michel Rocard ? Il bénéficie en ce moment, c'est incontestable, du soutien et de la publicité de la presse. Mais d'autres l'ont eu avant lui, et un JJSS pourrait témoigner que cela ne suffit pas même pour garder son poste de député. Alors, étoile montante ou étoile filante ? La question reste posée, et elle risque de le rester longtemps.

Dominique LEGER

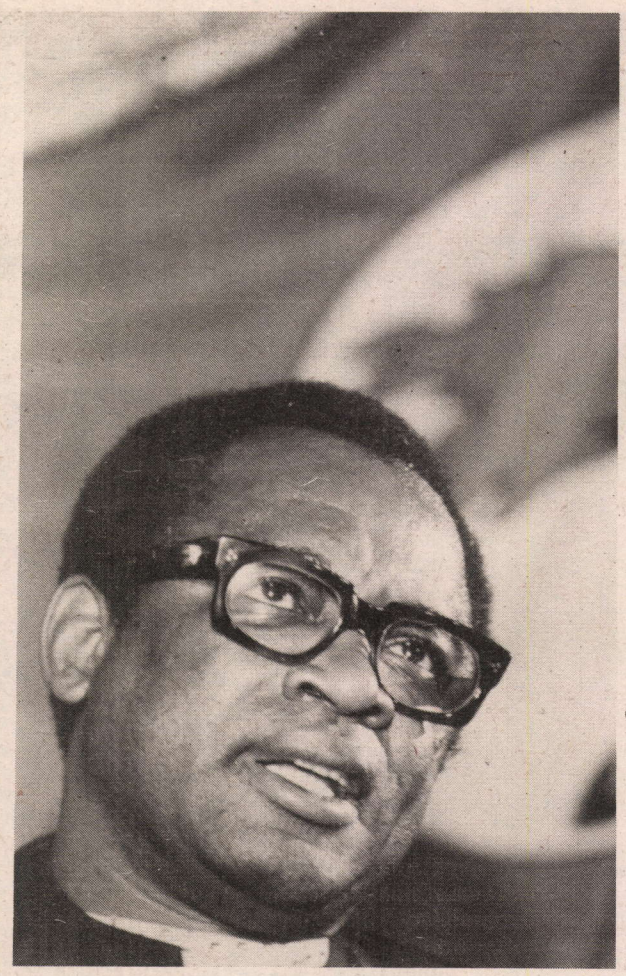
ANGOLA :

Le dictateur zaïrois vient serrer la main d'Agostinho Neto

La réconciliation entre Mobutu, chef d'Etat du Zaïre, et Neto, président de l'Angola, semble se confirmer. Dimanche 15 octobre le général Mobutu s'est rendu en visite officielle à Luanda, capitale de l'Angola. Ainsi, Agostinho Neto vient de rendre à son homologue zaïrois l'invitation que ce dernier lui avait faite en août dernier.

Pourtant, il y a encore quelques mois, une hostilité affichée opposait la dictature corrompue et ouvertement pro-occidentale de Mobutu et le régime prétendument « progressiste » de Neto. Seulement, face aux pressions et aux ouvertures de l'impérialisme, les raisons « idéologiques » ne pèsent guère. En juin dernier, une mission américaine s'était rendue à Luanda pour mener avec les dirigeants angolais des « entretiens approfondis ». Dans le même temps, le président de l'Angola et celui du Portugal s'étaient rencontrés pour sceller leur « réconciliation ». Quelque temps auparavant encore, le gouvernement angolais avait annoncé sa décision de désarmer les réfugiés zaïrois en Angola. Lui qui se donnait volontiers comme protecteur de ceux qui combattaient la dictature de Mobutu s'engageait à ne plus le faire.

Ces gestes, ces rapprochements pourraient surprendre de la part d'un pays se situant, depuis son indépendance, dans le camp soviétique.



Le fantoche de l'impérialisme américain au Zaïre vient recevoir l'absolution...

...du leader « anti-impérialiste » angolais.

Mais l'Angola n'a jamais été un allié inconditionnel de l'URSS. S'il a accepté son aide et celle de Cuba, c'est tout simplement qu'il n'avait pas le choix, les Etats-Unis ayant décidé de soutenir les adversaires de Neto et de son mouvement, le MPLA, dans la guerre civile qui a suivi l'indépendance.

Neto est avant tout un dirigeant nationaliste, et il réagit en dirigeant nationaliste, prêt à mener la lutte pour gagner l'indépendance contre l'impérialisme, mais prêt à composer ensuite avec lui, au nom des intérêts particuliers des classes dirigeantes angolaises.

Alors, il a suffi que l'impérialisme américain fasse quelques ouvertures et reconnaisse Neto comme seul interlocuteur valable en Angola, pour que celui-ci accoure, prêt dans sa précipitation à renouer les liens avec les valets de l'Occident, Mobutu en tout premier lieu. En cadeau de réconciliation, Agostinho Neto apporte la réouverture du chemin de fer de Benguela. Or cette ligne, fermée depuis trois ans, qui traverse à la fois le territoire du Zaïre et celui de l'Angola pour aboutir au port angolais de Lobito, est essentielle pour l'acheminement des richesses minières du Shaba, dans lesquelles les intérêts occidentaux sont considérables.

Neto a pu pendant un temps faire figure de leader « progressiste » et « anti-impérialiste ». Aujourd'hui, le dirigeant de Luanda prouve sa capacité à s'entendre avec Mobutu et l'impérialisme occidental.

G.L.

NAMIBIE :

Un compromis en vue ?

A nouveau des discussions sont en cours à Prétoria, entre le gouvernement d'Afrique du Sud et les représentants des « cinq » (USA, France, Canada, Allemagne, Angleterre), pour tenter de convaincre l'Afrique du Sud d'accepter l'application du plan de règlement des Nations unies pour l'indépendance de la Namibie.

L'Afrique du Sud avait accepté en avril dernier le principe de l'indépendance. Mais elle souhaite établir en Namibie un gouvernement fantoche à sa solde, pour en garder le contrôle. Elle a annoncé en septembre dernier son intention d'organiser en décembre des élections dont serait exclue la SWAPO, mouvement de guérilla très influent dans la population. Elle craint en effet que la SWAPO ne remporte ces élections et qu'arrive ainsi au pouvoir un gouvernement peu disposé à lui laisser les mains libres dans le pays.

Les USA font un autre calcul. De même que pour l'Angola, où ils ont reconnu le MPLA, ils estiment que le seul règlement stable passe obligatoirement par la SWAPO, qu'ils ont reconnue comme représentant officiel du peuple namibien, à la barbe de l'Afrique du Sud. Le plan de l'ONU propose des élections avec sa participation et sous contrôle international, c'est-à-dire avec envoi sur place de casques bleus de l'ONU.

La Namibie est le sixième producteur mondial de diamants, le septième pour l'uranium ; elle produit également de l'étain et du plomb. Ses côtes contrôlent la route pétrolière du Cap. L'enjeu est de taille et, en imposant un règlement dont ils contrôleraient l'application, les USA espèrent affermir leur mainmise sur cette zone.

Mais d'autre part, ils ne veulent pas faire pression trop brutalement sur l'Afrique du Sud où les « cinq » ont des intérêts également importants.

Aux dernières nouvelles, la conférence de Prétoria discuterait d'un compromis : l'Afrique du Sud tiendrait comme prévu des élections en décembre, à « titre indicatif ». En contrepartie elle accepterait le principe d'élections internationales en juin prochain, avec présence des casques bleus.

Reste à savoir si ce compromis sera réellement appliqué, et quand, car les sanctions que peut appliquer l'ONU ne semblent pas impressionner l'Afrique du Sud. De toute façon, l'Afrique du Sud devra sans doute lâcher du lest, car l'impérialisme US reste en dernier ressort le maître du jeu.

A.D.

RFA :

Réévaluation du Deutschmark :

les capitalistes spéculent, les monnaies flottent, les gouvernement parent au plus pressé

Une fois de plus, la pression des spéculateurs a porté ses fruits. Dimanche 15 octobre, le gouvernement allemand se voyait contraint de réévaluer le deutschmark de 2 % par rapport au florin hollandais et au franc belge, et de 4 % par rapport aux couronnes danoise et norvégienne.

Le franc belge, le florin, la couronne danoise et la couronne norvégienne font partie du fameux « serpent monétaire ». Elles sont censées flotter de conserve par rapport aux autres monnaies, notamment le dollar. L'écart entre elles ne doit pas dépasser 2,25 pour cent.

La dernière réévaluation du mark montre, si besoin était, la fragilité d'un tel système, alors même qu'il est question de l'étendre à toutes les monnaies du Marché commun. Les variations du cours des monnaies ne doivent pas dépasser certaines limites... sauf quand elles les dépassent !

Et le mécanisme est toujours le même. Les détenteurs de gros capitaux cherchent constamment à convertir leurs avoirs dans la monnaie qui se déprécie le moins vite. Par exemple, quand le dollar perd de sa valeur, ils s'empressent d'acheter du mark et de se débarrasser de leurs dollars. Ce genre d'opération, qui déplace des masses énormes de capitaux, provoque une demande massive de deutschmarks. Celui-ci devient plus cher. Les autres monnaies de déprécient.

Finalement, une réévaluation vient entériner les nouveaux taux de change entre les monnaies ; il ne reste plus aux spéculateurs, qui ont entretenu et aggravé le désordre monétaire, qu'à empocher la prime à la spéculation qu'est une réévaluation.

Ainsi, ceux qui ont échangé, par exemple, leurs couronnes danoises contre des deutschmarks à la veille de sa réévaluation ont gagné 4%, rien qu'en spéculant.

Non seulement les Etats sont impuissants contre la spéculation, mais ce sont les Etats eux-mêmes qui créent la possibilité de la spéculation, ce sont eux qui bouleversent la parité de leur monnaie quand, pour venir en aide à leurs propres capitalistes, ils favorisent ainsi l'inflation.

Dans le cadre du système commercial mondial, la situation est encore aggravée par les soubresauts du dollar, la monnaie internationale, que les différents Etats sont obligés de soutenir. Quand les monnaies sont à ce point malades, à ce point désinsérées de la réalité, non seulement la spéculation est possible mais, à terme, la banqueroute menace.

Jusqu'ici, les experts mondiaux et les gouvernements bourgeois n'ont trouvé que des palliatifs.

Pierre LEMAIRE

PORTUGAL :

Le Parti Socialiste crée une centrale syndicale

Au Portugal, des membres du Parti Socialiste ont annoncé la création d'une nouvelle centrale syndicale, l'UGT. Le PS tente ainsi de faire pièce au PC, dont l'influence est dominante dans l'Intersyndicale, confédération qui regroupe la grande majorité des syndicats du pays.

A vrai dire, c'est un projet qui, de la part du PS, n'est pas nouveau.

La question s'est trouvée posée à la direction du PS depuis trois ans, sans rencontrer de réponse unanime. Une partie des dirigeants du PS trouvaient plus juste et plus fructueux de lutter contre l'hégémonie du Parti Communiste au sein même de l'Intersyndicale. Depuis, la plupart des partisans de ce point de vue ont quitté le parti, et le PS lui-même a quitté le gouvernement.

En prenant la décision de diviser le mouvement syndical, le PS espère, au moyen d'un appareil syndical qui lui soit lié, disposer de ses propres troupes dans la classe ouvrière, ne serait-ce que pour des négociations ultérieures.

Il a créé le cadre : reste à savoir si ce cadre restera vide, ou s'il se remplira. Aujourd'hui, les quelques rares syndicats (les syndicats sont organisés par métiers : dans une même entreprise, il peut y avoir des dizaines de syndicats : celui des ajusteurs, celui des fondeurs, celui des électriciens, etc.) qui composent l'UGT ne sont guère représentatifs, à part celui des employés de bureau. Jusqu'ici les travailleurs, et en particulier les travailleurs de l'industrie, se retrouvent dans les syndicats liés au PC, et ce n'est pas parce que le PS est écarté du gouvernement qu'il a aujourd'hui plus de chances qu'hier de gagner de nouvelles sympathies dans les syndicats.

Parti de masse pendant un moment, puis parti gouvernemental, le PS risque fort, en dépit de ses efforts, de n'être plus, comme en France, qu'un simple parti électoral. Cela a suffi à faire de lui le plus grand parti parlementaire, mais il n'est pas sûr qu'il garde cette prédominance aux prochaines élections : il se prépare donc d'autres moyens d'action.

C'est au nom de la « démocratie » que les syndicalistes PS ont créé l'UGT : en réalité, pas plus la démocratie que les intérêts de la classe ouvrière n'importent au PS. Le PS ne voit dans cette affaire que ses propres intérêts de boutique. La classe ouvrière portugaise n'a rien à y gagner.

Alain LEMOINE

PAYS BASQUE

La condamnation du terrorisme prétexte à l'union sacrée

Le Parti Nationaliste Basque a décidé de convoquer le 28 octobre, à Bilbao, une manifestation contre le terrorisme. Pour donner une idée du climat politique actuel en Espagne, nous ne pouvons mieux faire que citer la manière dont un journal espagnol (il s'agit du **Mundo Diario,** quotidien libéral de Barcelone) a présenté l'événement et les commentaires qu'il a suscités (dans son numéro du 12 octobre) :

« La décision du Parti Nationaliste Basque (...) a causé un profond soulagement dans les milieux politiques gouvernementaux et ceux de l'opposition parlementaire. Carlos Garaicoetxea, président du parti, regrettait hier dans des déclarations que « nous manquions d'un quelconque pouvoir ou moyen coercitif ». **Un bureau de l'agence Europa Press a recueilli les déclarations d'un haut responsable de l'ordre public, dont il ne cite pas le nom, pour qui la décision du PNB** « est un pas en avant, mais le reste des partis politiques devraient se joindre à la protestation. Le succès se mesurera à la participation des citoyens à la manifestation. Ni l'UCD, ni le PSOE, ni les communistes ne devraient être absents de la manifestation. Le danger est que, si la participation est faible, on puisse interpréter cela comme un appui massif à l'action de l'ETA et au terrorisme. » (...)

Roberto Lertxundi, secrétaire général du Parti Communiste Basque, déclara à l'agence Efe que c'était la nouvelle qui lui avait procuré le plus de satisfaction ces derniers temps.

Joaquim Nebreda, secrétaire à l'information de l'UCD en Biscaye (l'UCD est le parti du chef du gouvernement, Suarez — NDR) **estima le fait « réconfortant », et annonça que, bien que son parti ne soit pas partisan des mobilisations populaires, dans ce cas il était bien possible qu'il se joigne à la manifestation. Le président de l'Alliance Populaire au Pays basque** (extrême-droite parlementaire — NDR) **se prononça en termes semblables, avançant qu'il était possible que son parti assiste à la manifestation.**

Consulté par les journalistes, le secrétaire général du PSOE du Pays basque (Parti Socialiste — NDR), **Txiki Benegas, fit savoir qu'avant qu'il se prononce sur le thème, l'exécutif de son parti devait se réunir. A Madrid, Felipe Gonzalez** (le secrétaire général du PSOE — NDR) **fut beaucoup plus explicite et qualifia de « magnifique » la réaction du PNB, ce qui fait supposer aux observateurs politiques que les socialistes donneront leur appui à la manifestation ».**

Pour comprendre les raisons de la satisfaction des milieux gouvernementaux, il faut se souvenir que, face au problème basque, la politique de Suarez a consisté à essayer d'isoler politiquement l'ETA, avec un succès tout relatif, car jusqu'ici le PNB, parti nationaliste modéré, n'avait pas jeté tout son poids dans la balance, de peur de se couper de la partie la plus radicale de sa base. De ce point de vue, la décision du PNB de manifester contre « le terrorisme » — que le PNB ait cédé aux pressions qui s'exerçaient sur lui en ce sens, ou qu'il ait estimé l'ETA déjà suffisamment isolé pour se permettre cela — est un incontestable succès pour le gouvernement. Car c'est bien l'ETA qui est visé par cette manifestation, le président du PNB ayant déclaré que la manifestation du 28 octobre devrait être **« la clameur angoissée de tout le peuple basque, une supplique à ceux qui développent la lutte armée, pour qu'ils s'incorporent à nos formes de lutte politiques, en abandonnant leurs propres voies violentes ».**

Cette prise de position du PNB ne peut que satisfaire Suarez.

Mais le rôle des organisations de la classe ouvrière, PC et PSOE, qui s'apprêtent à manifester aux côtés non seulement du PNB, mais aussi des représentants de l'UCD et de l'AP, n'est guère glorieux. Car si c'est à juste titre que le PC et le PSOE condamnent le terrorisme de l'ETA, c'est une dérision que de manifester « contre le terrorisme » aux côtés de représentants de partis qui sont ouvertement solidaires du plus meurtrier terrorisme qu'ait connu l'Espagne : le terrorisme d'Etat. Mais il est vrai que ce ne sera pas le premier acte d'allégeance du PCE et du PSOE au régime de Suarez et de Juan Carlos.

François DUBURG

Les pirates pétroliers sévissent toujours

Une nouvelle marée noire s'est produite jeudi 12 octobre, à quelques kilomètres des côtes irlandaises et galloises. 35.000 tonnes de pétrole brut menacent les côtes.

Le scénario est désormais classique ! Le pétrolier grec **Christos Bitas** naviguait trop près des côtes : sa coque a heurté un récif et des milliers de tonnes d'hydrocarbure ont commencé à se déverser dans la mer. Une nappe de pétrole longue de 13 kilomètres s'est formée dans le sillage du navire. La marée noire menace les côtes irlandaises et deux importantes réserves d'oiseaux.

Ainsi, onze ans après la première grande marée noire du **Torrey Canyon,** sept mois après l'échouage de l'**Amoco Cadiz** à Portsall, de nouvelles catastrophes continuent de se produire, exactement pour les mêmes raisons et dans les mêmes conditions. Des catastrophes qui polluent la mer, engluant sous des boues noirâtres et visqueuses des dizaines de kilomètres de côtes, tandis qu'elles tuent à petit feu la faune et la flore.

Mais qu'à cela ne tienne. Les grandes sociétés pétrolières — c'est directement la British Petroleum qui avait affrété le **Christos Bitas,** responsable de la marée noire galloise — continuent de faire sillonner les océans par leurs tankers géants. Les maîtres de l'industrie pétrolière sont les flibustiers et corsaires modernes, autrement plus dangereux et impunis que ceux d'antan.

Les gouvernements, de leur côté, font mine de faire quelque chose. En fait, ils surveillent... La marine nationale française, par exemple, vient d'indiquer qu'elle avait dressé 1.300 procès-verbaux en six mois. Les infractions sont toujours aussi nombreuses, cela a été dûment constaté par les services officiels !

De nouvelles pièces sont ainsi versées aux dossiers des divers centres de documentation, de recherche et d'expérimentation sur les pollutions accidentelles... en attendant que la prochaine marée noire, elle, soit versée à la mer.

Anne SEVILLE

dans l'extrême-gauche et dans sa presse

Libération

La presse américaine n'a plus droit au secret professionnel

A propos de l'incarcération d'un journaliste du New York Times, **Myron Farber, pour avoir refusé de livrer à la justice des documents concernant une affaire criminelle,** Libération **dans son n° du 17 octobre 1978 montre comment, aux USA, la presse n'a plus droit au secret professionnel.**

« La nouvelle incarcération de Farber n'est que le dernier épisode de la lutte entre la presse et la justice des Etats-Unis.

Cette lutte dure depuis longtemps. Le pouvoir judiciaire, depuis 1972, cherche à réduire le 4° pouvoir, celui de la presse, et ce combat se livre à coups de lois, d'amendements constitutionnels et d'arrêts de la Cour Suprême. (...)

Les hostilités entre la presse et la justice ont été ouvertes en 1972 ; quand la Cour Suprême a affirmé qu'un journaliste était tenu, comme tous les autres citoyens, de venir témoigner devant un grand jury (chambre de mise en accusation) s'il avait été le témoin d'un crime.

Depuis cette date, une bonne douzaine de journalistes ont, tout comme Farber, été en prison pour avoir refusé de livrer aux tribunaux leurs sources d'information. (...)

La Cour Suprême continue son offensive. Elle a adopté cette année une série de décisions restrictives, en particulier un arrêt autorisant les perquisitions dans les salles de rédaction, même si personne n'y est soupçonné d'une quelconque activité criminelle. La Cour a également affirmé que la presse n'a pas davantage de droits que tout autre citoyen concernant l'accès aux prisons et aux bâtiments publics. Une chaîne de télévision californienne s'est ainsi vue refuser l'autorisation de faire un reportage dans un établissement pénitentiaire de l'Etat. (...)

Au lendemain du Watergate, symbole de la toute puissance de la presse, les salles de rédaction américaines sont sérieusement ébranlées par les coups de boutoir des juges. »

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

NION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

Hausse des prix et arbitraire en Côte-d'Ivoire

Dans son n° 64, du 25 septembre 1978, Le Pouvoir aux travailleurs **montre la dégradation des conditions de vie des travailleurs de Côte-d'Ivoire.**

« Le 20 août dernier le gouvernement de Houphouët-Boigny a décidé une augmentation substantielle des tarifs de certains secteurs :

— Le ticket de bus passe de 60 CFA minimum à 100 CFA ;

— La carte mensuelle de transport (en bus) de 6.000 passe à 12.000 CFA ;

— Une augmentation de l'eau et de l'électricité est également prévue ;

— Le tarif des taxis passe de 10 à 20 CFA l'unité. Cette mesure bénéficiera directement aux grands fonctionnaires et aux grands commerçants ; ce sont eux les propriétaires de la majorité des taxis, même s'ils les font circuler sous des prête-noms.

Déjà très bas, le niveau de vie des travailleurs subira une nouvelle baisse importante. Rappelons que le SMIG est à 25.000 CFA. Autrement dit, un smicard de Côte-d'Ivoire gagne juste de quoi s'acheter une carte mensuelle de transport et un sac de riz par mois.

Et encore ! Le smicard est considéré comme chanceux car le chômage est très important et très souvent les employeurs payent en dessous du SMIG officiel. »

Dans le même numéro, Le Pouvoir aux travailleurs **décrit l'arbitraire qui règne sous le régime dictatorial d'Houphouët Boigny :**

« A la suite des augmentations de prix, des tracts s'indignant contre les augmentations et appelant à la grève générale ont circulé à Abidjan.

On ignore l'origine de ces tracts, et ce que représentent ceux qui les ont diffusés. Mais il a suffi que des personnes s'indignent des mesures scandaleuses du gouvernement et le disent, pour que Houphouët mette en branle sa police.

80 personnes auraient été arrêtées officiellement, en grande partie dans le milieu des intellectuels.

Quoi qu'en disent ceux qui montrent ce pays en exemple pour l'Afrique, le régime de Houphouët est une dictature ; le simple fait de critiquer est un motif d'emprisonnement. »

quotidien communiste révolutionnaire

rouge

« Le coût du pipi dans le prix de la casquette »

Rouge **publie sous ce titre dans son n° du 17 octobre 1978 les réflexions d'un patron, celui de l'entreprise Manubec (entreprise de textile à Pau), que lui a fait parvenir le syndicat CGT de l'entreprise.**

« Tout le monde jadis venait à Manubec pour remplir sa tâche consciencieusement et souvent avec plaisir. Maintenant le mot d'ordre est de faire le minimum pour le maximum d'avantages. Les absences étaient rares et toujours justifiées. L'autorité des responsables était respectée même lorsque certains ne se gênaient pas pour la contester. Le personnel n'abusait pas de la liberté qu'il avait pour arrêter le travail sous n'importe quel prétexte ni pour aller aux « toilettes » plusieurs fois pas jour, pour fumer la cigarette, plus souvent que pour satisfaire un besoin pressant.

A propos de la balade aux waters qui peut en faire sourire certains, savez-vous ce que cela coûte à l'entreprise ? Le 22 février dernier, par exemple, 61 d'entre vous se sont déplacées et absentées entre 7 et 20 minutes, soit en moyenne 13,5 minutes dont 19 deux fois et 10 trois fois, soit 100 voyages à 13,5 minutes chaque = 1.350 minutes, soit 22 heures 30 à 15 F de l'heure = 337,50 par jour.

Pour une année de 230 jours de travail, cela représente 77.625 F. Si l'on ajoute à cela le crédit d'heures accordé légalement à vos représentantes syndicales plus le versement patronal au Comité d'entreprise pour un total de 38.775 F, on arrive à la somme de 116.400 F. Cette simple perte de temps préjudiciable au travail productif majore le prix de chaque casquette produite (828 284) de 14 centimes, soit 1,20 % environ. Je ne parle pas des gaspillages (tissu mal utilisé, casquettes loupées ou tâchées) ni des bavardages inutiles ni de ceux ou celles qui grignotent quelques minutes à l'entrée comme à la sortie.

Il n'y a pas de mystère et tout s'explique quand on se donne la peine d'aller au fond des choses. »

COMBAT OUVRIER

Mensuel communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire en Martinique et en Guadeloupe
Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe
Pour la reconstruction de la IV° Internationale

Martinique, Guadeloupe : l'économie organisée contre les travailleurs

Dans son n° du 4 octobre 1978, Combat Ouvrier **explique comment les grands propriétaires, qu'ils soient locaux ou étrangers, malgré leurs querelles apparentes, se retrouvent en fait la main dans la main pour exploiter la population laborieuse de l'île.**

« Les problèmes économiques tiennent la Une de l'actualité en Martinique. Il a suffi qu'une grosse société marseillaise, la Compagnie Fruitière annonce son intention de s'installer en Guadeloupe pour qu'un tel projet suscite des remous et jette le trouble dans les milieux de la bourgeoisie martiniquaise.

Les problèmes bananiers sont donc au premier plan d'une large fraction de l'opinion, puisque les petits planteurs eux aussi sont inquiets de la situation qui sera créée par la venue de la « Fruitière ». Gros et petits planteurs se trouvent donc liés dans un même mouvement. Monsieur Fabre n'apparaît-il pas comme le défenseur de l'économie martiniquaise en face des requins « étrangers » ?

Mais, dans cette affaire, ce n'est pas l'économie bananière qui est en cause. Sous ce vocable général, on mélange volontairement les problèmes des millionnaires genre Fabre, confrontés à plus géants qu'eux, et les problèmes réels de la masse des petits planteurs de canne et ceux enfin des ouvriers des usines à sucre.

La Guadeloupe est principalement productrice de sucre et de rhum et en deuxième position seulement de bananes. L'extension des champs de bananes au détriment des cannes portera — c'est sûr — préjudice aux paysans producteurs de cannes.

L'on envisage aussi — en particulier la SIS qui possède Darboussier, Blanchet et l'ex-Bonne-Mère et donc les terres environnant l'usine — de fermer certaines usines sucrières. Cela entraînera plus ou moins vite une réelle diminution de l'activité sucrière.

Une autre affaire, éclatant dans un tout autre domaine de l'agriculture, met aussi en lumière la faillite de la politique agricole du gouvernement. Mais en même temps elle montre que, malgré toutes leurs déclarations, les gros capitalistes « bien de chez nous » ne sont pas spécialement soucieux, dans l'affaire bananière des intérêts des petits. Il s'agit de l'affaire de la SICA-viande. Cette affaire oppose une coopérative de petits et moyens importateurs de viande à ces mêmes familles (Hayot et Cie) qui sont liées aux bananeraies et contrôlent aussi l'import-export alimentaire (viande, légumes, conserves, etc.).

Comme dans l'affaire de la banane, ce sont les plus gros qui bénéficient du soutien de l'administration coloniale.

La Compagnie Fruitière a pris le pas sur les Hayot, Fabre et autres et a reçu le soutien du gouvernement français. Ici, dans l'affaire de la SICA-Viande, la préfecture soutient les Hayot et Cie contre les petits importateurs de la Coopérative.

Ces deux exemples montrent bien que les vrais problèmes et les solutions à appliquer ne dépendent pas du fait que les requins viennent de l'extérieur ou soient déjà sur place. Les capitalistes locaux qui pleurnichent en face de la Compagnie Fruitière ne sont pas moins agressifs et voraces que la dite compagnie.

Les petits planteurs martiniquais et guadeloupéens auraient bien tort de se laisser abuser par les plaintes des gros planteurs bananiers des deux îles. Ils auraient tort de confier la défense de leurs intérêts aux mains de ceux qui en temps habituel n'ont rien de plus pressant à faire que de les gruger et de les écraser.

A fortiori, les travailleurs des usines, les ouvriers agricoles ne doivent pas lier leurs luttes aux avatars de l'opposition Fruitière-capitalistes locaux.

Il faut lutter et débusquer toutes les « compagnies fruitières » ou « sucrières ». Il faut lutter contre tous les grands propriétaires locaux ou étrangers.

Les seuls solutions qui apporteront véritablement un changement rationnel et mettront fin aux injustices actuelles viendront des travailleurs. Car eux seuls, travailleurs des villes et des campagnes, n'ont aucun intérêt individuel à défendre, mais au contraire ne peuvent triompher qu'en faisant triompher la collectivité. »

Le comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte a tenu une conférence de presse mardi 17 octobre. Il a dressé un bref bilan du mouvement de grève des loyers toujours en cours et informé de la vague de procès qui se déroulent actuellement. Voici dans quelles conditions les grévistes de la Sonacotra continuent leur lutte.

Foyer de Pierrefite.

OU EN EST LA LUTTE DANS LES FOYERS SONACOTRA ?

Cela fait maintenant trois ans que les travailleurs émigrés résidant dans des foyers appartenant à la Sonacotra sont engagés dans une grève des loyers. Intimidations, provocations, expulsions de certains grévistes du territoire français, beaucoup de moyens ont été mis en œuvre par la Sonacotra, aidée souvent par la police et le ministère de l'Intérieur, pour obliger les grévistes à céder. Et pourtant, ils tiennent toujours. Ils sont aujourd'hui, d'après le comité de coordination, plus d'une quarantaine de foyers concernés par la grève, la plupart dans la région parisienne, mais certains également en province, à Metz, Dunkerque, Thionville ou Strasbourg et qui regroupent un ensemble de 30.000 résidents. Et ils ne sont pas prêts à abandonner leurs revendications, pas plus qu'à laisser isolés certains de leurs délégués face à la répression. Presque tous — six foyers font exception dont ceux de Saint-Denis et Gennevilliers — sont regroupés derrière le comité de coordination et refusent de négocier foyer par foyer. Ils se battent parce que la Sonacotra veut leur faire payer cher le « service » qu'elle leur rend en les logeant. Une nouvelle augmentation des loyers est intervenue en juillet dernier, portant le prix de la journée à 8,30 F. Mais dans certains cas, il peut s'élever à environ 13 F.

En échange de cela, ils ont droit à une petite chambre de 6 m2. Et, surtout, des brimades à n'en plus finir. Car peut-on parler de locataires, lorsque des gardiens peuvent visiter et fouiller leurs chambres, contrôler les visites, limiter tout droit d'expression et de réunion, et, finalement décider qui aura droit à une chambre ou non ?

Alors, ils réclament, en particulier :

— que le tarif actuel soit réduit de 100 F et bloqué ;

— le retour de tous leurs camarades expulsés ;

— la reconnaissance du statut de locataire ;

— le remplacement de tous les gérants par des concierges ;

— et toute liberté de visites, de réunions et d'expression.

Les travailleurs immigrés manifestent le 4 avril 1976 à Paris pour protester contre l'évacuation par la police d'un foyer SONACOTRA.

● Quand la police donne un coup de main à la Sonacotra

AU FOYER DE MASSY : Le tribunal ayant ordonné le 22 août la visite d'un huissier pour vérifier que huit résidents, en vacances le jour du procès, habitaient bien toujours le foyer, l'huissier est bien venu... mais à 5 heures du matin, accompagné d'une quarantaine de policiers. Ceux-ci ont vérifié toutes les chambres et ne sont repartis que sur l'intervention de la municipalité.

AU FOYER DE SAINT-OUEN-L'AUMONE : Le 7 octobre au matin, des CRS et une quarantaine de policiers en civil ont investi le foyer. Ils ont fait sortir un délégué algérien de sa chambre, menottes aux poings, soi-disant pour une simple demande de renseignements. Tous les résidents sont intervenus. Les représentants de la municipalité, alertés, sont arrivés et la police a dû finalement repartir.

AU FOYER DE GENNEVILLIERS : Le 6 octobre, à 6 heures du matin, alors que beaucoup de résidents étaient déjà partis au travail, les policiers sont arrivés. Ils ont coupé le téléphone, bloqué les portes des chambres de 25 grévistes, après avoir déménagé leurs affaires : entre autres, des médicaments d'un travailleur malade, un billet d'avion, des papiers d'identité...

Le soir, une manifestation avait lieu devant le commissariat avec la présence d'organisations locales et syndicales. Un compromis est obtenu avec le directeur de gérance qui signe en public un texte autorisant la réintégration des 25 grévistes. Le lendemain, la Sonacotra dénonçait cette signature et portait plainte pour séquestration et extorsion de signature.

Au foyer d'Elancourt

La Sonacotra a perdu son procès. Le tribunal a rejeté l'expulsion et le paiement des arriérés et a demandé une expertise. La Sonacotra ne s'est pas embarrassée pour si peu. Elle a fait appel, bien sûr. Mais elle a en même temps envoyé une nouvelle lettre à certains résidents, en date du 9 octobre, outrepassant la décision du tribunal :

« Nous avons l'honneur de dénoncer la convention d'hébergement dont vous êtes titulaires pour la date du 25 octobre 1978.

En conséquence à cette date, notre convention ayant pris fin, vous devez avoir libéré la chambre et quitté le foyer ainsi que tous occupants de votre chef à défaut de quoi nous serons dans l'obligation de requérir votre expulsion par les voies légales. »

● Les attaques de la Sonacotra : procès, calomnies et provocations

Depuis juin dernier, la série des procès intentés par la Sonacotra a commencé. En l'espace de trois mois, plus d'une vingtaine de tribunaux ont déjà rendu leurs jugements. Mais il en reste à peu près autant pour les semaines à venir.

La Sonacotra fait courir le bruit qu'elle aurait gagné vingt procès. En réalité, pour l'instant, un seul tribunal, à Metz, a donné raison à la Sonacotra et a confirmé après appel l'ordonnance d'expulsion des grévistes dans les 20 jours.

Mais pour tous les autres, la Sonacotra est loin d'avoir gagné. Dans sept cas, les tribunaux se sont déclarés incompétents. Cinq ont demandé une expertise avant de juger. Les autres ont décidé soit l'expulsion, soit le paiement des arriérés mais le comité de coordination a fait appel.

Alors la Sonacotra ne désarme pas. Aujourd'hui, devant toutes les demandes d'expertises faites par les tribunaux, elle traîne et ne fournit les pièces justificatives qu'au dernier moment avant le procès. Elle semble s'orienter également vers un autre système de défense. Une nouvelle vague de lettres mettant en demeure les résidents les menace de saisie sur salaires, ce qui lui semble peut-être plus facile à obtenir que les expulsions.

Mais elle emploie aussi les calomnies : *« Ce sont les contribuables qui paient et font les frais de la grève. »* Et surtout : *« Les foyers sont surpeuplés et occupés par des clandestins. »* Sur ce problème, le comité de coordination s'est expliqué. Il y a effectivement, un grand nombre de résidents que la Sonacotra considère comme clandestins depuis qu'elle a refusé leur réinscription.

Il s'agit en général de travailleurs qui sont retournés quelques mois en vacances dans leur pays. A leur retour, la Sonacotra ayant bloqué toute nouvelle inscription durant la grève, ne les a pas réinscrits. Et, pourtant, c'est bien l'adresse du foyer qui figure toujours sur leurs papiers. Celle-ci est bien officielle. Les choses sont allées plus loin pour certains résidents. Les préfectures s'en sont mêlées et ont refusé de renouveler les cartes de séjour et de travail, puisque l'adresse qui était donnée était contestée par la Sonacotra. Ce sont les municipalités, en général de gauche, qui ont alors fourni les attestations nécessaires d'inscription au service social de la commune.

La Sonacotra utilise les provocations. Cet été au foyer de Massy, elle a fait intervenir un groupe de provocateurs au cours de l'assemblée générale qui s'est tenue la veille du procès : un ex-barman, un veilleur de nuit plus deux résidents. Ils ont voulu empêcher l'assemblée de se tenir car des éléments extérieurs, les délégués du comité de coordination, y assistaient. Pendant ce temps, un autre, à coups de marteau, cassait des portes. Chassés de l'assemblée, ils sont revenus peu après et ont engagé une bagarre à coups de bouteilles. Mal leur en a pris ! Mais quelques minutes après, la police arrivait à leur secours. Depuis, la Sonacotra a porté plainte. Une instruction est ouverte pour violences, blessures et voies de fait. Cela peut aller loin car le ministère de l'Intérieur sur un tel prétexte peut décider des expulsions hors du territoire national.

Au foyer de Metz

La Sonacotra a gagné le procès. Alors, non contente de pouvoir légalement faire procéder à l'expulsion des grévistes, elle a envoyé cette lettre à l'ADEF, une autre association de foyers.

« Vous trouverez ci-joint une liste de résidents ayant fait l'objet de décisions d'expulsions par voie judiciaire pour non-paiement de leur redevance d'hébergement. Il s'agit de résidents de sept foyers Sonacotra. Certains d'entre eux pourraient demander un lit dans votre foyer. Je vous demande de ne les accepter que dans la mesur où ils pourront faire la preuve du règlement total de leur dette à l'égard de la Sonacotra.

Suit une liste de 48 noms.

courrier des lecteurs

LA RELIGION AU SERVICE DES PAUVRES ET DES OPPRIMES ?

Bien chers amis,

Je ne suis pas d'accord avec votre n° 535 du 2 septembre 1978 à cause de son dossier « l'Eglise catholique au service des possédants ». **Pourquoi vous faire part de mon désaccord ? Votre journal, sur nombre de points, me paraît ouvert et intelligent. Sur ce point-là, comme sur son attitude à l'égard du PC, il fait borné et court. Dommage, j'estime vos positions de respect à l'égard de la vie de la personne humaine, de la dignité de chaque peuple. Vous informez loyalement des grands événements du monde. Mais que vous faites anti-Eglise et anti-PC ! (...)**

Venons-en au numéro 535. Que l'Eglise soit au service du capitalisme, soit ! Mais j'aurais aimé que vous n'en présentiez pas seulement un bout. Au Moyen Age, l'Eglise avait déjà mille ans d'histoire. (...)

Je reconnais toutes les compromissions dont vous parlez et les déplore. Il y a eu tout de même autre chose. (...)

Vous ne soufflez mot d'un mouvement important en Amérique latine. Des chrétiens de tous bords luttent contre la dictature. Ils élaborent une « théologie de la libération ». Silence.

Les chrétiens de gauche ne sont pas désireux de « récupérer » la classe ouvrière. Simplement ils veulent vivre l'Evangile. Vous ne connaissez pas. Je ne vous en fais pas grief. Ma lettre voudrait vous informer que des hommes, parce que croyant en Jésus-Christ, luttent eux aussi pour une libération de l'homme. Votre doctrine vous fait admettre que l'Eglise est une force d'oppression. C'est une thèse. Est-elle en parfait accord, rend-elle exactement compte des faits ? En partie oui, en totalité non. Alors, cette thèse, faut-il la maintenir coûte que coûte ? Sinon, vous en faites un dogme, une idée « à croire ». Dommage.

Avec toute mon amitié.

J.R. (Villeurbanne)

Monsieur,

A l'occasion de l'élection du nouveau pape, votre journal a donné un aperçu de vos opinions sur l'Eglise et sur les religions en général. (...)

Comment l'Eglise serait-elle au service des riches puisque tous les prêtres, religieuses, militants font vœu de pauvreté ou quasi ? (...)

Qu'y a-t-il dans les pays sous-développés, aidant les malheureux ? Une très grande proportion de religieuses ! Il faut travailler pour dieu dans ces pays, parce que le découragement vient à bout des meilleures volontés : et pourtant, que faire ? Qui a fait notre civilisation à nous ? Qui nous a sortis de la barbarie, où est plongé encore tout le monde musulman, par exemple, si ce n'est dix siècles de christianisme (du 5e au 15e) avec ses légions de moines obscurs défrichant le sol et inventant à force de travail nos métiers, nos arts, notre agriculture ! (...)

H.T. (Sainte-Foy-les-Lyon)

Nos correspondants, bien que de façon différente, nous reprochent de ne pas tenir compte, dans notre critique de l'Eglise, des chrétiens qui se sentent plus près des pauvres que des possédants, de ceux qui luttent contre l'exploitation des travailleurs.

Loin de nous l'idée de faire de tous les chrétiens les défenseurs de l'ordre établi. Nous savons que la religion a de l'audience encore aujourd'hui principalement parmi les exploités, parmi les plus défavorisés dans le monde. Et si certains d'entre eux entrent en lutte, eh bien tant mieux !

Mais nous affirmons par contre que ce n'est pas la religion qui peut leur montrer les voies de la lutte. Celle-ci leur a toujours prêché la résignation et la soumission.

Et, malgré ce que semble croire notre deuxième correspondant, la religion chrétienne ne se distingue certes pas des autres par un plus grand humanisme, bien au contraire. Dans le passé, l'Eglise chrétienne fut même celle qui véhicula par la violence et l'intolérance et la force brutale le plus profond obscurantisme. Le monde musulman du Moyen Age avait atteint un niveau de civilisation élevé, que pouvait lui envier le monde chrétien d'alors. Ce n'est pas le christianisme qui a jamais sorti quiconque de la barbarie. Les croisades chrétiennes de l'époque furent avant tout des guerres de conquête et de pillage, où les barbares n'étaient pas ceux que l'on croit.

La religion, quelle qu'elle soit, a toujours prêché la bonne parole pour les pauvres et les opprimés, mais c'est un tout autre langage qu'elle réservait aux riches et aux puissants. L'Eglise est une institution toute-puissante qui a toujours servi de pilier aux pires régimes, aux pires oppressions, et elle continue à justifier la domination des classes possédantes. Face à cette propagande officielle, les chrétiens de gauche et les prêtres emprisonnés et torturés en Amérique latine ne pèsent pas d'un grand poids.

Et si l'Eglise se modernise un peu ces derniers temps, ce n'est pas pour autant qu'elle abandonne le camp dans lequel elle s'est située depuis toujours. Tout au plus, devant l'évolution des mœurs et sa baisse d'audience, veut-elle se refaire une popularité. Alors, si l'on peut la voir pleurer davantage sur les malheurs du Tiers Monde, on ne la verra certainement pas en appeler à la révolte des exploités, pour qu'ils changent leur sort. Cela, les exploités doivent s'en charger eux-mêmes, sans dieu ni maîtres !

« SOYEZ CRUELS ! »

Cher camarade,

Je voudrais par la présente saluer dans le N° 537 de LO **la naissance de la rubrique** Le coin du navet **dans la page des films. En effet, j'ai toujours trouvé que, en ce qui concerne les spectacles et plus particulièrement les films, les commentaires de** LO **étaient toujours trop gentils. Par exemple, je me souviens d'il y a un an, où vous recommandiez aux lecteurs d'aller voir** Docteur Françoise Gailland, **le film avec Annie Girardot.**

Je voudrais saluer votre attitude un peu radicale dans votre rubrique « navet », car je pense que, sur le terrain de la culture, aucun intérêt militant, politique, ne nous invite à être conciliant. Si peut-être on a à le faire sur d'autres terrains, politiques justement (par exemple, vous êtes bien gentils de faire un petit papier sur la fête de l'Huma, **même si c'est pour la critiquer...), avec les productions culturelles quel avantage aurait-on à ne pas les sacquer ? Qu'est-ce qu'on y gagnerait ?**

Les produits culturels, les films, sont d'abord **une marchandise (et je suis bien placé pour le savoir puisque je travaille comme peintre dans le cinéma...) et il n'y a pas lieu de taire, s'ils sont mauvais, qu'ils ont un goût dégueulasse, comme n'importe quelle conserve avariée que boycotterait le consommateur, parce qu'ils sont** aussi **des produits artistiques, esthétiques, des « créations » d'êtres humains. (...)**

Donc soyez cruels **et ne « sélectionnez » pas forcément dans les films récents** Une femme libre **et** Le sourire aux larmes : **c'est comme ça, aussi, qu'on changera des choses.**

P.L. (Sevran)

Tu nous reproches d'être *« toujours trop gentils »*. Nous le sommes peut-être trop souvent, c'est possible, et nous sommes prêts à en discuter. Mais comme tu ne formules pas les critiques que tu nous fais au sujet de *Docteur Françoise Gailland* ou de *La femme libre,* tu nous empêches en quelque sorte de nous défendre — ou de plaider coupable.

Cela dit, tu as dû le constater, la rubrique « Coin du navet » dont tu salues l'apparition... a disparu ! C'est qu'en fait, elle ne nous convenait guère. Cataloguer quelques films de « navets », c'est peut-être facile, mais que faire des « demi-navets », des « quarts de navet » ? Les navets n'ont pas tous le même goût, alors mieux vaut ne pas en faire la même soupe et laisser le lecteur juger lui-même.

Mais revenons au fond du problème : ce que nous cherchons par nos critiques, ce n'est pas à décerner aux films et livres des « bons » ou « mauvais » points : « révolutionnaire » ou « réactionnaire », « à voir » ou « à ne pas voir ». Extrêmement rares sont les metteurs en scène — malheureusement — qui se placent socialement et politiquement dans le camp que nous avons choisi. Et ceux qui le font ne sont pas forcément les plus doués.

Mais bien des films, même partiels, même discutables, reflètent à leur façon des situations et des comportements réels, des luttes vivantes. Par exemple, l'héroïne du film *La femme libre* est certainement une petite bourgeoise américaine, individualiste et futile, qui est loin de comprendre tout ce que peut signifier une réelle émancipation de la femme. Mais ses problèmes et son expérience sont ceux de nombreuses femmes de son milieu. On peut discuter du talent avec lequel l'auteur nous les montre, on peut même discuter de l'intérêt relatif d'un tel sujet, comme de l'avis du camarade qui signe la critique. Ce que nous nous garderons de faire par contre, c'est de cataloguer *a priori* tel ou tel genre de film.

En tant que révolutionnaires, nous sommes concernés par toutes les manifestations de l'art et de la littérature, en ce qu'elles expriment concrètement les manifestations les plus diverses de la vie. Mais les critères de classe, prioritaires et indispensables dans les choix politiques, sont par contre insuffisants dans l'appréciation artistique. Ce qui ne signifie pas que nous prônions l'abstention dans les jugements artistiques et littéraires, bien au contraire ; les pages culturelles de notre journal le prouvent.

Mais si la filiation politique, le programme, l'expérience politique propre d'une organisation révolutionnaire peuvent lui donner une certaine compétence politique, c'est par contre loin d'être le cas en ce qui concerne l'appréciation artistique, où nous n'avons pas de compétences particulières ; et c'est aussi pourquoi nous préférons pêcher par excès de prudence, plutôt que par l'affirmation d'un point de vue trop péremptoire.

Dans certains cas, c'est sans doute regrettable, nous voulons bien le reconnaître. Mais ce n'est pas en étant par principe plus « cruels » que nos critiques cinématographiques viseront plus juste !

Les clients d'un café n'acceptent pas le racisme

Chers camarades,

Vendredi 29 septembre au soir, j'étais dans un café à Châtelet lorsque mon attention a été attirée par une altercation entre deux personnes, dont l'une est noire. Je m'approche et j'apprends qu'il s'agit d'un inspecteur de police qui veut embarquer le Noir parce qu'il n'a pas payé son café — qu'il n'a pas consommé. Un car de police est appelé.

J'interviens donc avec d'autres consommateurs pour empêcher l'inspecteur d'arrêter le Noir. L'inspecteur devient furibond et répond : « Mêlez-vous de ce qui vous regarde, je fais mon métier et puis d'abord, il m'a insulté ». **Un autre consommateur paye alors le café en expliquant que le Noir une fois au commissariat risquait le passage à tabac et d'être reconduit à la frontière. Et trois autres consommateurs interviennent dans notre sens.**

Sur ce, le car arrive et l'inspecteur se sent tout regonflé. Mais nous ne sommes pas décidés à laisser embarquer le gars. Le chef de car, gêné, temporise. Deux consommateurs se portent témoins de l'affaire. Un autre s'adresse à l'inspecteur et lui dit « Vous mentez, le café, c'est moi qui l'ai bu et payé et en plus il était froid ». **L'inspecteur :** « Vous êtes témoin ? ». **Le consommateur :** « Oui ». **L'inspecteur au chef du car de police :** « Embarquez-moi ça au commissariat, on va s'expliquer là-bas ».

Nous décidons de ne pas laisser le consommateur et le Noir partir tout seuls, et à cinq, nous allons au commissariat. Arrivés là-bas, on ne nous laisse pas rentrer. Mais les policiers du poste n'y comprennent plus rien : un café commandé mais pas bu, ce même café soi-disant pas payé est en fait payé deux fois ! Alors, tout le monde est relâché.

Pour une fois, ce'a s'est bien terminé car nous n'avons pas laissé faire les racistes de la police.

Y.M. (Paris)

RENNES

fête de LUTTE OUVRIÈRE

SAMEDI 28 OCTOBRE
Bal à partir de 21 heures

DIMANCHE 29 OCTOBRE

avec :
— Kristen NOGUES
— François BUDET
— Guy MONFAUR

Salle des Lices

Dossier

la Résistance : une politique pour la bourgeoisie

De Gaulle-Pétain : la bourgeoisie française dans les deux camps

Le 18 juin, « l'Appel » de De Gaulle à la BBC propose une politique correspondant aux mêmes intérêts que celle annoncée par Pétain la veille à la radio.

La rapide défaite militaire des Forces armées anglo-françaises en mai-juin 1940 mettait la bourgeoisie française dans une situation critique. Fallait-il continuer la guerre coûte que coûte ou bien arrêter et trouver un compromis avec l'impérialisme allemand ? Le problème n'était pas simple. Continuer la guerre comportait le risque de devoir négocier plus tard dans une situation encore plus défavorable. En négociant dès maintenant et en rompant la solidarité militaire la liant au camp anglo-américain, la bourgeoisie française prenait un double risque : celui de voir son empire colonial dépecé — non seulement par l'Allemagne mais aussi par l'Angleterre et les Etats-Unis,— et celui de faire elle aussi les frais d'un repartage du monde à la fin de la guerre.

C'est donc au nom des mêmes intérêts que les partisans de l'armistice tentèrent de maintenir un appareil d'Etat défendant la bourgeoisie française auprès de l'impérialisme allemand tandis que les partisans de la poursuite de la guerre s'efforçaient de recréer à Londres un Etat français qui, si embryonnaire et inféodé à l'Etat anglais qu'il soit, défendrait néanmoins les intérêts de l'impérialisme français auprès de son allié et rival.

La politique de Pétain et celle de De Gaulle apparaissent plus complémentaires que contradictoires. De Gaulle lui-même en était conscient. Il déclare dans ses Mémoires : « ...D'ailleurs, bien que je fusse convaincu que Vichy irait, de chute en chute jusqu'à la dégradation totale, bien que j'eusse proclamé l'illégitimité d'un régime qui était à la discrétion de l'ennemi, je voulais ménager la possibilité d'une refonte des pouvoirs publics dans la guerre si l'occasion s'en offrait jamais. Aussi me gardai-je jusqu'à l'extrémité de rien bâtir qui put gêner, le cas échéant, le regroupement de l'Etat ».

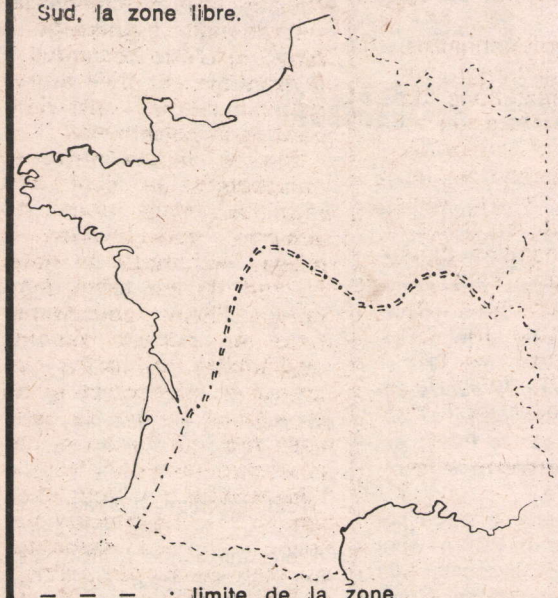
L'Appel du 18 juin sur les ondes de la BBC par lequel De Gaulle invitait les Français résidant en Angleterre à le contacter au lendemain de l'annonce de la signature de l'armistice faite par Pétain, fut suivi d'autres appels. Mais ceux-ci rencontrèrent peu d'échos. Et entre le De Gaulle chef d'une France libre squelettique et celui qui, en 1944, descendait les Champs Elysées en vainqueur applaudi, il y a loin.

Il y a tout un combat mené par cet homme politique ambitieux qui avait lié sa carrière politique à la défense d'une certaine politique de la bourgeoisie française vis-à-vis des autres puissances impérialistes à cette période critique où justement les armes à la main les puissances impérialistes se redistribuaient le monde.

Représentant d'un impérialisme décomposé et vaincu militairement, De Gaulle choisit d'être intraitable et de défendre pied à pied la carte de la plus grande indépendance possible du gouvernement de la France vis-à-vis des USA et de l'Angleterre. Cette option-là le poussa, lui cet homme de droite entouré d'hommes de droite voire d'extrême-droite, à rechercher un soutien populaire par l'alliance avec le PCF. Mais si cela amène le PCF à faire une politique conforme aux intérêts de la bourgeoisie française, cela n'a pas fait de De Gaulle un homme de gauche, ni de la Résistance un mouvement conforme aux intérêts de la classe ouvrière.

Il n'y a eu ni dans la politique de De Gaulle ni dans la Résistance rien qui ressemble à un combat pour le bien des peuples, à un combat pour la liberté et la justice. Ni même à un combat pour la démocratie contre le fascisme. Non la lutte qu'entame De Gaulle en juin 1940 et dont la Résistance en France n'est qu'un aspect, n'a rien à voir avec tous ces idéaux. De Gaulle n'avait pas d'autre but que de conserver aux capitalistes français le droit d'exploiter en toute indépendance la classe ouvrière de leur propre pays et le droit d'exploiter librement et d'opprimer pour leur compte les peuples coloniaux. Et en s'alignant sur une telle politique, le PCF n'a fait que confirmer qu'il tournait depuis longtemps le dos aux intérêts de la classe ouvrière.

La France après l'armistice est coupée en deux : au Nord, la zone occupée ; au Sud, la zone libre.



=.=.=. : limite de la zone conquise et occupée.

—.—.—. : limite de la zone occupée et non conquise.

De Gaulle en 1940, un homme de second plan...

En 1940, "Le glaive de la France...qu'il était court" (De Gaulle)

« Naufragé de la désolation sur les rivages de l'Angleterre », c'est ainsi que De Gaulle lui-même résume sa situation en juin 1940.

Qui est-il à cette date ?

Un général de brigade à titre temporaire qui a été sous-secrétaire d'Etat à la Défense nationale pendant dix jours, les dix derniers jours du gouvernement Paul Reynaud qui laissera la place à Pétain.

De Gaulle est parti pour l'Angleterre à la veille de la capitulation, avec en poche 100.000 F remis par Paul Reynaud. Ce n'est pas ce qui peut l'empêcher de se sentir **« démuni de tout, comme un homme au bord d'un océan qu'il prétendrait franchir à la nage »,** dit-il dans ses **Mémoires.**

De Gaulle est une personnalité de second plan et traitée comme telle, **« sans crédit ni justification ».** Les dirigeants anglais auraient préféré avoir affaire à un homme plus représensatif, à Paul Reynaud, par exemple. Mais, isolés face à l'Allemagne, ils ne font fi d'aucun soutien, même symbolique. Et faute de mieux, ils apportent donc à De Gaulle une certaine aide, l'autorisent à parler à la BBC, lui prêtent des locaux et des fonds. Néanmoins ils continuent d'entretenir des liens avec le nouveau gouvernement français, celui de Vichy, ce que De Gaulle supporte mal, car pour Churchill, Pétain est plus représentatif. Quant aux USA, ils estiment que Vichy est le seul gouvernement légitime et Roosevelt n'a que mépris pour ce **« général putschiste qui se prend pour Jeanne d'Arc »** et qui parle au nom de **« la soi-disant France Libre »,** selon le secrétaire d'Etat américain de l'époque, De Gaulle fait tout pour affirmer au contraire qu'il représente la continuité de la bourgeoisie française.

Il s'efforce tout de suite de mettre sur pied un **« comité national français »** embryon de gouvernement. Le personnel politique bourgeois de premier plan ne se précipite pas ainsi que le constate amèrement De Gaulle, qui raconte : **« On annonçait d'heure en heure le passage à Lisbonne ou le débarquement à Liverpool de tel homme politique connu, de tel général célèbre, de tel académicien consacré... Mais le démenti venait vite... ».**

Mais un comité ne suffit pas pour être représentatif ; il faut des forces réelles, un territoire.

L'une des premières tâches va être de rassembler une armée. En Angleterre se trouvent quelques milliers de soldats blessés, des navires avec leurs équipages. De Gaulle et ses fidèles entreprennent une tournée des popotes pour persuader soldats et officiers de rester en Angleterre. Parfois, il **« rentre bredouille », « le rendement est faible »,** l'Appel du 18 juin n'a guère été entendu. En juillet, il a regroupé 7.000 hommes, cet embryon d'armée doit constituer le **« glaive de la France », « mais, mon dieu qu'il était court ! »** remarque De Gaulle.

Ces troupes, si minimes soient-elles, De Gaulle tient à en garder le contrôle. Il en prend le commandement, refusant de les intégrer à l'armée anglaise même juridiquement, même si, de fait, elles ne peuvent agir que dans le cadre de l'armée anglaise et encore, en restant souvent sans utilité réelle. Churchill garde ses distances. Mais en juillet 1940, l'épisode de Mers El-Kébir, où la flotte vichyste stationnée là, refusant d'obtempérer aux sommations anglaises, l'armée anglaise attaque, incite Churchill à collaborer davantage avec De Gaulle.

Ayant remis sur pied une mini-armée, De Gaulle aspire à la faire agir sur un **« territoire national ».** C'est vers l'Afrique qu'il se tourne pour récupérer certaines colonies sur lesquelles il va enfin planter son drapeau. Par quelques coups de main à la portée de sa petite armée, il chasse les vichystes de trois colonies : le Tchad, le Cameroun et le Congo.

Dès qu'il a pu mettre le pied en Afrique, il constitue un « conseil de défense de l'Empire » et à partir de la fin octobre, publie des ordonnances « au nom du peuple et de l'empire français ». Il s'entoure de tout un protocole bien disproportionné, mais il défend pied à pied, ne fût-ce que sur un plan formel, une politique la plus autonome possible.

Pourtant, le chef de la France Libre a beau parler du « peuple » et de l' « empire français », il est à l'époque, et jusqu'à ce que le PCF lui apporte son soutien de l'intérieur, encore bien isolé.

Dossier

la Résistance : une politique pour la bourgeoisie

L'alliance entre De G

Un atout majeur

Depuis juin 1940 De Gaulle est l'homme de la « France Libre ». Il a fait que la bourgeoisie française a gardé un pied dans le camp anglo-américain. Mais il pèse de peu de poids. S'il ne veut pas être seulement le Don Quichotte d'une certaine conception des intérêts de l'impérialisme français, il faut, en 1942, devant le refus des dirigeants américains de le considérer comme le représentant de la France, qu'il joue d'autres cartes que celles qu'il a jusque là alignées.

Pour amener Roosevelt à traiter avec lui et pour évincer ses rivaux d'aujourd'hui — tel Giraud — ou de demain, De Gaulle dut démontrer qu'il avait un poids social et politique réel. Il dut prouver qu'il saurait être demain, à la fin de la guerre, l'homme le plus à même de garantir la paix sociale.

Le danger de voir la fin de la guerre en Europe et la défaite des armées allemandes se traduire par des troubles révolutionnaires, inquiétait aussi bien la bourgeoisie française que les dirigeants des grandes puissances impérialistes.

De Gaulle s'impose parce qu'il sut faire la preuve qu'il pouvait faire l'unité autour de lui et non seulement entretenir des relations avec le Parti Communiste Français, mais encore collaborer pacifiquement avec

Le 11 novembre 1943, à Alger. Giraud et De Gaulle entourés d'autres membres du CFNL, F. Gouin, Le Troquer, R. Pleven, A. Diethlem, le général Catroux et L. Jacquinot.
De Gaulle l'a déjà emporté sur son rival Giraud qui depuis deux jours est éliminé de la co-présidence.

Du chef de la "France Libre" au chef de la "France combattante"

Pour préserver les intérêts de l'impérialisme français dans la guerre auprès de ses alliés anglais et américains, De Gaulle eut plus d'une fois maille à partir avec eux. D'autant plus que la progression de son audience dans l'armée et parmi le personnel politique de la bourgeoisie n'était pas telle qu'elle fut suffisante pour l'imposer auprès de Churchill et Roosevelt comme le représentant de la France.

« Pour faire bloc avec l'empire britannique », **disait-il le 18 juin,** « la France n'est pas seule, elle a un vaste empire derrière elle ». **Encore fallait-il rallier les chefs militaires et civils de cet empire colonial qui restaient fidèles à Vichy dans leur majorité. Fin 1940, seule l'AEF (l'Afrique Equatoriale française) — avec ses immenses ressources économiques et humaines, il est vrai — et quelques territoires isolés reconnaissaient le Comité National Français provisoire dont les troupes comptaient alors moins de 10.000 hommes. C'était peu, mais suffisant pour que l'Angleterre, ayant à affronter l'Europe allemande, accorde son soutien politique, militaire et financier à la France Libre gaulliste.**

Cette alliance ne se passa pas sans heurts, notamment en Syrie et au Liban où s'affrontèrent les intérêts coloniaux anglais et français.

En bon représentant de l'impérialisme français, De Gaulle défendait avec poings et ongles l'empire de plus de 60 millions d'esclaves coloniaux placé sous le joug français. Et si l'un de ses principaux reproches à l'égard de Vichy était d'avoir laissé s'installer les Japonais en Indochine, il chercha à préserver les intérêts impérialistes français d'Afrique ou d'Asie contre les appétits anglais puis américains. De Gaulle chercha également, par une politique de rapine, à agrandir le domaine de l'impérialisme français. Ainsi, en 1941, il expose depuis Brazzaville, ce qu'il appelle « la nécessité d'une extension française sur le Rhin ». **Quelques mois plus tard, il déclare à Leclerc qui combat dans cette région d'Afrique, que le Fezzan (tout le sud de la Lybie) devra être rattaché à l'empire colonial français.**

1942 marque un tournant dans la guerre : tandis que l'armée allemande s'enlise en Russie, les Etats-Unis viennent de se jeter dans la bataille (décembre 1941). Anglo-Saxons à l'ouest et au sud, Soviétiques à l'est, sont les deux branches d'une tenaille qui va écraser militairement l'Allemagne. Dès lors, la solution De Gaulle est susceptible de devenir crédible aux yeux de la bourgeoisie française, d'autant que les aléas de la guerre (le sabordage de la flotte française de Toulon à l'occupation par les Allemands de la zone sud en 1942, perte de certaines colonies) ont fait de Pétain un vassal de Hitler ne disposant plus d'aucune autonomie.

Pourtant, ce qui allait être la chance du gaullisme a bien failli aussi causer sa perte. En effet, les Américains, outre qu'ils semblent considérer que la France n'aurait pas de droits éternels sur ses colonies (c'était le sens de la Charte de l'Atlantique de 1941), refusent toujours de reconnaître De Gaulle.

Ainsi, en novembre 1942, lorsque les troupes américaines débarquèrent en Afrique du Nord, non seulement De Gaulle ne fut pas consulté, mais les Etats-Unis tentèrent d'éliminer politiquement cet allié trop indépendant à leur goût. L'amiral Darlan, ancien chef du gouvernement de Vichy et qui se trouvait en Afrique du Nord, fut chargé d'y constituer un gouvernement se passant de De Gaulle. L'affaire fut promptement réglée par l'assassinat de Darlan, assassinat perpétré par un jeune gaulliste. Mais les Etats-Unis et Londres se tournèrent alors vers Giraud, un autre général fort lié à Vichy lui aussi, que De Gaulle mit près d'un an à supplanter au sein du Comité français de Libération nationale.

Le retour au premier plan du gaullisme ne se fit pas tout seul ni en un jour : grand avait été le risque de voir se constituer en Afrique du Nord un gouvernement légitime — puisque issu de Vichy — qui aurait réduit De Gaulle et son mouvement à un rôle d'appoint. Car Darlan, puis Giraud, ne bénéficiaient pas seulement de l'appui des Alliés, mais ils semblaient pouvoir rallier plus facilement toute une partie du personnel politique de Vichy, hostile à De Gaulle et que les Américains auraient pu intégrer à des gouvernements plus malléables.

Pour l'emporter sur Giraud et pour s'imposer, De Gaulle eut besoin de bien plus que son mini-appareil d'Etat londonien disposant de forces militaires réduites, il lui faut trouver, à l'intérieur, des forces sur lesquelles s'appuyer.

Comment De Gaulle, "agent du capitalisme anglais", devient pour le PCF l'homme de demain

« Nous ne voulons ni la peste, ni le choléra, ni Pétain, ni De Gaulle,
Nous voulons un gouvernement du peuple,
Thorez au pouvoir ! »
proclame un pavillon du PCF affiché dans la banlieue nord de Paris en janvier 1941.

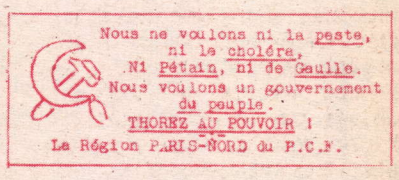
De Gaulle ne représente en effet à cette époque aux yeux des dirigeants du PCF, qu'un *« agent de l'impérialisme anglais »*, lui-même dénoncé comme fauteur de guerre. On pourrait croire à un langage internationaliste, quand dans *l'Humanité* clandestine sont constamment renvoyés dos à dos les impérialismes anglais et allemand ; on y lit, par exemple, que *« la guerre imposée au peuple de France est une guerre de capitalistes, une guerre qui dresse l'un contre l'autre l'impérialisme anglais et l'impérialisme allemand cependant qu'au peuple de France est réservée la mission d'exécuter les consignes des banquiers de Londres »*.

Eh bien non. Les dirigeants staliniens ont depuis bien longtemps remisé avec leurs souvenirs révolutionnaires, le mot d'ordre des bolchéviks en 1914 : *« Transformation de la guerre impérialiste en guerre civile »*. Depuis bien longtemps le PCF n'est plus un parti qui œuvre à la révolution mondiale.

Cet internationalisme et ce pacifisme de façade du PCF ne sont que la traduction française du pacte germano-soviétique signé en 1939.

La meilleure preuve en est que cet internationalisme verbal ne s'accompagne d'aucune perspective de mobilisation révolutionnaire de la population, ce qui aurait été le meilleur moyen de défendre l'URSS contre l'impérialisme allié ou ennemi.

Un papillon en juillet 1941 à Dijon.



Un papillon de janvier 1941 à Paris.

Cela explique d'ailleurs pourquoi, lors du retournement de l'Allemagne contre l'URSS, à l'été 1941, le PCF peut aussi facilement faire volte face et abandonner la phrase pacifiste pour emboucher les trompettes guerrières du nationalisme.

A ce moment, le V de la victoire (même flanquée d'une petite faucille et d'un petit marteau), deviendra l'emblême du Front National, associé à la croix de Lorraine gaulliste. Les staliniens ne disent plus *« ni croix gammée ni croix de Lorraine »*, mais *« La France aux Français »*, comme le titre *l'Humanité* du 29 août 1941, et *« les boches sont foutus »* après quelques semaines de guerre contre l'URSS. Dès lors, De Gaulle devient l'allié, avant de devenir plus tard, le chef incontesté du gouvernement provisoire.

Gaulle et le PCF :

pour De Gaulle

lui en neutralisant toute possibilité révolutionnaire.

Dès 1942, De Gaulle ne se tourne pas seulement vers les mouvements de résistance intérieure dont il s'était jusqu'alors occupé essentiellement pour empêcher la Grande-Bretagne d'y puiser des hommes à son service.

Il va plus loin et conscient que le PCF joue un rôle déterminant dans la classe ouvrière, il lui propose en fait une politique d'union sacrée que le PCF a acceptée contre la possibilité de se trouver associé au pouvoir.

Après l'image d'adversaire du « fascisme » que lui avait conféré le fait de se ranger dans le camp des « démocraties », cette alliance entre De Gaulle et le PCF allait donner une nouvelle étoile de gauche à ce militaire tout aussi réactionnaire que Pétain, Darlan ou Giraud, et qui dans un premier temps avait d'ailleurs surtout rassemblé autour de lui des hommes de droite voire d'extrême-droite.

Mais cette auréole de gauche que le PCF a conférée à De Gaulle, pas plus bien sûr que les sourires que lui fit Staline, ne changea rien au caractère réactionnaire de sa politique.

CHRONOLOGIE

22 août 1939 : Signature du pacte germano-soviétique.
3 septembre 1939 : Entrée en guerre de la France et de l'Angleterre.
17 juin 1940 : Pétain est nommé chef du gouvernement.
18 juin 1940 : Appel de De Gaulle sur les ondes de la BBC.
25 juin 1940 : Signature de l'armistice.
3 juillet 1940 : Mers El-Kébir, la flotte française qui refuse de se soumettre aux sommations anglaises est attaquée par l'Angleterre.
10 juillet 1940 : La Constitution est abrogée. Les pleins pouvoirs sont donnés à Pétain.
22 juin 1940 : L'Allemagne attaque l'URSS.
11 décembre 1941 : Entrée des USA dans la guerre.
1er et 2 janvier 1942 : Arrivée de Jean Moulin en France.
4 septembre 1942 : Début de la bataille de Stalingrad.
8 novembre 1942 : Débarquement anglo-américain en Afrique du Nord.
11 novembre 1942 : L'armée allemande, en France, pénètre dans la « zone libre ».
2 février 1943 : Capitulation de l'armée allemande à Stalingrad.
15 mai 1943 : Constitution du Conseil national de la Résistance sous la direction de De Gaulle.
3 juin 1943 : Création à Alger du CFLN sous la co-présidence de De Gaulle et de Giraud. Un mois plus tard celui-ci sera éliminé.
1er décembre 1943 : Conférence de Téhéran.
10 juin 1943 : Dissolution de l'Internationale Communiste.
3 avril 1944 : Grenier et Billoux sont nommés ministres du gouvernement provisoire formé à Alger.
6 juin 1944 : Débarquement des Alliés en Normandie.
18 août 1944 : Débarquement en Provence.
25 août 1944 : Libération de Paris.

DE GAULLE - PCF

De fiançailles en épousailles

Créé en octobre 1941, le BCRAM (Bureau central de renseignements et d'action militaire) est chargé d'établir les liaisons avec les mouvements de résistance de l'intérieur. Ce BCRAM est bien insuffisant pour permettre à De Gaulle de contrôler des mouvements réduits certes mais jaloux de leur indépendance.

En janvier 1942, Jean Moulin vient en France avec mission de coordonner voire d'unifier les différents courants de la Résistance, en tentant de leur faire admettre l'autorité de De Gaulle. Ce n'était pas tâche facile mais l'aide matérielle apportée par Londres était un argument de poids.

En zone sud, Moulin pousse à la création du MUR ; Mouvement uni de Résistance dont le prolongement militaire doit être l'armée secrète. Une structuration des mouvements de résistance non communistes est donc mise sur pied. Le Front National et son organisation militaire, les Francs Tireurs et Partisans, dirigés par le PCF, restent à l'écart. Mais puisqu'il s'agit du plus fort mouvement de Résistance, ce mouvement, lié qui plus est à la classe ouvrière, fait l'objet de toute l'attention de De Gaulle.

« Et moi, je voulais qu'ils **(les communistes)** servent, **écrira De Gaulle dans ses mémoires.** Pour battre l'ennemi, il n'y avait pas de forces qui ne dussent être employées et j'estimais que les leurs pèseraient lourd dans la sorte de guerre qu'imposait l'occupation. Mais il faudrait qu'ils le fassent comme une partie d'un tout, et pour trancher le mot, sous ma coupe. Comptant ferme sur la puissance du sentiment national et sur le crédit que me faisait la masse, j'étais d'emblée, décidé à leur assurer leur place dans la Résistance française, voire un jour dans sa direction ».

Des contacts entre Rémy, représentant de De Gaulle et le PCF, se soldent après le débarquement anglo-américain en Afrique du Nord, par une collaboration souhaitée des deux côtés.

Le PCF ne pose aucune condition pour se rallier à De Gaulle. Lorsque le PCF avait constitué le Front National en juillet 1941, il lui avait fixé des objectifs purement axés sur la lutte contre l'occupant, objectifs guère différents de ceux que De Gaulle assignait à la Résistance.

Le 3 décembre 1942, quand Fernand Grenier, délégué du PCF, va siéger à Londres au Comité national français, il a pour mission de défendre cinq points énumérés par l'Humanité **clandestine du 3 décembre 1942 :**

« 1°) la formation d'une armée puissante et l'armement des patriotes,

2°) le châtiment des traîtres et l'épuration des administrations publiques ;

3°) une politique démocratique et sociale propre à susciter l'enthousiasme pour la guerre libératrice ;

4°) une politique d'union fraternelle entre la métropole et les territoires d'outre-mer ;

5°) un rôle plus actif pour la France au sein des Nations Unies, par le développement de notre effort de guerre »,

ce qui fait bon marché, notamment des peuples colonisés par l'impérialisme français et dont l'Humanité **réclamait encore quelques mois plus tôt l'indépendance.**

Quand le Conseil national de la Résistance (CNR), qui doit chapeauter tous les mouvements de résistance ainsi que les partis politiques, est créé en mai 1943, le PCF y a deux participants, André Mercier pour le Parti Communiste, et Pierre Villon pour le Front National. Les seules divergences qui se font jour entre le PCF et les autres formations tiennent à ce que Londres ne donne pas assez d'armes aux résistants et que De Gaulle limite trop les mouvements de résistance à des activités de renseignement dans l'attente du débarquement allié.

Tandis que le CNR se constitue à Paris, à Alger s'ébauche dans la confusion ce qui va devenir le futur gouvernement français de la Libération. Après une période de tension, un compromis est établi entre Giraud et De Gaulle, et tous deux constituent le CFNL (Comité français national de libération). Le PCF approuve et demande que le CFLN devienne le gouvernement provisoire.

De Gaulle propose alors aux communistes d'entrer dans le CFNL qui devient de plus en plus un gouvernement provisoire de fait. Le PCF accepte le principe mais demande à discuter sur les postes qu'on lui offre, jugeant ceux-ci trop mineurs. De Gaulle refuse de transiger mais renouvelle son offre quelques mois plus tard, cette fois-ci le PCF accepte. En définitive, Grenier au commissariat de l'Air et Billoux au commissariat d'Etat entrent au gouvernement provisoire d'Alger.

Les organisations de résistance liées au PCF

LE FRONT NATIONAL

« *Tous unis, ouvriers, paysans, intellectuels, petites gens, communistes, anciens militants du Parti Socialiste et du Parti Radical, libres penseurs et chrétiens, les Français doivent former le Front National* ». Tel est le mot d'ordre que défend le PCF à parti de juin 1941. De fait, le Front National va devenir ce qu'on pourrait appeler le plus fort mouvement de résistance, si cela n'était pas tout relatif. Il se compose essentiellement des militants et sympathisants du PCF qui seront les plus actifs et les plus dévoués, même si le Front va recruter après 1942 quelques « Français de bonne volonté », intellectuels, religieux, hommes politiques venus de divers horizons, dont la présence ne sert qu'à justifier le nom de « front ».

Son programme est tout entier basé sur la lutte contre l'occupant et il n'est pas question d'y défendre les intérêts de la classe ouvrière. Il s'agit en prenant part à la lutte contre les armées d'occupation que « *la France acquiert des titres indestructibles à la reconnaissance des alliés et de tous les peuples de l'univers* » rappelle son bulletin d'information de janvier 1944. Dans la réalité, le Front National constitué de comités locaux et départementaux a eu pour fonction principale de faire de la propagande pour la lutte armée, d'organiser une agitation sur des thèmes nationalistes et d'aider les FTPF (collectes de fonds d'armes, aide au recrutement des jeunes) qui sont son prolongement militaire.

Et cette fiction d'une organisation de masse, ouverte à tous, a constitué un alibi pour le PCF, en lui permettant de justifier aux yeux de ses militants, aux yeux des travailleurs le fait qu'il ne soit mis en avant dans ce « front » un programme défendant les intérêts des travailleurs.

LES FTPF

C'est en février 1942 que sont constitués les premiers groupes de Francs Tireurs Partisans Français, à partir de l'Organisation spéciale du Parti Communiste (organisme du PCF destiné à la défense militaire des militants clandestins). Mais les combattants FTP ont beau être quasi uniquement des militants communistes, le PCF fera toujours en sorte que les FTP n'apparaissent que comme un rassemblement de combattants situés sur le strict terrain de l'union nationale et du patriotisme, tout comme le Front National dont les FTPF ne sont que le prolongement militaire.

S'ils constitueront la plus importante des composantes des Forces françaises de l'intérieur, lorsqu'ils fusionneront théoriquement avec les autres formations de la Résistance en février 1944, il n'en reste pas moins que les FTP étaient peu nombreux, même si à partir de l'instauration du STO, ils virent leurs rangs se grossir d'une partie des réfractaires. Certaines sources d'ailleurs ne font état pour 1944 que de 30 à 40 000 combattants pour l'ensemble de la Résistance, tandis que d'autres, sûrement exagérées, parlent de 100 000. Les FTP quant à eux ne comptent, d'après des chiffres du PC lui-même, dans la région parisienne, en avril 1944, que 550 hommes armés et 3 500 « réservistes ».

Les actions sont donc, malgré le mythe que le PC a créé, à la mesure de cette armée : actions de guérilla, attentats et sabotages, auxquels s'ajoutent parfois des rôles de protection de grève ou de manifestation.

Groupes armés exécutant la politique du PCF, les FTP n'ont jamais été une organisation de résistance se situant sur un autre terrain que les organisations gaullistes, ni politiquement plus démocratiques, même si au début les chefs étaient élus. Leur action n'a été orientée vers aucun autre objectif que la « libération » militaire de la France.

Dossier

la Résistance : une politique pour la bourgeoisie

La Résistance

Une politique qui tourne aux intérêts de la class

Lutter contre l'occupant voilà ce que le Parti Communiste propose à tous ceux qui se tournent vers lui à partir de juin 1941 quand l'Union Soviétique est attaquée par Hitler.

Agir devient son leitmotiv. **« Pour hâter l'heure de la victoire de l'URSS, de ses alliés et des peuples opprimés, que faut-il ? De l'action, encore de l'action, toujours de l'action »**, proclame **l'Humanité** clandestine du 23 octobre 1941. Il faut agir par tous les moyens et partout. **« Les militants du Parti doivent secouer la poussière de l'attentisme (...). L'heure est au combat pour les ouvriers qui doivent refuser de travailler pour Hitler, qui doivent résister aux tentatives de déportations en Allemagne, qui doivent incendier les usines ou les faire sauter plutôt que de les laisser produire pour les boches. L'heure est au combat pour les paysans qui doivent s'opposer par la force à la réquisition de leurs récoltes dont les boches voudraient s'emparer. L'heure est au combat de tous les Français... pour la grève, (...) pour la manifestation dans les rues »** précise **l'Humanité** du 24 avril 1942.

Mais cette politique de résistance à l'occupant telle qu'elle fut menée par le PCF, qu'avait-elle à voir avec la défense des intérêts de la classe ouvrière ? Rien.

Sans doute l'occupation d'une partie du territoire par l'armée allemande posait-elle le problème aux travailleurs français de lutter contre l'appareil militaire allemand. Mais pour que cette lutte soit autre chose qu'un soutien à la bourgeoisie française, il fallait que la classe ouvrière française soit organisée indépendamment de tous les courants bourgeois, sur la base d'un programme défendant ses intérêts de classe. Et le rôle d'un parti défendant la classe ouvrière aurait été de travailler à forger l'alliance entre les travailleurs français et les travailleurs allemands sous l'uniforme.

La politique du Parti Communiste allait dans un tout autre sens. Il s'aligna sur la politique de la bourgeoisie, s'est mis à la traîne de De Gaulle, et tablant sur le mécontentement de la population laborieuse et sur les sentiments nationalistes des petites gens, il a engagé la classe ouvrière dans son sillage.

La Résistance n'a jamais été le grand mouvement populaire comme voudrait le faire croire le PCF : l'activisme, le terrorisme et même les maquis n'ont jamais directement concerné qu'une petite minorité, même en 1944 au moment de la Libération où pourtant le mouvement atteignit plus d'ampleur. Ce sont surtout les militants qui ont agi, en marge de la population et très

Les maquis : un rôle militaire dérisoire

Aujourd'hui encore, le PCF parle beaucoup de la Résistance, faisant de cette lutte armée une des composantes sur le plan militaire de la défaite des troupes allemandes en France, composante dont De Gaulle et les Américains auraient négligé l'importance, tandis que lui, dès le début, en aurait pris la tête. Il présente les maquis comme l'exemple de sa politique.

Mais, s'il est vrai que le PCF a pris une part importante dans la constitution des maquis, ses militants payant un lourd tribut dans les combats, il en grossit volontairement l'importance.

Dès juillet 1941, quelques hommes, souvent des syndicalistes, des communistes menacés par la Gestapo, ont « pris le maquis » seuls ou à deux ou trois. Et les maquis, ce sont alors quelques hommes, sans armes, essayant plus de survivre à l'abri des forêts du Centre ou de la Savoie et d'échapper à la police française que de combattre les troupes d'occupation.

C'est avec l'intensification des déportations en Allemagne au titre du STO (Service du Travail Obligatoire) que les maquis vont voir, à partir du printemps 1943, leurs rangs se grossir surtout de jeunes citadins, d'ouvriers et de militants communistes. Néanmoins, ce n'est vraiment qu'à partir de 1944, lorsque la défaite allemande apparaîtra inéluctable, que les maquis compteront quelques milliers de combattants. Ainsi, le maquis de Maubourguet (Hautes-Pyrénées) ne comptait en 1941 que 12 hommes, il en aura 190 en 1944. De même, le maquis du Vercors, s'il regroupait près de 4 000 hommes au moment de l'attaque allemande en juillet 1944, n'en comptait que 300 à 400 en mars de la même année.

A leur faiblesse numérique s'ajoutait le manque de cadres militaires, même si la dislocation de l'armée de Vichy le 27 novembre 1942 par les autorités allemandes sera l'occasion pour les maquis de se renforcer de quelques officiers de l'ex-armée de Pétain. Quant à l'armement des maquisards, il se borna longtemps à quelques fusils de chasse, le plus souvent même pas en nombre suffisant pour armer tous les hommes. Ce n'est qu'à l'approche du débarquement de 1944 que l'armée anglaise effectuera des parachutages d'armes. Mais cet apport se fit de façon très sélective, les maquis communistes devant surtout compter sur les armes qu'ils parvenaient à récupérer au cours de leur opérations.

Dans ces conditions, les actions des maquisards ne pouvaient être que des coups de main ponctuels, des actes de sabotage visant surtout les moyens de transport, plus vulnérables. Lorsque des engagements importants auront lieu, comme sur les plateaux des Glières ou du Vercors en 1944, ils se termineront par l'écrasement sanglant des maquisards.

Et cette vulnérabilité des maquis n'était pas seulement due à la faiblesse de leur armement. Elle était aussi due à leur relatif isolement dans la population, résultant du fait que si la population subissait souvent les contre-coups des raids du maquis, payant de ses otages son tribut à la répression, elle n'était pratiquement pas associée à leurs activités. Car la résistance armée n'aura, malgré les déclarations de principe, pas de politique visant à relier les maquis et les villes, à coordonner l'action des maquisards et celle de la classe ouvrière.

Mais plus que militaire, la Résistance armée avait pour le PCF une importance politique : le faire apparaître comme une force influente, capable d'orienter ses troupes, même quand elle avait des armes, vers la défense des seuls intérêts de la bourgeoisie française.

Le PCF et

● Contre la relève et le STO

Après la défaite militaire française de 1940, les Allemands avaient envoyé en Allemagne environ un million et demi de prisonniers de guerre français pour remplacer dans les usines et aux champs les travailleurs allemands mobilisés. Mais l'économie allemande réclamait toujours plus de bras, en particulier après l'ouverture du front russe.

Vichy et les autorités d'occupation commencèrent par recruter des travailleurs volontaires pour l'Allemagne, en faisant miroiter quelques avantages pour eux et leurs familles. Puis en juillet 1942, fut lancé un appel à la « relève » : il s'agissait d'aller remplacer les prisonniers français en Allemagne. Pour le retour d'un prisonnier, il fallait envoyer trois (en fait cinq, semble-t-il) hommes valides.

Le recrutement se faisait mal et les autorités allemandes recoururent à des mesures plus autoritaires. Ils établissent que tous les hommes de 18 à 50 ans, toutes les femmes célibataires de 21 à 35 ans sont mobilisables pour le travail en Allemagne : les autorités allemandes fixent leurs

exigences et les autorités françaises doivent prendre les mesures administratives. Ce sont les employeurs qui choisissent les travailleurs dont ils peuvent se passer. Mais cela ne suffit pas. Quelques mois plus tard, le STO (Service du Travail Obligatoire) est institué pour les jeunes gens nés en 1920, 1921, 1922.

Le PCF (qui avait mené campagne contre la relève) n'est pas seul à protester. Mais avec la CGT il commence à intervenir par tous les moyens contre ces nouvelles déportations : **« Partir, c'est trahir »** disent les papillons de l'époque. Ou encore : **« Jeune, ne pars pas en Allemagne ». « Qui va en Allemagne, va au déshonneur et à la mort ».**

Les moyens d'action proposés sont les grèves, les manifestations, la solidarité ouvrière.

Quant aux perspectives offertes par le PCF à ces jeunes qu'il invite à ne pas partir, elles se résument à celle d'aller rejoindre les maquis. Parmi les jeunes « réfractaires », le PCF tente finalement tout bonnement de recruter pour les maquis, avec d'ailleurs bien peu de succès car la plupart des nombreux jeunes réfractaires se contentent de trouver une solution dans leur famille, à la campagne, chez des amis. Et parmi ceux qui ont rejoint les maquis beaucoup ne l'ont fait que très tardivement, à la veille de la Libération.

Et cette politique de recrutement pour les maquis visait non seulement à fournir à ceux-ci des troupes jeunes, mais aussi à mettre la partie la plus combative de la jeunesse ouvrière à l'écart des grands centres industriels où se trouvait l'ensemble de la classe ouvrière.

● Face au ravitaillement

Sur le ravitaillement, problème numéro 1 de la population des villes, le PCF et la CGT clandestine font une agitation permanente pour l'amélioration de l'ordinaire des cantines, pour l'attribution de cartes donnant droit à plus de nourriture, pour le relèvement général des rations. Ce sont les revendications d'une bonne partie des grèves et des manifestations.

Sur ces thèmes du ravitaillement, ce n'est pas seulement toutes les femmes et toutes les mères de famille qui étaient concernées mais toute la population ouvrière, toutes les petites gens des villes.

Cette propagande s'en prend certes aux capitalistes français : « Les Potin, les Damoy veulent nous affamer, prenons les vivres là où ils sont ». « Vous avez faim, les magasins regorgent de conserves. Enfoncez les vitrines. Servez-vous. » **D'autres papillons ou tracts disent :** « Emparez-vous des vivres stockés par les boches, des dépôts de charbon de la SNCF, et faites-en la répartition entre vous ». **Mais le souci du PCF a été plus d'inspirer la haine de l'occupant et de mener des actions ou des manifestations spectaculaires que d'organiser les travailleurs des villes et de les aider à résoudre collectivement au lieu de laisser la grande majorité avoir recours aux solutions individuelles, à la débrouille et au marché noir.**

Faute d'une politique visant à organiser la population dans ce sens, tout le radicalisme de la propagande du PCF ne pouvait se traduire que par quelques actions exemplaires qui laissaient bien souvent leurs auteurs en butte à la répression sans leur donner conscience de leur force.

le dos
e ouvrière

souvent coupés d'elle car cette dernière attendait plus la fin de la guerre que sa continuation et la victoire des armées alliées qu'une insurrection nationale.

Mais si le PCF n'a pas enrôlé de nombreuses troupes dans la Résistance, il a canalisé vers des objectifs conformes aux intérêts de la bourgeoisie française tout le mécontentement et la combativité ouvrière et c'est tout ce que la bourgeoisie attendait de lui.

La politique d'union nationale menée par le PCF ne laissait d'ailleurs pas désarmer la seule classe ouvrière française. Elle privait la classe ouvrière allemande de ses seuls alliés possibles, d'autant plus qu'une violente propagande anti-allemande avait creusé un fossé de haine entre ouvriers français et soldats allemands. Et c'était rendre là un fier service aux bourgeoisies, soucieuses de voir la guerre se terminer sans conflits sociaux.

La classe ouvrière n'a rien gagné à cette politique. Quant au PCF, il y a gagné, pour quelques années, quelques strapontins dans un gouvernement bourgeois. Et c'est décidément un bilan bien dérisoire pour une politique qui a eu finalement comme conséquence majeure de donner à De Gaulle une renommée de « libérateur » du peuple français, qui sera à nouveau un de ses atouts majeurs quand en 1958 il réapparaîtra.

Le ravitaillement, un problème majeur ?

la classe ouvrière

La guerre et l'occupation se traduisirent pour la population urbaine française, et en particulier pour la classe ouvrière, par une dégradation brutale des conditions de vie, aussi bien dans la zone libre que dans la zone occupée.

Pour régler les frais d'occupation et les dépenses courantes, l'Etat fait marcher la planche à billets. Le rythme d'inflation est rapide et les salaires des ouvriers ne permettent pas de faire face à cette augmentation des prix.

Le gouvernement organise le « ravitaillement » et sa politique consiste à taxer un certain nombre de produits de base indispensables.

La ration de chaque produit ainsi taxé est déterminée pour chaque individu selon sa catégorie (jeune, travailleur, travailleur de force, etc). Les « rations » sont très faibles tant en ce qui concerne les produits alimentaires que les tissus et les vêtements.

Les légumes tels que rutabagas et topinambours constituent la base de l'alimentation, et ne rassasient pas. Le charbon est rationné mais manque et l'on souffre du froid. Les vêtements, les chaussures sont rationnés et manquent aussi. Et parallèlement, un « marché noir », qui est en fait le marché libre, met à la disposition de ceux qui peuvent payer, des produits accessibles aux bourses bien garnies.

Le chômage sévit (l'allocation est de 12 F par jour), en même temps que les semaines de 60 heures. Les salaires sont bas. Les syndicats officiels mis en place en vertu de la Charte du travail, ne font rien.

Une partie de la classe ouvrière est déportée en Allemagne pour la relève et le STO, sans compter les prisonniers de guerre. La police et l'armée d'occupation opèrent, là où elles sont présentes, des contrôles et des rafles.

Il n'est donc pas étonnant, dans ces conditions, que la population ouvrière ait été sensible aux revendications mises en avant par la propagande du PCF et qui est resté présent dans la classe ouvrière à la fois par ses militants, sa presse et par l'intermédiaire de la CGT clandestine qui reprend, dès août 1940, la publication de La Vie Ouvrière.

Mais le rôle du PCF dans les quelques luttes ouvrières qui ont eu lieu alors, n'a pas été de donner à la classe ouvrière la conscience de ses objectifs propres. Son rôle a consisté au contraire à convaincre les travailleurs que toute leur action devait contribuer en tout et pour tout à affaiblir et chasser l'occupant en tendant la main à tous les hommes de droite et les bourgeois, pourvu qu'ils se déclarent hostiles à l'Allemagne.

● *Des grèves, mais sans perspectives pour les travailleurs*

Si entre 1940 et les mois qui précèdent la Libération, les mouvements grévistes d'ampleur semblent avoir été rares (sauf dans les mines et à la SNCF), par contre, et malgré la répression, les mouvements limités semblent avoir fréquemment éclaté, montrant que la classe ouvrière n'était pas totalement résignée à son sort. La Vie Ouvrière **fait état de nombreux débrayages et mouvements qui éclataient quand la coupe était pleine, à la suite d'un accident, d'une brimade, d'un licenciement, d'une punition. Et les militants et sympathisants du PCF et de la CGT clandestine qui se trouvaient encore dans les usines ont joué un rôle important.**

La Vie Ouvrière **et l'Humanité clandestine encouragent les travailleurs à recourir à la grève.**

Celle-ci est d'ailleurs présentée à plusieurs reprises comme un moyen de sabotage efficace. Mais l'organisation de ces grèves n'est pas pour le PCF l'occasion de mettre en avant des revendications politiques qui correspondent aux intérêts de la classe ouvrière.

La grève est présentée avant tout comme un moyen de faire prendre conscience aux ouvriers qui ont, pour le PCF, « comme premier ennemi l'envahisseur avec ses valets **».**

Et si, pour le PCF, les grèves s'inscrivent dans une perspective d'ensemble, c'est celle de la grève générale qui doit faire partie de l'insurrection nationale. Insurrection nationale dont De Gaulle parle dans les mêmes termes que le PCF.

la Vie Ouvrière

Les travailleurs suivent avec le plus grand intérêt les évènements militaires Ils applaudissent aux succès de l'Armée Rouge qui brise la grande offensive d'été hitlérienne et développe sa propre offensive, ainsi qu'à l'invasion de la Sicile.

Mais il ne suffit pas d'être un spectateur de la bataille, IL FAUT Y PARTICIPER

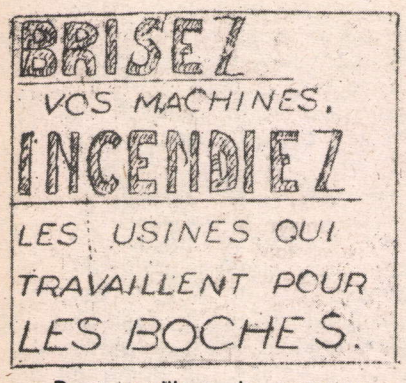
LE REDRESSEMENT SYNDICAL

La grève, arme puissante pour la libération

Un coup de tonnerre vient d'éclater dans le camp des états fascistes. Mussolini est chassé du pouvoir et avec sa traditions d'organisation et de lutte que le fascisme a pu comprimer longtemps mais qu'il n'a pu détruire. Les grèves lutte active, voire à la lutte armée mais la grève générale insurrectionnelle ne naît pas un beau matin parce qu'

La Vie Ouvrière en août 1943.

● *Les sabotages*



Deux papillons de propagande.

Le recours au sabotage et aux grèves perlées est présenté comme la forme privilégiée de la participation de la classe ouvrière contre **« l'occupant ». « Pour vaincre en 1942, il faut du sabotage, encore du sabotage, toujours du sabotage. Sabotons. » « Chaque métallo communiste ne laissera pas passer un jour sans saboter sa machine. »**

Mais ce n'est qu'en 1944 que les véritables sabotages se multiplièrent.

Certaines actions d'envergure, comme les sabotages pratiqués dans les chemins de fer à la période du débarquement des troupes alliées ont contribué incontestablement à mettre en difficulté et à démoraliser l'armée allemande. Mais elles n'ont eu même à ce moment (comme toute l'activité des maquis en général) qu'un rôle militaire non seulement annexe mais très limité.

● **CAPIMMEC (Paris)**

Retraités, on vous a à l'œil

L'ARRCO (Association des régimes de retraites complémentaires) a adressé aux caisses une circulaire pour régler le problème des erreurs dans le calcul des retraites complémentaires.

S'agirait-il de s'occuper des personnes âgées qui ont pu être lésées ? Pas du tout ! L'ARRCO a au contraire le culot de demander de retrancher sur la retraite les sommes perçues en trop les quatre dernières années (au delà, il y a prescription). Ce qui signifie que l'on jettera les retraités concernés dans de graves difficultés pendant des mois, la saisie s'ajoutant à la diminution de la retraite.

Pour les caisses qui gèrent des milliards, quelques erreurs sont des gouttes d'eau dans la mer. Mais l'ARRCO est intraitable. Elle ne se soucie pas des erreurs qui ont lésé des retraités, erreurs qui sont pourtant fréquentes du fait de la complexité croissante des règlements.

Cela, pas question d'y remédier. L'ARRCO n'envisage pas non plus de simplifier les innombrables et complexes formalités : pour toucher une retraite, il y a en effet une vingtaine de formulaires à remplir, et la moindre erreur signifie échange de correspondance et retard de paiement. Même si tous les papiers sont bien remplis par le retraité, il faut attendre plus d'un an pour que le dossier soit achevé.

Pour les employés, c'est un tour de force de s'y retrouver dans les circulaires (80 par an) sujettes à des interprétations contradictoires. Pas question non plus d'unifier les retraites des différentes caisses. Et pour ne rien arranger, chaque caisse a son propre règlement qui, en plus, dépend du contrat avec chaque entreprise ! Il faut donc suivre la carrière du retraité dans tous les établissements où il a travaillé : c'est dire que les calculs sont extrêmement compliqués et que les risques d'erreurs et de retards sont considérables.

L'ARRCO ferait mieux de remédier à sa propre incurie, au lieu de s'en prendre aux retraités.

● **SNCF**

Limoges-Paris : la SNCF supprime un train, les usagers manifestent

Le dimanche 15 octobre, plusieurs milliers de personnes bloquaient à Argenton-sur-Creuse (Indre) le rapide (à supplément) « le Limousin ». Déjà, la semaine dernière, ils étaient 3 000. Ce train remplace l'express 4402 Limoges-Paris, mais il ne dessert pas Argenton ainsi qu'un certain nombre d'autres gares dont celle de Saint-Sébastien (Creuse), où également 300 personnes manifestaient dimanche.

Il faut dire que ce train était bien utile pour la région. En effet, nombreux sont ceux dans le pays qui « montent à Paris » pour travailler. Et, chaque dimanche, le train 4402 était toujours plein. Au moment des fêtes, il était parfois doublé par un train supplémentaire.

La SNCF répond que les voyageurs peuvent utiliser le train qui dessert plus tard les mêmes localités. L'inconvénient est qu'il arrive vers 22 h 30 à Paris. A cette heure, il est difficile aux banlieusards de rentrer chez eux et certains expliquaient qu'ils ont dû coucher chez des amis à Paris.

La direction de la SNCF était bien au courant des inconvénients du remplacement de l'express par le rapide « le Limousin ». Des pétitions circulaient en effet dans ce train-là avant la mise en œuvre des horaires d'hiver. Elle est donc particulièrement hypocrite, puisque, comme si de rien n'était, elle se permet d'apposer en gare de Saint-Sébastien son affiche « Enquêtes trajet 1978 » et de faire de la publicité pour son train rapide à supplément « le Limousin » dans les colonnes de La Nouvelle République, **le journal local.**

Les usagers du rail et la population du Boischaut ont déjà manifesté leur mécontentement par deux fois, et ce n'est pas fini.

Correspondant local

● **CREDIT LYONNAIS (Rillieux - Lyon)**

Le piège de la gestion des cantines

Avec l'inflation actuelle, il devient pratiquement impossible que les prix des repas n'augmentent pas. Et les syndicats, là où ils se sont mis volontairement en position de patrons en acceptant la gestion des cantines, n'échappent pas à ce problème. Ce qui les amène soit à diminuer la quantité et la qualité des repas, soit à augmenter les prix, et à affronter la colère des travailleurs, au lieu d'être à leurs côtés contre la direction.

C'est ce qui s'est passé dernièrement au Crédit Lyonnais - Rillieux à Lyon. Le Comité d'établissement, qui gère le restaurant d'entreprise, accuse un déficit d'environ 53 000 F. C'est pourquoi il a décidé d'augmenter le prix des cartes-restaurant.

Il existe quatre sortes de cartes, dont les prix sont fixés en fonction du salaire. L'augmentation devait être de 8 à 12 F selon la carte. D'autre part, le palier le plus haut étant supprimé, la répartition ne se faisait plus que sur trois sortes de cartes. Ce qui entraînait pour de nombreux employés qui passaient au palier supérieur, une augmentation de 14 F, soit 29 %.

Lorsque nous avons appris la nouvelle, le mercredi 4 octobre, ce fut aussitôt la colère. Une pétition a même circulé à l'initiative de quelques gradés. Certains délégués du CE se faisaient apostropher et, CGT en tête, ils passèrent dans les services, pour tenter de justifier l'augmentation. Mais devant l'hostilité générale (tout le monde parlait d'organiser un boycott), ils firent vite machine arrière. Et, en fin d'après-midi, les délégués CGT vinrent annoncer dans les services qu'ils « nous donnaient satisfaction ». **Ainsi, le nombre de cartes était maintenu à quatre, ce qui rendait l'augmentation moins forte pour chaque catégorie.**

Il n'en reste pas moins que nous devrons subir une augmentation. La moindre des choses de la part des syndicats aurait été de faire payer l'augmentation à la direction, pas à nous ! Et la logique voudrait qu'ils renoncent à jouer les marchands de soupe. Car, finalement, la seule gagnante, c'est la direction, puisque cette affaire a même donné l'occasion à certains de ses gradés d'apparaître comme les défenseurs des travailleurs face aux syndicats.

Correspondant LO

● **BERLIET-SAVIEM**

Après la fusion, réduction d'horaires

Le mercredi 18 octobre s'est tenu à Vénissieux un Comité central d'entreprise extraordinaire de Renault-Véhicules-Industriels. C'est le premier depuis que la fusion Berliet-Saviem est effective. Et, comme on s'y attendait, la restructuration va se faire sur le dos des travailleurs. Une réduction d'horaire d'une heure (de quarante et une heures à quarante heures), sans compensation de salaire, a été annoncée. Le passage aux quarante heures permettra ainsi à la direction de licencier comme elle l'entend : elle prévoit d'annoncer au prochain CCE de décembre des réductions d'effectifs, dont l'importance dépendra de la « conjoncture ». Elle prévoit même un CCE extraordinaire en janvier pour prendre d'autres mesures au cas où celles de décembre n'auraient pas suffi à « redresser la situation ».

D'autre part, il est confirmé que les six jours de chômage technique à la fin octobre seront indemnisés à 60 %, mais s'il y en a d'autres par la suite, ils ne le seront plus du tout. Certains travailleurs étaient plutôt soulagés que les licenciements ne soient pas immédiats, alors que d'autres sont en colère et voudraient agir. Mais de toute façon, tous sont inquiets, car le problème est seulement repoussé au mois de décembre.

Correspondant LO

● **Compagnie d'assurance « La France » (Paris-IX°)**

Changer d'air

Cela fait trois ans que neuf employés d'un service de l'immeuble du boulevard Haussmann travaillent dans un bureau exigu et éclairé continuellement à la lumière artificielle. De plus, il n'est pas possible d'aérer car lorsque les fenêtres sont ouvertes, une odeur d'égout se dégage.

La direction, depuis trois ans, dit aux employés qu'ils ne sont là que... provisoirement !

Alors, le 5 octobre, ils ont pris leurs dossiers avec eux et sont allés chercher dans l'établissement une salle plus vivable. La seule qu'ils ont trouvée disponible, c'était celle... du Conseil d'administration.

Voilà qui n'a pas plu à la direction... mais lui a fait promettre de leur réserver un des bureaux disponibles d'ici un mois. Affaire à suivre.

Correspondant LO

● **Bourgogne-Electronique (Dijon)**

Des souris pas dégonflées

Depuis toujours, les couloirs et les vestiaires sont visités par les souris (que se passe-t-il aux cuisines !). Et jusqu'au distributeur où, dernièrement, une camarade a pris un coupable sur le fait, le casse-croûte entre les dents. Bien sûr, celui-ci a filé jusqu'à son trou, sans demander son... reste ! Ça fait un choc et on y laisse 2 francs.

Ces souris ne dédaignent ni les bonbons, ni les gâteaux et après leur passage, nous avons la joie de retrouver leurs traces : de nombreuses crottes traînent dans les vestiaires, au fond des cartons, sur les rayonnages, sans parler de tous les microbes qu'elles peuvent transporter.

Extrait du bulletin *Lutte Ouvrière* - Bourgogne - Electronique.

● **Renault-CTR (Rueil)**

Une certaine largeur de vue

Il y a quelques semaines, une note de service est parue au sujet des nouvelles implantations ; émanant de la direction, elle fixe la place attribuée à chacun après un déménagement. On apprend ainsi qu'un chef de service a droit à plus de dix mètres carrés pour étendre ses pieds, tandis que pour des agents techniques en groupe, quatre mètres carrés par personne suffisent. On connaissait déjà le coup du bureau et du siège qui changent selon la position hiérarchique, mais la place pour travailler, on ignorait encore !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - *CTR (Rueil).*

● PTT

Les projets gouvernementaux :

Rentabiliser la poste sur le dos des usagers

L'enquête du journal Que Choisir ?, **sur la dégradation du service postal, puis les agressions et enfin les grèves de ces derniers temps ont mis les PTT sur la sellette. Du coup, la presse a saisi l'occasion de ressortir le « rapport Rippert » : il s'agit du rapport rédigé par une commission qui s'est réunie de juin 1977 à janvier 1978 à la demande du secrétaire d'Etat aux PTT pour faire une étude sur le fonctionnement de la poste.**

France-Soir **du 15-16 octobre reprend carrément pour sa part les arguments des experts gouvernementaux : si la poste marche si mal, ce serait parce que le rendement des agents du tri serait trop faible, l'absentéisme trop élevé, les grèves trop nombreuses, et puis, explique ce fameux rapport, les postiers auraient perdu** « l'esprit postier » **d'antan.**

Jacques Tati, avec « l'esprit postier » d'antan...

...et les postiers d'aujourd'hui !

Evidemment, il est toujours plus facile d'accuser le lampiste que de rechercher les causes du mauvais fonctionnement de la poste dont le trafic a augmenté bien plus vite que les effectifs.

Au tri Montparnasse à Paris, par exemple, le manque de personnel est tel qu'une semaine par mois, au moment où arrivent les relevés de comptes du Crédit Lyonnais, traités de façon prioritaire, le reste du courrier prend du retard. Au tri PLM, l'administration a essayé de pallier le manque d'effectifs en mettant une plus grande partie des agents dans l'équipe des disponibles que l'on peut, selon les besoins, envoyer d'un service à l'autre ; mais, même en jonglant de cette façon, il y a toujours des positions de tri qui ne sont pas assurées.

A la distribution du courrier aussi, il manque du monde, sans parler même des petits bureaux où, lorsqu'il arrive un « exprès », ou même un télégramme, on n'a personne pour aller le porter à domicile.

Mais tout cela n'était pas le souci des experts du gouvernement quand ils ont fait leur rapport : leur problème était de voir comment rentabiliser la poste. Et ce que l'on sait des solutions préconisées par ce rapport Rippert (qui depuis février n'a pas encore été rendu public, car les services publics semblent avoir bien des choses à cacher) est bien caractéristique de la façon dont le gouvernement voit l'avenir de la poste.

D'abord, pour économiser, il s'agit d'absorber l'augmentation du trafic sans augmenter le personnel ou, tout au plus, en l'augmentant entre 0 et 0,35 % par an. Ensuite, il s'agit de revoir à nouveau les tarifs pour appliquer, prétend-il, une politique de « vérité des prix ». Une nouvelle hausse du tarif des lettres est donc à craindre, alors que ceux-ci ont triplé en moins de dix ans (elles étaient à 0,40 F en 1969 avant l'invention du courrier à deux tarifs). Et puisque tout le monde se plaint de la lenteur du courrier, le rapport Rippert semble envisager de vouloir en faire vertu en déclarant faire passer la « **régularité** » avant la « **rapidité** », « **sauf pour certaines catégories de messages qui en supporteraient le coût** ».

Et les usagers n'auront plus qu'à choisir entre payer encore plus cher ou voir leur courrier aller encore moins vite. A cela, s'ajoutent d'autres innovations, toujours dans le même sens : la suppression des pneumatiques dans la région parisienne, la suppression des télégrammes, la suppression de la deuxième tournée de facteur en province, peut-être aussi la distribution du samedi... Voilà les conseils « d'amélioration de la poste » préconisés par ce rapport.

Il faut dire que la méthode n'a rien de bien nouveau.

L'installation du système des Cidex dans les campagnes répond au même souci d'économie de l'administration : le facteur fait sa tournée en voiture pour poser les lettres dans des batteries de boîtes aux carrefours et c'est à l'habitant de se déplacer pour venir y chercher sa lettre lui-même. Inutile de dire que cela économise du personnel, mais sur le dos de l'usager.

Par contre, pour les entreprises, la poste ne cesse d'innover. Celles-ci peuvent, par exemple, passer un contrat (dont le tarif, tenu secret, est fixé de gré à gré dans chaque cas) pour bénéficier du système de « Postadex ». Les lettres envoyées par Postadex sont prises dans une voiture, affectée uniquement à ce service, et doivent obligatoirement prendre le premier train, le premier avion.

Offrir aux grosses sociétés les services spécialisés dont elles ont besoin et institutionnaliser pour le grand public la lenteur actuelle de la poste, telles semblent bien être les intentions du secrétariat d'Etat aux PTT.

Semaine d'action aux PTT :

Des grèves, chacun de son côté

Après les grèves tournantes à la SNCF, puis la grève des éboueurs parisiens, arrondissement par arrondissement, ce sont les postiers qui sont à leur tour appelés par la CGT et la CFDT à agir en ordre savamment dispersé dans la semaine du 24 au 27 octobre.

Chacun fera donc 24 heures de grève : le 24 octobre, les employés des Chèques postaux et de la Caisse nationale d'Epargne. Le 25, les centres de tri et les ambulants (agents qui trient les lettres dans les trains). Les postaux, eux, feront grève le 27. Quant au téléphone, il a même eu l'honneur d'être découpé en deux par les stratèges syndicaux : les services d'exploitation feront grève le 26, tandis que les techniciens la feront le lendemain. FO, de son côté, a décidé, après coup, de proposer une grève générales des PTT pour le 25. Il y en aura donc pour tous les goûts.

Du côté des revendications, c'est aussi le même problème, puisque chaque catégorie est appelée à faire grève sur la longue suite des revendications habituelles qui lui sont particulières. Comme si les revendications essentielles à mettre en avant aujourd'hui n'étaient pas les mêmes pour tous.

Pourtant, l'annonce de cette semaine d'action a été relativement bien accueillie dans bien des centres, car il y a un sentiment de « ras-le-bol » assez général.

Mais ce mécontentement, de par la volonté des syndicats, s'exprime de façon dispersée et catégorielle. Face à la politique du gouvernement et du patronat, les syndicats se contentent ainsi de mouvements limités et partiels sans proposer des objectifs de lutte communs à tous les travailleurs. Et dans les services de la Fonction publique, où les appareils syndicaux sont forts, le terrain est propice à l'organisation administrative et bureaucratique de ce genre d'actions sans lendemain jusqu'à ce que lassitude s'en suive.

La seule riposte que l'on peut donner à la politique de Barre et Giscard, c'est une grève générale d'avertissement de tous les travailleurs pour l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail et le partage du travail entre tous. C'est cela qu'il s'agit de préparer. Les grèves de cheminots ont été bien suivies, celles des postiers ont des chances de l'être. Alors, tant qu'à faire vingt-quatre heures de grève, pourquoi ne pas la faire tous ensemble et le même jour ? Cela aurait un autre impact politique.

Ce serait le seul moyen un peu sérieux de donner du poids à la mobilisation des travailleurs les plus combatifs, qui seraient à même de montrer aux autres travailleurs la voie à suivre. Et ce serait l'occasion de faire de la propagande en faveur d'une lutte d'ensemble et de la préparer.

Mais ce n'est visiblement pas ce que veulent les appareils syndicaux.

● **LOISEAU (Tours)**

Ah, les femmes !

Au début du mois d'octobre, les travailleurs de chez Loiseau, un grand magasin d'outillage et de pièces mécaniques de Tours, ont débrayé. Ils réclamaient une augmentation de salaires et de meilleures conditions de travail.

Le jour du débrayage, le P-DG n'a pas voulu entendre parler des revendications et, sous prétexte, qu'un de leurs délégués est une femme, il s'est adressé au magasinier en ces termes : « Je ne pensais pas que vous pourriez vous laisser entraîner par une pucelle. On m'avait dit que les Tourangeaux étaient des minables, maintenant j'en suis convaincu. Vous n'avez rien dans vos pantalons, vous êtes des c... mollets ».

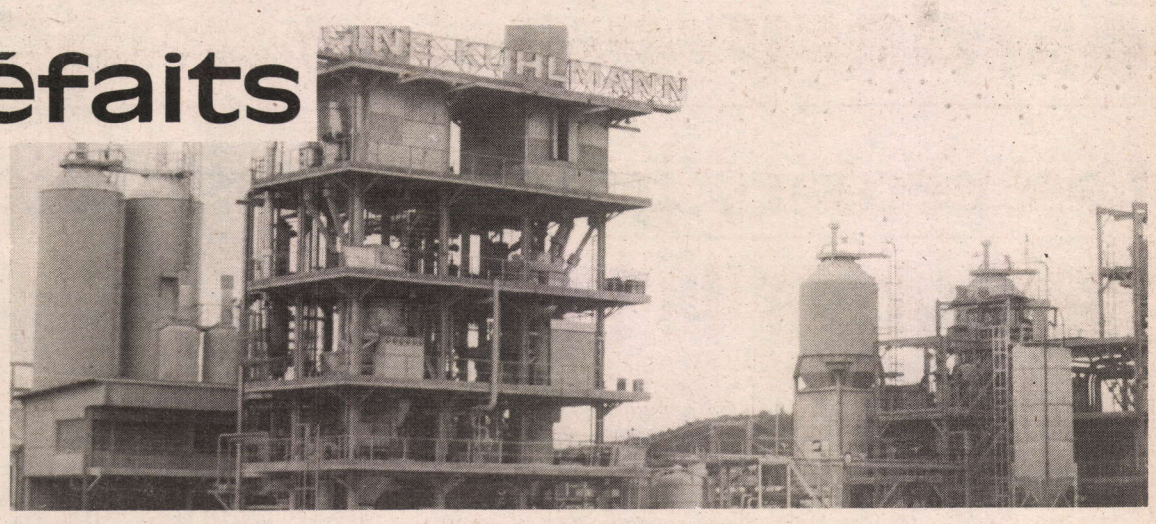
La réaction des minables à une telle grossièreté a été la grève illimitée.

Il faut bien qu'on l'habitue, ce pauvre homme impressionnable, à supporter sans que cela lui monte à la tête, la vue d'une femme, d'une travailleuse, qui se bat avec ses camarades !

Correspondant local

● **UGINE KUHLMANN** (Pierre-Bénite - Lyon)

Nouveaux méfaits



L'usine Ugine Kuhlmann à Lyon.

Le 12 octobre, une fuite d'acroléine s'est produite à l'usine Ugine Kuhlmann à Pierre-Bénite, à proximité de Lyon. Ce gaz toxique, irritant et suffocant a incommodé gravement douze personnes qui ont été hospitalisées. Des écoles furent évacuées, ainsi que l'usine des Câbles de Lyon.

L'acroléine sert d'élément de base dans la fabrication de méthionine utilisée dans les aliments du bétail.

Depuis 1967, année de la mise en route de l'acroléine, quinze accidents ont eu lieu. En 1972, une grave explosion a eu lieu dans un lieu de stockage (500 tonnes de ce produit sont entreposées en permanence à Pierre-Bénite). En décembre 1976, un wagon a versé dans le Rhône, provoquant la mort de 360 tonnes de poissons. Le P-DG de UK a été condamné à verser 3,5 millions de francs en dommages-intérêts aux sociétés de pêche. Aussi cela devient-il une tactique à Ugine Kuhlmann : la direction préfère payer des amendes plutôt que d'entreprendre une véritable modification de ses fabrications dangereuses.

Le 12 octobre, la direction et la télévision à ses ordres ont tenté de minimiser l'accident. Elles ont même essayé de faire croire que la fuite s'était passée sur un wagon SNCF, mettant en cause les cheminots qui étaient ce jour-là en grève. Le Comité Hygiène et Sécurité de UK a réuni immédiatement une conférence de presse pour dénoncer les basses manœuvres de la direction et affirmer que l'accident avait bel et bien eu lieu dans un atelier de l'usine. De plus, le CHS informait que la direction avait doublé le rendement de la réaction chimique sans étudier en laboratoire toutes les conséquences que cela pouvait avoir au niveau de la sécurité.

En outre, l'usine ne pollue pas seulement quand il y a des accidents. C'est tous les jours qu'elle rejette 300 tonnes de sulfate de chaux, 7 tonnes d'acide acrylique et 300 kg d'acroléine.

Ugine Kuhlmann est un véritable danger public. Ce n'est même pas l'argent qui lui manque, car en 1978 ce trust a avoué 32 pour cent de bénéfices. Il faut l'empêcher de nuire et le contraindre à payer le prix pour une production sans pollution et sans risque. Car jusqu'à quand la population devra-t-elle être à la merci de ces irresponsables ?

● **FIVES-CAIL BABCOCK** (Lille)

Profits en hausse...

Pour 1977, le bilan financier de Fives-Cail est en hausse de 30 % par rapport à l'exercice de 1976.

Les bénéfices sont passés de quatre milliards neuf cents millions de centimes à six milliards quatre cents millions. Où vont ces milliards ? A la banque Paribas essentiellement et à la société Babcock.

Mais juste après la publication de ce bilan, la direction annonçait au Comité d'entreprise des réductions d'horaires à l'usine de Fives, avec bien sûr, des baisses de salaires. Certains travailleurs passeront de 43 à 40 heures, d'autres de 40 à 36 heures, et tous perdront à peu près 10 % du salaire.

Ces salaires sont déjà bien bas pourtant : à Fives, il y a encore des salaires de moins de 2.000 F, et la plupart tournent autour de 2.400 F.

Pourtant les chiffres le prouvent : Fives-Cail peut augmenter les salaires, tout en réduisant les horaires.

Conditions de travail en baisse

Eurodif, c'est le nom du programme nucléaire européen. A Fives-Cail, c'est devenu le nom des ateliers où l'on fabrique les « casings », pièces de cinq mètres de côté, qui pèsent 17 tonnes et qui serviront à la construction des centrales nucléaires.

Les chantiers Eurodif ont mauvaise réputation à Fives-Cail. Nous sommes allés interviewer des travailleurs de ce secteur de l'usine.

« En quoi consiste ce travail ?

— Certains montent, certains soudent, certains meulent, d'autres frottent et pendant huit heures. C'est particulièrement monotone. Par exemple, avec une meule portative, il faut meuler toutes les imperfections qui dépassent. La surface doit être bien lisse. Pour ça, il faut passer sur toutes les soudures, tourner autour du casing, grimper dedans, dessus, faire l'acrobate sur des échafaudages, etc.

Le gars qui est en finition cherche les défauts des soudures. Parfois il ressoude, mais surtout il gratte avec un burin. Et quand il a gratté 80 ou 90 mètres de soudure, il en a ras-le-bol !

— Et la sécurité ?

— A Eurodif, on dirait qu'on ne sait pas ce que c'est. Les casings sont portés par des ponts au-dessus de nos têtes. Ils font 17 tonnes et, à certains endroits, ils sont portés par des ponts prévus pour 10 tonnes ! La direction impose le port du casque. Une blague circule dans l'atelier : « Qu'est-ce que la direction va nous faire si on reçoit un casing sur la tête sans avoir notre casque ? ». Pour le reste, tout est à revoir aussi: on travaille à plusieurs en même temps sur un casing. Il faut parfois escalader, avec la meule à bout de bras.

Les casings sont sur des positionneurs. Quand un gars a besoin de bouger la pièce, il la tourne. Parfois, on est en train de meuler sur la pièce, et on sent qu'elle se met à bouger. Il est temps de se garer !

On est tous les uns sur les autres. Les soudeurs envoient des coups d'arc et les meuleurs des projections.

Une fois, j'étais en train de travailler à l'intérieur d'un casing. J'ai voulu me relever pour sortir et souffler un peu. Je n'ai pas pu bouger : un soudeur à gauche et un autre à droite. Et j'avais intérêt à baisser la tête pour éviter les coups d'arc. Dans l'atelier, il n'y a pas moyen de se déplacer sans risques. Il y a plein de câbles par terre, et c'est un vrai fouillis de pièces et d'échafaudages.

On est une cinquantaine et on fait trois ou quatre casings par semaine. Et il y en a encore deux cent vingt-cinq à faire ! Ça ne va pas pouvoir continuer comme ça. »

La sortie du travail à Fives-Cail.

● **HOPITAL DE LA CROIX-ROUSSE** (Lyon)

1600 F par jour dans un service sans poste de médecin

Un des services les plus importants de l'hôpital de la Croix-Rousse, le centre des insuffisances respiratoires, qui demande du personnel et des soins très spécialisés, n'a pas de médecin à temps complet.

Le service a changé petit à petit, le personnel, lui, n'a pas suivi. Si maintenant nous sommes une équipe d'infirmières à peu près complète, ce n'est pas le cas pour les médecins. Il n'y a pas de poste ni d'assistant, ni d'interne. Le médecin du semestre dernier était même bénévole ! Depuis début octobre, un assistant de l'étage supérieur a bien voulu prendre en charge le service, et il se partage entre les deux étages, mais c'est nettement insuffisant, vu le nombre de malades. Cette situation est évidemment très préjudiciable aux malades. On pourrait s'attendre à tout autre chose d'un service de réanimation où le prix de journée avoisine 1.600 F.

Voilà comment les hospices civils de Lyon font payer très cher l'hospitalisation au rabais des grands malades.

Correspondant LO.

Une situation... explosive

La semaine dernière, à la SEBC, un travailleur qui manipulait un chalumeau a eu la surprise de voir le sol... s'enflammer ! C'est que, depuis des siècles, on fabrique des engins de mort sur le site du Bouchet. On les fabrique et on les oublie !

Durant la Première Guerre mondiale on y fabriquait de la poudre et puis on la stockait. Depuis, on l'a oubliée. Après la Première Guerre, on a construit un bâtiment au-dessus de ce dépôt. Et dernièrement, on a détruit ce bâtiment vétuste, et c'est ainsi qu'un chalumeau a mis le feu aux poudres ! Heureusement, depuis le temps, la poudre était humide et elle a brûlé lentement, sans explosion.

Cela montre bien le sérieux avec lequel les responsables du Bouchet traitent les problèmes de sécurité. Actuellement, dans le sol du Bouchet, il y a des têtes de V2, des obus à gaz asphyxiant d'hypérite datant de 14-18, sans compter les innombrables produits toxiques jetés dans la tourbière. Le tout sans aucun contrôle.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Centre du Bouchet - Essonne.)*

Atelier ou patinoire ?

A la fin de la semaine dernière, un travailleur de la Ligne de découpe s'est blessé à une main en tombant auprès d'une presse. Il a glissé sur le sol graisseux et huileux.

Aux alentours des presses le sol est toujours une patinoire. Il existe autour de certaines machines des plateformes «antidérapantes» en tôle. Mais elles sont toutes encrassées. De temps en temps, de la sciure est mise pour absorber l'huile. Mais tout ceci est bien insuffisant et le résultat est là. Les ouvriers sur presse travaillent en permanence sur un sol sale et glissant. Et comme, en plus de cela, les alentours sont toujours encombrés de morceaux de tôle et de ferraille, on peut dire que nous travaillons dans un vrai dépotoir.

A l'heure de la « grande technique Citroën », que la direction se débrouille pour que nos lieux de travail ne ressemblent pas à des décharges publiques.

(Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - *Citroën (Saint-Ouen - Epinettes.)*

● Sidérurgie Lorraine

Grève à Sacilor Sollac

Mardi 17 octobre, les routes d'accès aux usines du groupe Sacilor-Sollac de Lorraine étaient bloquées par des piquets formés par des militants syndicaux. D'autres piquets bloquaient les portes des usines mêmes.

A la suite de la journée d'action du 25 septembre, la CGT avait pris l'initiative, entraînant la CFDT, la CFTC, FO, d'organiser une consultation des travailleurs de tout le groupe : pour ou contre une grève de 24 heures reconductible jusqu'à satisfaction des revendications (la cinquième équipe et l'arrêt des licenciements).

Cette consultation se fit par un vote à bulletins secrets dans les différentes usines du groupe Sacilor-Sollac, qui comptent en Lorraine 33 900 travailleurs.

Sur les 33 900 travailleurs, 17 550 d'après les syndicats ont participé à cette consultation, soit un peu plus de la moitié. 8 652 auraient voté pour la grève, 7 094 contre.

Les quatre organisations syndicales qui avaient organisé le vote décidaient alors d'appeler à la grève à partir du mardi 17 octobre. Les piquets s'installaient dès 5 heures du matin, invitant les travailleurs qui se présentaient pour la prise de poste de six heures à rentrer chez eux. Il en sera de même toute la journée de mercredi.

Il est bien difficile de savoir combien de travailleurs sont en grève. La direction annonçait 10 % de travailleurs en grève à la Sollac, 45 % à Sacilor et 70 % dans les mines de fer. Les syndicats, eux, donnent les chiffres de 15 à 25 % à la Sollac, 60 à 75 % à Sacilor et 80 % dans les mines de fer.

Quelques discussions aux portes reflètent la situation. Pour les uns, très décidés, c'est la grève illimitée ou la fermeture des usines qu'il faut. D'autres expliquent : « **Je ne franchirai pas les barrages mais, si les portes étaient ouvertes, je travaillerais** ». Une part non négligeable de travailleurs, devant la détermination des piquets, préfèrent s'éloigner sans rien dire et rentrer plus loin par les terrains vagues.

A l'heure où ces lignes sont écrites, nous ne pouvons savoir si la grève continuera ou pas. Tout dépendra du succès de la journée d'action dans la sidérurgie et de la tactique que décideront les états majors syndicaux. Vont-ils se tourner vers des grèves tournantes ? Partielles ? Vont-ils continuer la grève de 24 heures reconductibles ? Nous n'en savons rien pour le moment. Mais une chose est sûre, c'est que la grève a été décidée par les seuls états majors syndicaux, sans la participation des travailleurs, qui sont appelés uniquement à suivre.

En attendant, l'objectif affirmé des organisations syndicales lors d'une intersyndicale, mardi soir, est de tenir « coûte que coûte » jusqu'à la journée nationale d'action de la sidérurgie du jeudi 19 octobre.

Correspondant LO

COLÈRE A NEUVES-MAISONS

Après le rapprochement à la mi-juillet, les trusts Usinor et Chiers-Châtillon s'étaient donné trois mois de délais pour décider de l'avenir de la nouvelle aciérie de Neuves-Maisons.

Le jeudi 12 octobre, la direction convoquait les syndicats et le Comité d'entreprise pour leur annoncer... qu'elle n'avait rien décidé !

Mais à 16 h 30, les travailleurs étaient plus de mille à se rassembler pour entendre les résultats de cette réunion. De mémoire de sidérurgiste, on n'avait pas vu cela depuis longtemps à Neuves-Maisons. Le service traction avait même débrayé deux heures avant, afin de disposer les locos devant l'entrée principale.

Les travailleurs ne se faisaient pas trop d'illusions. Mais quand ils ont entendu que les patrons n'avaient tout bonnement rien décidé, que « **les études n'étaient pas finies** », « **qu'il faudrait attendre quelques semaines** », l'exaspération depuis longtemps contenue depuis à la colère : « **Menteurs, salauds** » a été la réponse.

Du coup, la proposition de vingt-quatre heures de grève sur le tas a été votée immédiatement. Nous nous sommes dirigés vers la salle des fêtes, où la direction tenait une réunion et, alors que le directeur nous disait d'attendre, nous avons envahi la salle. Il en a entendu de toutes les couleurs.

Le soir à 20 heures, nous étions une cinquantaine à chacune des deux entrées. Jusqu'à une heure avancée de la nuit, des groupes de grévistes faisaient la tournée des secteurs, discutant ferme pour convaincre les derniers, organisant la sécurité minimum. Et tout doucement, le bruit infernal habituel diminuait pour faire place au silence. Les jeux de cartes sortaient des armoires, on s'installait pour la nuit. Des secteurs entiers repartaient chez eux : sur certains laminoirs, à perte de vue, personne, sinon quelques irréductibles, par-ci, par-là.

Le lendemain matin, même unanimité. La surprise vint des employés des grands bureaux. Par groupes, ils se répandirent dans l'usine pour mettre leurs collègues en grève. On n'avait jamais vu cela !

Après le poste d'après-midi, qui fut un peu moins unanime, le travail a repris à 20 heures.

Mais les travailleurs ont montré leur colère, et se sont surpris eux-mêmes par leur unanimité.

● SNCF

TRAIN - TRAIN D'ACTIONS !

Après les roulants, après les agents des gares, après ceux des triages, c'est au tour du service du matériel (ateliers et entretien) de faire une journée d'action.

Du 16 au 20 octobre, chaque atelier est libre de choisir son jour, son heure pour, disent les syndicats, harceler la direction « selon le climat local ».

Ainsi, aux ateliers de Nanterre-La-Folie (réparation des trains de banlieue), les syndicats CGT et CFDT ont décidé une prise de parole tous les jours de 10 h à 10 h 15. L'objectif : une pétition adressée au Congrès des chefs d'établissement du Matériel, revendiquant entre autres la « **revalorisation du métier de cheminot** » et un « **meilleur déroulement des carrières** ».

A l'atelier du Landy à Saint-Denis (entretien des rames voyageurs des grandes lignes) une pétition du même genre a circulé.

Alors, avec de tels mouvements « à la carte », variables pour chaque atelier, échelonnés pour chaque catégorie, rien de surprenant à ce que les cheminots ne se sentent pas très concernés.

Après la forte participation à la grève des 1er et 2 octobre chez les roulants, l'action se poursuit depuis maintenant trois semaines au dépôt de la Chapelle. Aujourd'hui, certains roulants de la banlieue Paris-Nord sont toujours en grève. Les syndicats ont posé une semaine de préavis et chaque roulant individuellement décide, comme il le veut, de ses jours de grève. Seul objectif proposé par les syndicats CGT, CFDT et FGAAC : « tenir » jusqu'au 25 octobre, date de la prochaine réunion avec la direction locale.

« **La grève est notre seule arme, et nous n'en abusons pas...** » ont écrit les syndicats dans un tract-réponse au chef de dépôt.

On ne saurait mieux dire !

Grève à Paris-Saint-Lazare le 18 octobre. Les roulants protestent contre une sanction qui menace l'un des leurs.

● SALIK (Belgique)

Une usine de confection occupée

L'usine de Salik à Quaregnon près de Mons en Belgique, fabrique des jeans et des pantalons de velours. Le 31 juillet 1978, l'usine ferme ses portes. Pour les patrons, leurs usines Salik au Maroc et en Tunisie sont beaucoup plus rentables.

Dans cette région du Borinage déjà atteinte par le chômage, une nouvelle fermeture allait jeter à la rue 300 ouvrières.

Mais celles-ci ne l'ont pas accepté. Elles ont décidé d'occuper leur usine. Et elles y sont toujours depuis le mois d'août. Le syndicat chrétien, la CSC, les soutient. La FGTB, syndicat très lié au Parti Socialiste, a refusé de soutenir leur action. De ce fait, les ouvrières syndiquées à la FGTB ont accepté leur licenciement et touchent les allocations de chômage. Quelques-unes cependant sont venues à l'usine rejoindre leurs camarades qui occupent vingt-quatre heures sur vingt-quatre et qui ne touchent que des indemnités de grève payées par leur syndicat.

Après avoir organisé une journée « portes ouvertes », elles ont pris des commandes et maintenant, quatre heures par jour, elles confectionnent à nouveau des pantalons. D'abord, elles ont utilisé les stocks, puis elles ont reçu du tissu acheté par la coopérative ouvrière de Daphica-Ere, autre usine qui avait connu le même sort que Salik et qui s'est finalement constituée en coopérative, après plusieurs mois d'occupation. Avec le résultat de la vente, elles pourront bientôt racheter d'autres tissus et se payer elles-mêmes du fruit de leur travail.

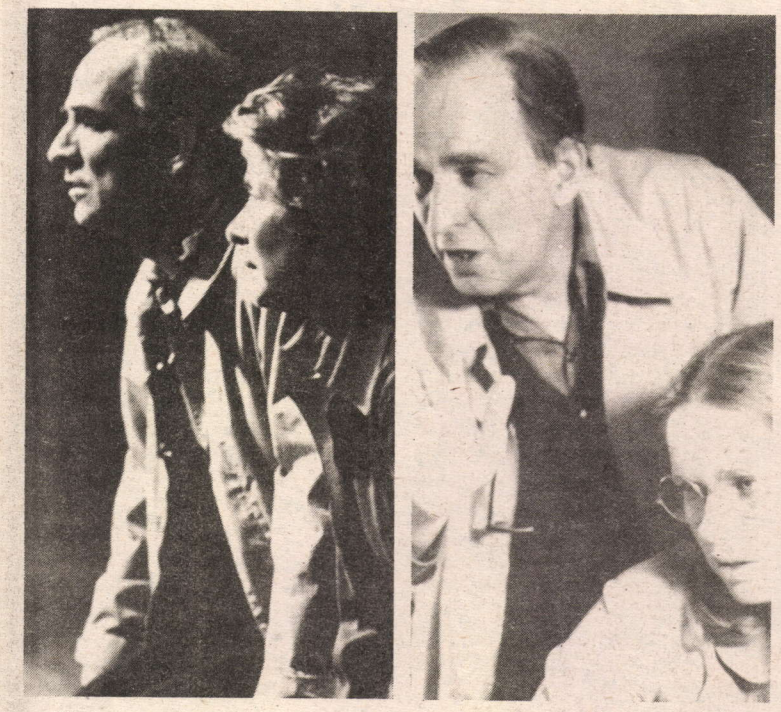
Cette petite aventure a bouleversé bien des habitudes chez les ouvrières qui occupent. D'abord, les rapports entre elles ont changé : « **Avant, c'était la chaîne, les cadences, le bruit infernal ; on n'avait pas le temps de se connaître** ». Elles apprennent aussi à s'organiser : il y a le groupe cuisine, comptabilité, animation, juridique... mais chacune participe à la production. Les maris, bien sûr, n'ont pas toujours accepté la chose facilement.

Aujourd'hui, la CSC leur propose de se constituer en coopérative. Rien n'est encore décidé. Mais une chose est sûre : par leur lutte et leur détermination, elles montrent que les licenciements et le chômage ne sont pas une fatalité, et les patrons pas une nécessité !

FILMS_FILMS_FILM

" Sonate d'automne "

avec Ingrid Bergman et Liv Ullmann



Deux femmes, la mère et la fille, se retrouvent après sept années de séparation. La mère, pianiste virtuose, est une personnalité sûre d'elle-même et égocentrique. La fille, Eva, est au contraire effacée et complexée par cette mère qui l'écrase et l'étouffe et à qui elle reproche d'avoir sacrifié enfants et maris à sa carrière artistique.

Aussi, après les effusions des retrouvailles, éclate une scène au cours de laquelle Eva hurle sa haine, sa rancœur et son amertume devant l'absence d'amour de sa mère. Celle-ci s'effondre et révèle toute l'angoisse de la mauvaise conscience qui la ronge. Les mots, les images, les expressions, tout concourt à pousser la crise à son paroxysme, où deux êtres proches s'entredéchirent, partagés entre l'amour et la haine.

Ce sont des thèmes chers à Bergman. Cela donne un film lent, où les personnages, coupés de la vie réelle, paralysés par leurs problèmes intérieurs, s'enlisent dans une atmosphère morbide.

Bergman, de toute évidence, met une certaine complaisance à décrire la violence de tels sentiments et le déséquilibre qu'ils engendrent chez ses personnages, qui frôlent la folie. De surcroît, le film baigne dans une atmosphère mystique, favorisée par le cadre choisi : un presbytère nordique.

Mais parce que ces sentiments ne sont pas totalement fictifs — on peut les retrouver sous-jacents dans la vie courante où, la plupart du temps, les gens les surmontent plus ou moins bien, mais sans en faire le centre d'intérêt de toute leur exsitence — et surtout parce que les interprètes, Liv Ullmann et Ingrid Bergman, jouent avec talent, on parvient à s'intéresser à ces personnages repliés sur eux-mêmes, acharnés à se blesser et à se faire mal.

Un film qui reflète la vision pessimiste et les préoccupations métaphysiques d'Ingmar Bergman.

Yves MORINIER

" La carapate "

avec Victor Lanoux et Pierre Richard

Dans des interviews accordées à la presse lors de la sortie de son dernier film, Gérard Oury s'est vanté d'avoir pu aborder dans celui-ci, sous la couverture du rire, des sujets aussi tabous — d'après lui — que mai 1968 ou la peine de mort. Disons tout de suite que le spectateur qui irait voir *La carapate* en fonction de cela en serait pour ses frais car, si Gérard Oury en parle effectivement, il n'en dit rien. Mai 68 n'est qu'une toile de fond, avec laquelle le réalisateur prend quelques libertés quant à la chronologie. Et on serait bien en peine de tirer de *La carapate* une quelconque leçon quant à la peine de mort.

Reste, mais ce n'est pas négligeable, un très honnête film comique, dans la tradition du *Corniaud* et de *La grande vadrouille*. La mécanique est bien huilée. Les gags se succèdent presque sans interruption. Et l'on ne s'ennuie pas un instant à suivre les péripéties de cette « carapate » qui amènent Victor Lanoux, le condamné à mort (innocent bien sûr) évadé, « ancien d'Indo », grande gueule, petit truand et bon cœur au fond, et Pierre Richard, l'avocat farfelu qui s'est laissé entraîner dans l'évasion de son client, à traverser par les moyens les plus divers la France de mai 1968.

F.D.

" Les oies sauvages " ...nauséabond !

Même si vous appréciez Richard Burton et Hardy Kruger (entre autres) en tant qu'acteurs, *Les oies sauvages* est à éviter soigneusement, tant ce film est nauséabond. Le réalisateur a voulu montrer les « exploits » d'une bande de mercenaires, chargés de tirer un honnête ex-dirigeant africain (du genre Tschombé !) des griffes d'un chef d'Etat sanguinaire qui ne tient que grâce à l'aide des Cubains. Comme on le voit, il a choisi son camp, celui de la Rhodésie de Ian Smith et de l'Afrique du Sud, même s'il a collé un Noir parmi ses « affreux », pour ne pas être accusé de racisme ouvert.

Malgré tous ses efforts pour nous faire apparaître ses « héros » sous un jour sympathique, ceux-ci ont quand même l'air de ce qu'ils sont : des pauvres types aimant encore jouer aux petits soldats à un âge avancé, et en même temps des brutes amoureuses de la guerre, avec lesquelles on peut mener toutes les répressions.

On n'a qu'un regret à la fin : qu'il y ait quand même quelques survivants, susceptibles de revendre leurs services ultérieurement.

F. D.

SÉLECTION CINÉMA

Films récents

MOLIERE, d'Arianne Mnouchkine et sa troupe .

Un bon film sur Molière, la vie dans sa troupe de théâtre, sur son temps. Attention, il est très long : quatre heures ! On peut voir les deux époques séparément :

Hautefeuille (6e) - Impérial (2e). ou en une fois :

Gaumont Rive Gauche (6e) - France Elysées (8e) - Cambronne (15e).

RETOUR, avec Jane Fonda et John Voight.

Une dénonciation de la guerre du Vietnam, au travers du retour de deux marines.

Templiers (3e).

FIST, avec Sylvester Stallone.

La vie de Johnny Kovak : la corruption d'un certain syndicalisme américain.

Studio Alpha (5e) - Paramount-Odéon (6e) - Publicis-Elysées (8e) - Paramount-Opéra (9e) - Paramount-Montparnasse (14e).

LA FIEVRE DU SAMEDI SOIR, avec John Travolta.

Les samedis « discos » de jeunes new-yorkais.

UGC Opéra (2e) - Cluny Palace (5e) - Marbœuf (8e) - Maxeville (9e) - Roissy (19e).

L'HOMME DE MARBRE, du cinéaste polonais Andreij Wadja.

La vie de l'ouvrier Birkut, un héros du travail : la Pologne stalinienne des années 1950.

Hautefeuille (6e) - Elysées-Lincoln (8e) - 14 Juillet (11e) - Cinq Parnassiens (14e).

L'ARGENT DES AUTRES, avec Jean-Louis Trintignant, Catherine Deneuve, Claude Brasseur, Michel Serrault.

Le fondé de pouvoir d'une banque est utilisé comme bouc émissaire pour couvrir un scandale financier. Inspiré d'un scandale récent.

Paramount Marivaux (2e) - Rex (2e) - Danton (6e) - Biarritz (8e) - Paramount-Elysées (8e) - Paramunt-Galaxie (13e) - Miramar (14e) - Mistral (14e) - Magic-Convention (15e) - Trois Secretan (19e) - Studio Médicis (5e) - UGC Gare de Lyon (12e) - Paramount-Maillot (17e).

et moins récents

L'ARGENT DE LA VIEILLE, avec Bette Davis et Alberto Sordi, de Luigi Comencini.

Les vaines tentatives d'un couple de pauvres Romains pour rafler au jeu l'argent d'une milliardaire.

Lucernaire (6e).

ANNIE HALL.

Les délires amoureux de... Woody Allen.

Studio Cujas (5e).

LE BAL DES VAMPIRES, de R. Polanski avec Sharon Tate.

Un pastiche du film d'horreur... burlesque et désopilant.

Cluny Palace (5e).

PAIN ET CHOCOLAT, avec Nino Manfredi et Anna Karina.

La Suisse nantie vue par un travailleur émigré italien. Humoristique mais amer.

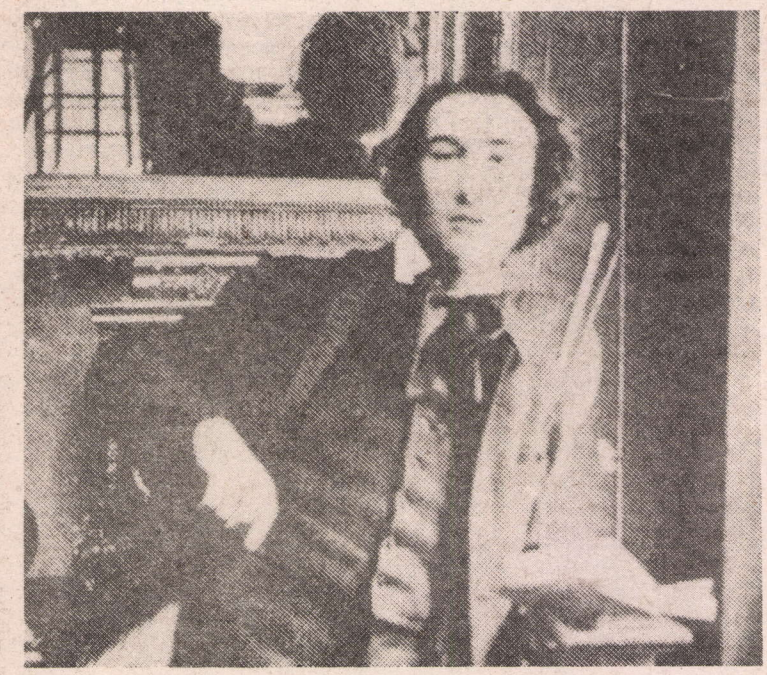
LITTLE BIG MAN, avec Dustin Hoffman..

Les tribulations d'un visage-pâle élevé par les Indiens, qui adopte leur mode de vie et leur point de vue.

LIVRES_LIVRES_LIVR

« Retour de l'URSS »

d'André Gide



André Gide, jeune.

La collection « Idées » vient de rééditer (en retranchant quelques lettres et discours publiés ailleurs) deux textes d'André Gide : **Retour de l'URSS,** publié en 1936, et **Retouches à mon retour de l'URSS**, paru l'année suivante.

En juin-juillet 1936, en effet, le romancier français André Gide effectua un voyage en URSS. Il avait alors 67 ans, était célèbre en France et dans le monde et faisait partie de ceux qu'on appelait les « amis de l'URSS » (les intellectuels qui rejoignirent le camp de l'URSS au moment de la révolution et dans les années qui l'ont suivie : ils n'étaient pas révolutionnaires et la plupart devinrent très défavorables à la Russie stalinisée qui leur faisait des avances).

Pour Gide, se dire « ami de l'URSS », c'était esentiellement prendre le contre-pied de la **« bêtise et de la malhonnêteté des attaques contre celle-ci ».**

En l'invitant officiellement, avec tous les avantages (matériels et financiers) que cela comportait, les dirigeants soviétiques comptaient bien que Gide, comme le firent de nombreux intellectuels de gauche, tels Romain-Rolland et Malraux, se ferait le chantre du régime et de son chef Staline.

Mais Gide avait suffisamment d'indépendance d'esprit pour dire ce qu'il pensait. Comme le dit Trotsky : **« André Gide est un caractère absolument indépendant, qui possède une très grande perspicacité et une honnêteté intellectuelle qui lui permet d'appeler chaque chose par son nom véritable ».** Ainsi parti pour admirer, il revint en critiquant le régime, en particulier l'étouffement de toute liberté **(« la moindre protestation, la moindre critique est passible des pires peines »),** l'arrivisme et la morgue des chefs de la bureaucratie, la misère et les inégalités criantes.

Gide osa dire ce qu'il avait vu. C'était peut-être un mérite par rapport aux compromissions, aux mensonges et à la lâcheté intellectuelle de bien d'autres penseurs ou artistes de l'époque, mais c'était — soit dit en passant — la moindre des choses. Mais ses critiques étaient celles d'un intellectuel bourgeois, plutôt méprisant à l'égard des gens simples.

On peut lire entre autres, sous sa plume :

« Le stakhanovisme a été merveilleusement inventé pour secouer le nonchaloir (on avait le knout autrefois). Le stakhanovisme serait inutile dans un pays où les ouvriers travaillent. Mais là-bas (en URSS), **dès qu'on les abandonne à eux-mêmes, les gens, pour la plupart, se relâchent ».**

Son livre provoqua un tollé parmi la confrérie plus ou moins intéressée des « amis de l'URSS » et c'est pour répondre à leurs critiques qu'en 1937 il publia les **Retouches à mon retour de l'URSS,** où il donne chiffres et références sur ce qui se passe en URSS.

Sans verser dans l'anti-communisme, Gide continua à critiquer la bureaucratie et ses mensonges, mais sans pour autant se prononcer pour les seuls qui, à l'époque, critiquaient le régime au nom d'idéaux révolutionnaires, les membres de l'opposition de gauche trotskyste.

Ce qui est intéressant dans cet ouvrage, ce ne sont pas tellement les « révélations » sur l'URSS qu'on y trouverait. Déjà à l'époque, Gide n'apportait pas grand-chose d'autre — au niveau des informations sur la vie en URSS — que ce qu'avaient déjà décrit et dénoncé des révolutionnaires comme Victor Serge et Trotsky. Bien des choses ont d'ailleurs été ajoutées depuis sur le régime stalinien, son caractère anti-démocratique et anti-ouvrier.

Cela dit, l'ouvrage de Gide a le mérite de montrer que dès 1936, contrairement à ce que voudraient nous faire croire les intellectuels et dirigeants de l'actuel Parti Communiste Français, on pouvait voir et comprendre ce qui se passait en URSS. Bien sûr, il fallait pour cela un autre courage intellectuel et moral que celui des Aragon et autre Kanapa.

Didier LEROY

Retour de l'URSS **suivi de** Retouches à mon retour de l'URSS **d'André Gide - Ed. Gallimard - Coll. Idées n° 396 - 184 p. - 12 F.**

« Un feu dévore un autre feu »

d'Hervé Bazin

Hervé Bazin.

Dans ce roman, Bazin choisit de raconter une histoire d'amour dans le cadre d'un coup d'Etat militaire en Amérique latine, bien que le pays ne soit pas nommé (on pense au Chili, puisqu'il décrit le renversement d'un gouvernement de gauche par une junte militaire).

Au moment du putsch, Manuel est un député de gauche, un sénateur, activement recherché par la police, dont la tête est mise à prix. Maria, une jeune employée que Manuel a connue peu de temps auparavant, plutôt défavorable au gouvernement de gauche qui vient d'être renversé, aide cependant Manuel, complètement désemparé, à trouver un lieu pour se cacher. Par amour, elle lie son sort à celui de cet homme traqué.

Ils trouveront refuge chez l'attaché culturel de l'ambassade de France qui, humaniste, prend le risque de les cacher et essaye de les faire évader à l'étranger.

Bazin décrit assez bien la répression brutale exercée par la dictature et sa police (au début du roman, tout un cortège de noce est massacré car les soldats tirent à vue sur tous les rassemblements). Au passage il décrit aussi toute la hargne et l'esprit de revanche des quartiers riches vis-à-vis du peuple.

Ceci dit, la trame du roman est surtout tissée d'états d'âme. Au centre de l'histoire, sont les problèmes moraux de l'ex-député de gauche, ses interrogations face à ses responsabilités politiques vis-à-vis de la population (mais elles sont évoquées de façon très brève et superficielle), mais surtout face à sa responsabilité individuelle devant les risques qu'il fait courir à celle qu'il aime et à la famille de l'attaché culturel.

Etant donné le cadre politique dans lequel ils se situent, ces problèmes semblent futiles et dérisoires. A la lecture de ce roman par bien des côtés attachant, on ne peut s'empêcher de ressentir un certain malaise. Le cadre choisi du Chili sous la botte des militaires n'est manifestement qu'un prétexte. On a l'impression que Bazin ne s'intéresse pas spécialement au Chili et que les événements tragiques dont le pays a été le lieu ne sont que simples prétextes à dramatisations.

A coup sûr, le réel propos de Bazin est de raconter une belle histoire d'amour. Après l'évocation, dans de nombreux romans antérieurs — **Le matrimoine, Madame Ex** — des multiples façons dont des couples peuvent se haïr, c'est peut-être réconfortant de voir Bazin s'intéresser à l'histoire de Roméo et Juliette ! (car c'est de cela qu'il s'agit, le titre du livre **Un feu dévore un autre feu** est une citation du célèbre drame shakespearien). Mais était-il besoin que ce drame romantique se situe au Chili, en septembre 1973 ?

Didier LEROY

Un feu dévore un autre feu **de Hervé Bazin - Ed. Seuil - 222 p. - 42 F.**

« La crise du PCF»

de Pierre Daix

Dans son nouveau livre, **La crise du PCF,** Pierre Daix ne se contente plus de rédiger ses Mémoires d'ancien intellectuel du Parti Communiste, pour justifier sa rupture avec celui-ci, comme il l'avait fait dans **J'ai cru au matin.** Il se lance dans une œuvre qui se veut d'analyse. Le résultat est très ennuyeux et violemment anti-communiste.

D'après Daix, l'échec de l'Union de la gauche aux élections, la rupture PC-PS, n'ont pas été le fruit d'une erreur mais d'une politique délibérée du PCF. **« Celui-ci ne peut tolérer de seconder au pouvoir un parti réformiste, capable de créer les conditions de son utilité ».**

Pour Pierre Daix, le PCF est encore totalement un parti stalinien, qui n'a fait que ruser jusqu'à présent avec la déstalinisation, qui a seulement accepté de réviser un peu son vocabulaire. **« S'il a renoncé à la dictature du prolétariat, il n'a pas renoncé à la nature de classe de l'Etat ».**

D'après Pierre Daix, il faut remonter loin dans le passé pour comprendre les vices actuels du PCF : c'est la théorie révolutionnaire, le socialisme scientifique qui serait en cause. Ainsi le responsable, ce n'est pas Marchais, ce n'est même pas Staline, c'est Lénine, qui **« ne savait pas ce qu'il faisait** (heureusement que Pierre Daix est là pour nous le dire) **et qui, sous couvert de certitudes scientifiques, a déclenché la guerre civile, les goulags, la répression anti-ouvrière et la dictature d'Etat-Parti ».**

Et plus loin encore dans le temps, ce sont Marx et Engels qui sont coupables d'avoir produit une théorie et d'en avoir fait un dogme sacré, alors que la science n'avait pas attendu la fin du 19e siècle pour la démentir.

Alors, après tout ce ramassis de critiques violentes qui n'offre même pas l'intérêt d'une seule nouveauté, on ne s'étonne pas de voir Pierre Daix se faire le chantre de... Bernstein, qui au début du 20e siècle reniait le marxisme pour vanter les mérites du réformisme au sein d'une société capitaliste encore en développement. Pierre Daix continue donc de ressasser son anti-communisme et de régler ses comptes avec ses anciens amis staliniens. Sans rien nous apprendre de nouveau sur le PCF lui-même.

Dominique LEGER

Pierre Daix : du stalinisme... à l'anticommuniste.

THEATRE

● "NADIA" A LA CARTOUCHERIE DE VINCENNES

Nadia, c'est le prénom de la fille de Rudolph Slansky, secrétaire du Parti Communiste Tchécoslovaque, qui fut arrêté en 1951, jugé et pendu. Ce procès a été raconté par Arthur London dans son livre intitulé L'aveu.

L'auteur de cette courte pièce (qui dure une heure) imagine que Nadia, enlevée à Moscou à l'âge de trois mois, revient en Tchécoslovaquie après bien des années. Elle questionne les témoins du procès de son père, et sa présence ranime les souvenirs d'une époque qu'on a essayé de faire oublier.

La mère de Nadia évoque les inculpés auxquels on faisait avouer n'importe quoi par les coups. Des journalistes policiers retrouvent leurs discours hystériques qui appelaient tous les soirs à la radio la vindicte populaire sur les « chiens » qui étaient jugés. Cette évocation se déroule dans une grisaille étouffante, des costumes noirs ou gris, des lumières blafardes, la peur de parler : l'atmosphère de période stalinienne est bien rendue, et l'auteur laisse entendre que rien n'a vraiment changé.

Le personnage de Nadia symbolise la mémoire retrouvée, cette mémoire qui doit nous aider à comprendre l'époque présente ! Mais la mémoire en question a des absences bien regrettables. Bernard Cuau donne une biographie de Slansky qui omet tout simplement de parler de son rôle dans toute l'époque stalinienne. Pourtant Slansky est devenu secrétaire du Parti Communiste Tchécoslovaque en 1945. Il était connu pour avoir l'entière confiance de Staline, et il avait la haute main sur l'appareil policier de son pays. C'était un haut dignitaire stalinien, avec tout ce que cela implique.

Or la vérité en prend un coup quand on nous le présente dans la pièce comme une victime de son idéal, un homme qui aurait milité pour la justice et dont le « rêve » se serait inexplicablement transformé en cauchemar. Il n'y a qu'une discrète allusion au fait que Slansky a commencé lui-même à remplir les prisons avant d'y être jeté.

Contrairement à son projet, qui est d'éclaircir le passé, cette pièce ne peut que tromper les spectateurs sur ce que furent Slansky et bien d'autres : des hauts fonctionnaires qui réprimèrent la classe ouvrière de leur pays, après avoir abandonné depuis longtemps tout idéal communiste, même s'il est arrivé à certains d'entre eux de tomber, victimes du système policier qu'ils avaient eux-mêmes contribué à édifier.

Yvette BLONDIN

Spectacle

Guy Bedos A BOBINO

Dans son nouveau spectacle à Bobino, Bedos reste... Bedos ! Pendant deux heures il se fait le saltimbanque de l'actualité... sociale et politique. Les élections, la comédie du bulletin de vote, la gauche (qui *« joue et passe... son tour »*), la radio et la télévision, tout y passe. Bedos critique sans complaisance et, si de toute évidence il a le cœur à gauche, il n'hésite pas, avec une bonne dose d'humour, à se moquer de ses propres illusions et déceptions. Avec son air bon enfant, rieur, il se moque des politiciens professionnels qui se prennent au sérieux. Giscard, bien sûr, est le premier visé, avec la bombe atomique, l'intervention au Zaïre : *« Je n'y comprends rien, des Français disparaissent au Zaïre et on envoie des parachutistes ; des Français disparaissent en Argentine, et on envoie des footballeurs »*. Il se moque des flics aussi — ça fait toujours plaisir : *« Il vaut mieux s'interroger tout seul, sur scène, qu'être interrogé par les flics dans un commissariat »*.

Mais l'une de ses cibles préférées reste le monde du spectacle, le « show-bizness », pourri par le fric. Son sketch sur le parolier qui fait le texte des chansons à la mode avec un dictionnaire de rimes est particulièrement drôle. Et il lance ses attaques malicieuses sur ses victimes attitrées : Mireille Mathieu, Trenet, Sheila, Sardou. Mais cela ne l'empêche pas de se moquer également de ses propres amis : Nougaro...

A la radio, quand elle le censure, il rétorque : *« Moi, je fais un texte ; eux, ils ont un prétexte »*.

Alors Bedos plaît, et aime plaire... Cela se voit même un peu trop, bien qu'il prenne la précaution de dire qu'il aime aussi déplaire... à certains.

Mais on lui pardonne. Car il aime son public, le connaît et lui parle franchement de tout ce qui lui trotte par la tête, quitte à engager le dialogue avec tel spectateur qui mange des bonbons, éternue ou arrive en retard.

Et il sait même, par ses silences et ses sous-entendus, faire de son public un complice : les applaudissements sont là pour le prouver.

Jacques LAUSANNE

TELE TELE TELE TE

Sélection

Samedi 21 octobre

FR3 - 20 h 30 - **Les grandes conjurations : la guerre des trois Henri.** Un épisode de l'histoire de France sous le règne de Henri III, raconté par Marcel Cravenne : la guerre des trois Henri, en 1586-1587, fut la huitième des guerres de religion.

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Dans la série « Le temps d'une République », Max Gallo a écrit le scénario de film TV intitulé **Le bord de la mer,** qui retrace le voyage de noces d'un couple ouvrier. Une peinture de la France du Front Populaire.

Dimanche 22 octobre

TF1 - 19 h 25 - **Les animaux du monde** présente les colonies d'oiseaux vivant aux îles Seychelles.

FR3 - 20 h - Histoires de France. C'est toujours Arthur Conte, historien gaulliste, qui entreprend de nous présenter la vie de **« Nostradamus ».**

TF1 - 20 h 35 - Film policier et humoristique : **La bonne année,** avec Lino Ventura et Françoise Fabian.

ANTENNE 2 - 21 h 30 - Portrait de l'univers : **Les troubles du sommeil.**

FR3 - 21 h 30 - L'histoire du cinéma français, réalisée par Claude Jean Philippe, se poursuit avec la période de la Première Guerre mondiale : **Le cinéma et son temps : les années 1910.**

TF1 - 22 h 25 - Emission musicale : **La Scala.** A l'occasion du bicentenaire du théâtre de l'Opéra de Milan, une évocation de son histoire et des œuvres qui y furent jouées.

FR3 - 22 h 30 - Film fantastique de 1932 : **Le masque d'or,** de Charles Brabin, avec Boris Karloff.

Lundi 23 octobre

TF1 - 20 h 30 - Dans la série « L'avenir du futur », un film de science-fiction : **Le sous-marin de l'Apocalypse,** d'Irwin Allen, suivi d'un débat sur le thème « Des climats et des hommes ».

ANTENNE 2 - 20 h 30 - **Spécial Jacques Brel,** retrace la carrière du chanteur récemment disparu.

FR3 - 20 h 30 - Film d'aventures et d'espionnage : **La mort aux trousses,** d'Alfred Hitchcock, avec Cary Grant et Eva Marie Saint.

ANTENNE 2 - 21 h 35 - Question de temps. Ce magazine est consacré à **« La fête de la musique »,** et propose avec des œuvres de Berlioz, une présentation détaillée d'un orchestre.

Mardi 24 octobre

ANTENNE 2 - 20 h 35 - Un western de Stanley Kramer, **L'or noir de l'Oklahoma,** avec Faye Dunaway, introduit le débat sur « le pétrole et les énergies de remplacement ».

TF1 - 21 h 20 - **Livres en fête.** Emission littéraire consacrée aux romans récemment parus.

Mercredi 25 octobre

FR3 - 20 h 30 - Film TV : **Le voyage de Selim,** l'histoire d'un travailleur algérien installé dans une petite ville de la province française, un réquisitoire contre le racisme.

TF1 - 22 h 05 - Emission médicale d'Igor Barrère et Etienne Lalou : **SOS enfants.** La première séquence de la série s'intitule **Les enfants qui dérangent** et présente l'organisation « SOS enfants ».

ANTENNE 2 - 22 h 20 - Dans la série « Miroir du temps présent », et sous le titre **Cosmo-destination planète femme,** une émission qui met sur la sellette un grand magazine féminin international, **Cosmopolitan.**

Jeudi 26 octobre

ANTENNE 2 - 20 h 35 - **Le grand échiquier,** de Jacques Chancel, consacré à Serge Lama. Avec la participation de Gilles Vigneault, Pierre Richard, etc.

TF1 - 21 h 30 - **Le défi européen.** Première émission d'une série de neuf, consacrée aux rapports économiques entre l'Europe et les Etats-Unis. Avec de nombreuses interviews d'industriels occidentaux, notamment Giovanni Agnelli, le baron Bich, Marcel Dassault, Henry Ford II...

Vendredi 27 octobre

FR3 - 20 h 30 - **Le Nouveau Vendredi** propose : **Vue de Lyon : les transplantations d'organes.**

TF1 - 20 h 35 - Au théâtre ce soir : deux pièces de Eugène Labiche : **Les deux timides,** et **Le misanthrope et l'auvergnat.**

ANTENNE 2 - 21 h 30 - **Apostrophes.** Bernard Pivot sur le thème de « la peur » s'entretien avec divers auteurs et romanciers à la mode.

ANTENNE 2 - 22 h 25 - Un film de ciné-club, datant de 1945 : **Une question de vie ou de mort,** de M. Powell et E. Pressburger. Avec David Niven. Un conte fantastique.

THEATRE — THEATRE

MOLIÈRE

Dessin représentant Molière en habit de Sganarelle.

La sortie du film d'Ariane Mnouchkine Molière a permis que l'on parle et que l'on s'intéresse largement à Molière. C'est l'occasion d'en savoir plus sur son œuvre. A Paris, plusieurs théâtres ont mis des œuvres de Molière à leur programme : au TEP, la Compagnie de Marcel Maréchal joue Le malade imaginaire. A l'Athénée, la troupe de Vitez donne successivement L'école des femmes, Don Juan, Le Misanthrope et Tartuffe.

● " L'ÉCOLE DES FEMMES "

AU THEATRE DE L'ATHENEE

Avec le Tartuffe, Don Juan et Le Misanthrope, L'école des femmes est l'une des quatre pièces mise en scène actuellement par Antoine Vitez au théâtre de l'Athénée à Paris. C'est certainement une des meilleures pièces de Molière.

Le quadragénaire Arnolphe rêvait d'une femme parfaitement soumise à sa volonté et d'une fidélité à toute épreuve. Il a pris soin de choisir autrefois une fillette de quatre ans et l'a formée « **selon sa méthode** » : l'ignorance totale de la vie. Mais ce qui devait arriver arriva : Agnès, en l'absence d'Arnolphe, s'éprend d'un jeune et charmant garçon, au demeurant un peu écervelé, Horace.

Arnolphe ne recule devant rien pour briser cet amour ; d'où de multiples péripéties... Finalement — coup de théâtre ! Grâce au retour inopiné de son père autrefois disparu, Agnès peut échapper à Arnolphe et épouser celui qu'elle aime.

Cette pièce est bien plus que la traditionnelle farce donnant à rire aux dépens d'un « cocu ». Elle est une dénonciation virulente de la condition peu enviable des femmes du temps. Il s'en faut, certes, que Molière ait toujours pris le parti des femmes : quelques années avant, il s'était taillé un succès facile en raillant avec une grande méchanceté, les « précieuses », ces femmes de l'aristocratie, qui à leur manière, essayaient de s'élever au-dessus de l'ignorance qui était le lot de leurs contemporaines. Peut-être, **L'école des femmes** est-elle une sorte de réparation que devait Molière aux précieuses. C'est ce que suggère Ariane Mnouchkine dans son film **Molière.**

Toujours est-il que, dans **L'écoles femmes,** Molière tourne en ridicule les préjugés contre les femmes et fait éclater le grotesque et l'odieux des propos d'Arnolphe :

« **Bien qu'on soit deux moitiés de la société, ces deux partis n'ont point d'égalité. L'une est en tout soumise à l'autre, qui gouverne** ». La femme doit « **obéissance** » et « **profond respect** » « **pour son mari, son chef, son seigneur et maître** » ; il faut qu'une jeune fille « **soit dans une ignorance extrême** ». Sinon... gare aux « **chaudières bouillantes des enfers** » !

Mais on est surtout frappé par le côté « actuel » de cette pièce. Les choses, aujourd'hui, ont-elles tellement changé ? En principe, on ne marie plus les jeunes filles de force. Mais pour le reste, la satire de Molière contre les préjugés imbéciles des hommes continue à toucher juste.

Cela dit, tous les personnages de Molière, et même Arnolphe, suscitent une certaine émotion. On partage ses tourments et sa souffrance. Molière sentait peut-être particulièrement bien son personnage, lui qui se maria avec Armande Béjart, de vingt ans plus jeune que lui... quelques mois avant d'écrire **L'école des femmes.**

Le texte de **L'école des femmes** est en vers et n'est pas toujours si facile. Mais, grâce au talent des acteurs, il « passe » très bien.

Les acteurs jouent en costume d'époque avec un minimum d'accessoires (une table, deux chaises), le seul décor représente la façade d'une belle demeure du temps.

La pièce est interprétée dans un souci de fidélité évident. Et la fantaisie, la verve, le plaisir de jouer des comédiens font merveille : mimiques, trouvailles scéniques, cabrioles suscitent le rire à tout coup.

Robert ALOSE

— Théâtre de l'Athénée jusqu'au 29 octobre, en alternance avec les autres pièces.

— En décembre 1978, salle des conférences d'Ivry.

● " LE MALADE IMAGINAIRE "

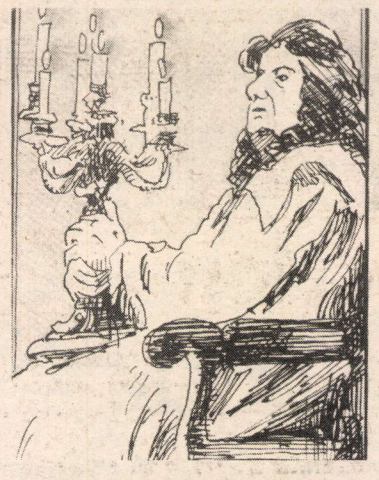
AU THEATRE DE L'EST PARISIEN

Le malade imaginaire est, entre autres, une satire de Molière contre les médecins de son époque. Il peint les membres de cette confrérie comme des êtres présomptueux, incompétents, vénaux. Mais à travers eux, il fustige plus généralement le pédantisme, la fausse science.

Derrière ce procès des médecins, Molière aborde aussi le problème de la maladie et de la mort. La maladie d'Argan, le malade imaginaire, est une fuite en avant pour ne pas affronter la vie et pour se réfugier dans l'égoïsme.

Mais Molière n'a pas une vision pessimiste des choses et des hommes. L'humour, la vitalité des personnages entourant Argan, celui de la servante Toinette en particulier, triomphent.

La pièce a souvent été jouée à la manière d'une grosse farce, faisant rire par le spectacle de médecins ridicules prescrivant des purges. Ici, il y a bien une bataille de polochons et quelques autres gags. Mais Marcel Maréchal a surtout cherché à mettre l'accent sur le côté tragique de la pièce, sur la façon dont Argan s'isole volontairement dans sa maladie. Le décor est très dépouillé. Déroutant au départ, il symbolise la solitude du Malade imaginaire face à la mort. La scène finale, où le Malade imaginaire devient médecin lui-même au cours d'une cérémonie bouffonne, grâce à quelques serments en latin de fantaisie, devient ici un étrange ballet de mort, beau certes, mais plutôt glacial.



Le malade imaginaire est la dernière pièce de Molière. Quand il l'écrivit, il était déjà malade. C'est en la jouant qu'il fut pris de malaise, et qu'il dut quitter la scène mourant. Cela rend la pièce attachante.

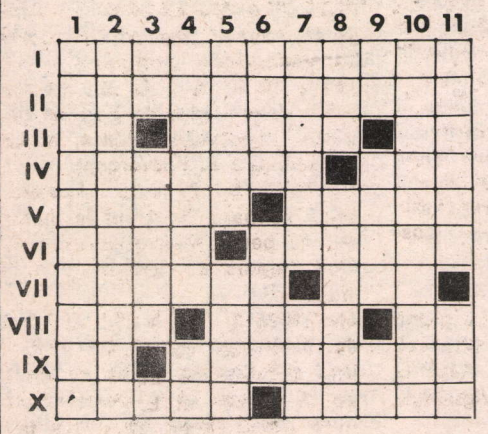
Dans une édition commentée de la pièce, vendue lors de la représentation, la troupe explique que Molière, lui même, est décrit au travers de trois personnages. Le Malade imaginaire — Argan — c'est le Molière qui fuit face à la mort ; son frère, Béralde, c'est le Molière qui au contraire s'efforce de la regarder en face ; et enfin Sganarelle, sorte de personnage masqué issu de la comédie italienne, qui apparaît en intermède entre chaque acte, c'est le Molière de la jeunesse et de l'amour, celui que l'auteur fut dans le passé.

Le résultat est, certes, un spectacle beau à voir. Mais il est alourdi par le parti pris de montrer plus de symboles que d'êtres vivants. Leur côté humain et poignant qui était le propre de la pièce de Molière, échappe un peu au spectateur, et c'est quand même dommage.

Anna DARGENT

A Paris en ce moment : au Théâtre de l'Est Parisien, en semaine à 20 h 30 et à 15 heures le dimanche.

MOTS CROISES



HORIZONTALEMENT. — I. Travailleur de tout repos. — II. Protestant, ami du bain. — III. Personnel - Donner une teinte terreuse - Ratisser phonétiquement. — IV. Examiner avec soin - Ne coule pas dans son département. — V. Image vénérée - De petite taille. — VI. Destiné - Plant de vigne. — VII. Allonger - Aime les chardons. — VIII. Communauté paysanne russe - Pronom possessif - Personnel. — IX. Préposition de qualité - Loués à grand cris. — X. On y soigne les nerfs - Quand on lui dit « Monsieur », c'est un flic. — XI. Mère du skate-board.

VERTICALEMENT. — 1. Sans faire le détail. — 2. Faire des histoires. — 3. Possessif - Faire fermenter le lin - Alternative inversée. — 4. Ecrouler - Habileté. — 5. A base de lait - Etoffe croisée de laine. — 6. Sans douceur - Utile pour un soulèvement. — 7. Hirondelle de mer - Attirance passagère. — 8. Titre anglais - Appartient en propre. — 9. Adverbe (inversé) - Bout de viande - Suppose. — 10. D'une façon inhabituelle. — 11. Divertit - Villa italienne.

SOLUTION DU NUMERO PRECEDENT

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
I	E	B	A	H	I	S	S	E	M	E	N	T
II	C	A	R	A	C	T	E	R	I	S	E	R
III	R	I	T		T	A	R	G	E	T	T	E
IV	E	S		P	E	R	G	O	L	A		V
V	V	E	L	E	R		E	T		F	I	E
VI	I	M	I	T	E	E		E	T	E	L	
VII	S	A	N	A		C	U	R	A	T	I	F
VIII	S	I		L	A	O	N		I	T	O	U
IX	E	N	T	E	N	T	E		S	E	N	T

•La gauche comme la droite encensent le pape

L'élection du pape a été présentée comme un fait politique d'importance et le choix fait par les cardinaux a été salué favorablement par tous, de la droite à la gauche, dans l'union sacrée, c'est le cas de le dire.

Même le journal **Libération,** anti-conformiste et « gauchiste » s'il en est, y voit sans ironie **« un coup de génie politique ».** Le Saint-Esprit et la Sainte Vierge auraient-ils mis la main à la pâte ? Cela ne nous a pas été révélé. Mais pour **Libération,** l'Eglise polonaise passe pour **« un authentique ferment de liberté sociale. C'est même l'un des seuls qui a trouvé à prospérer au travers des aléas de la dictature du prolétariat ».**

Quant au Parti Communiste, par la voix de Paul Laurent, il y attache **« une signification positive, une marque de la continuité dans la récente évolution de l'Eglise, dans le sens d'une liaison plus étroite avec notre époque. Cela montre que les catholiques des pays socialistes ne sont pas écartés de la communauté chrétienne internationale ».**

Devant ce concert d'auto-satisfaction de la gauche, que restait-il à dire à la droite ? Jean d'Ormesson, dans le **Figaro,** a fait mieux. C'est une profession d'ouvriérisme et d'internationalisme qu'il a lancée : **« Le pape n'est plus italien, mais qu'importe : l'Eglise n'a pas de patrie ».** Et encore : **« Le pape est fils d'ouvrier. L'Eglise donne l'exemple le plus frappant de promotion sociale réussie ».**

Que tous les gens de droite se félicitent de l'esprit d'initiative ou de l'inspiration divine dont auraient fait preuve les cardinaux, c'est normal. Mais que penser de tous ceux qui se disent de gauche, et qui rendent hommage au nouveau pape, et du même coup reconnaissent une nouvelle autorité morale politique progressiste à une institution par nature réactionnaire, dont la hiérarchie catholique, avec à sa tête le pape, représente les aspects les plus moyenâgeux ?

Alors, si les cardinaux ont choisi un pape polonais, en « bouleversant » comme on l'a dit une tradition qui remonte à plusieurs siècles, ils ont peut-être fait du même coup une opération politique. Mais quels en sont les motifs réels et les implications ? Bien vain qui pourrait dire s'il s'agit d'un croc-en-jambe aux dirigeants des pays de l'Est ou bien d'une main tendue à la collaboration.

Quant à Jean-Paul II, à supposer même qu'il continue sur la lancée de ses prédécesseurs à faire quelques réformes et à introduire dans le vocabulaire autorisé des catholiques des mots supplémentaires comme le Tiers Monde, la faim dans le monde et la main tendue aux non-croyants, cela ne changera rien pour la vie d'aucun travailleur ,d'aucun exploité, d'aucun affamé. Il ne s'agira que d'un ravalement de façade, entrepris par l'Eglise pour maintenir la foi et les illusions chez ceux qui en ont encore sur son rôle et ses buts.

Dominique LEGER

Un pape polonais, ça ressemble comme deux bulles à un pape italien.

Scandale à "Bride Abattue"

Cinquante-quatre inculpés comparaissent depuis le lundi 16 octobre devant la 13e Chambre correctionnelle. Ils sont tous accusés du truquage du prix « Bride Abattue », soit en tant que jockeys, soit en tant que parieurs.

Les instigateurs de l'affaire, paraît-il connus, ne seront pas jugés, faute de preuves. La loi du silence fonctionne. Les jockeys et ceux qui savent se taisent, de peur peut-être de connaître le sort de deux des inculpés : Robert Ascione fut assassiné en mars 1974, peu de temps avant d'être entendu par la police ; Patrice des Moutis, le fameux « Monsieur X », se suicidait en octobre 1975...

Même si la justice condamnait les cinquante quatre prévenus, les véritables auteurs de l'escroquerie ont toutes les chances d'en réchapper.

Comment s'en étonner, puisque cette escroquerie en couvre une autre, officielle celle-là.

Si les truqueurs à la petite semaine gagnent à l'occasion de courses « arrangées », l'Etat, lui, gagne à tous les coups, dans l'ordre comme dans le désordre !

Et si ces truqueurs sont poursuivis, c'est peut-être parce que l'Etat et les sociétés de courses protègent jalousement leur chasse gardée. Et qu'on ne vienne pas nous parler de « moralisation » des jeux et de défense du parieur honnête. Ce parieur honnête est berné à longueur d'année — avec son consentement peut-être, mais cela n'arrange rien. On lui soutire le plus légalement du monde une partie de son argent, en lui faisant croire qu'il changera son existence en jouant quelques francs le week-end.

Guy FICHET

Défense des marins ou défense du pavillon français ?

Depjuis le 13 octobre, les 4 000 hommes de la marine marchande française sont en grève pour, affirme la CGT dans un communiqué de presse, **« s'opposer à l'embarquement de personnel du Tiers Monde sur les navires français aux conditions salariales de misère ».**

En effet la législation française, qui impose des conditions de vie et de rémunération bien définies, gêne les armateurs français. Ceux-ci voudraient, comme cela se pratique sur certains bateaux étrangers, être libres d'imposer les pires conditions à leurs équipages. C'est la tentative de la NCP (Nouvelle compagnie de paquebots) d'engager cent cinquante marins sous-payés en Asie qui a déclenché la grève.

Mais la CGT, bien qu'elle prétende aussi lutter pour que **« notre pavillon ne devienne pas discriminatoire et exploiteur de marins du Tiers Monde »,** mène en fait une propagande tellement ambiguë qu'elle aboutit en fait à réclamer l'interdiction de l'embarquement de marins du Tiers Monde.

Et les banderoles des marins du Havre en témoignent, qui demandent en fait le **« développement de notre marine marchande »** contre **« l'affrêtement de navires étrangers »** et s'élèvent contre la **« politique de démission du pavillon français ».**

Pourtant, s'il est une corporation où la lutte coordonnée et organisée au niveau international est nécessaire, s'il est une corporation où l'organisation internationale peut paraître aisée, c'est bien la marine. Les armateurs et les transporteurs ont, de tout temps, essayé de jouer sur les divisions nationales pour s'en prendre au sort de tous les marins.

Pour les mettre en échec, les marins se sont dans le passé organisés internationalement et les traditions de luttes communes, par-delà les frontières et les océans, existent toujours.

Mais aujourd'hui, face à une attaque des armateurs contre les marins, la CGT ne trouve rien de mieux à faire que de mettre en avant une politique à forts relents nationalistes, là où il faudrait une lutte internationale des travailleurs.

Prouvost :

De la chaussette à la presse

A l'occasion de la mort de Prouvost, toute la presse a rendu un vibrant hommage à ce patron « ancien style », héros des temps héroïques, d'une race en voie de disparition.

Comme bien d'autres, il n'eut comme difficulté que celle de naître. Prouvost était issu d'une vieille famille paternaliste de l'industrie lainière du Nord. Ce milieu dont il est issu lui a permis de faire rapidement fortune dans les affaires.

Elevé dans un collège de jésuites, il poursuit ses études dans un collège anglais. Plus tard, il sut accorder les élans du cœur au sens des affaires. Il épousa l'héritière de l'autre branche de la société paternelle ! Ce qui lui permit sans aucun souci de faire fructifier la maison. Après avoir fondé en 1910 la Lainière de Roubaix, il diversifia ses activités : chaussettes Stemm, laines Pingouin et Welcome Pernelle, pulls Rodier et Korrigan, chemises Lacoste. Après l'absorption en 1966 de Masurel, la Lainière devint une des principales maisons d'Europe.

Fils de famille fortuné, Prouvost fut également la vivante incarnation du rôle qu'il est possible de jouer dans la presse lorsque l'on a de l'argent : racheter le maximum de titres, ce qui permet ensuite d'être en mesure de façonner l'opinion... Hersant n'a rien inventé.

Dès 1925, Prouvost racheta **Paris-Midi.** Puis il s'intéressa à **Paris-Soir.** Sur sa lancée, il fonda **Marie-Claire** et racheta **Paris-Match.** Seule ombre au tableau : sa carrière politique ne fut pas un succès. Pendant la guerre il a misé sur le mauvais cheval, fait partie un moment du gouvernement de Pétain.

Après une éclipse due à cette erreur de jugement, il relança après-guerre **Paris-Match, Marie-Claire,** acquit des actions dans **le Figaro,** dont il deviendra par la suite seul actionnaire. Il lança d'autres magazines : **Parents, Télé Sept Jours, Cent Idées** et, avec 12,8 % des actions, contrôla pendant un temps RTL. A la suite de difficultés financières, il revendit en 1975 **le Figaro** à Hersant, **Paris-Match, Télé Sept Jours** et **Parents** à Hachette et transmit les autres mazazines à ses petites-filles.

La mort de Prouvost, comme la « faillite » de Boussac, marquerait la fin d'une époque, nous dit-on. Celle d'un capitalisme livré à l'arbitraire plus ou moins fantaisiste d'un **pater familias.** Les patrons « rétro » laisseraient la place aux patrons « modernes », plus « compétents », aux gestions financières plus « rationnelles », moins individualistes. Ceux qu'on nous présentait il n'y a encore pas si longtemps comme les réussites du capitalisme sont plus ou moins considérés aujourd'hui comme de vieux tableaux dont les empires, qui paraissent si fiables, étaient minés.

Le style change peut-être, mais l'âpreté au gain, l'irresponsabilité sociale restent les mêmes. Les nouveaux empires économiques des « nouveaux patrons », fussent-ils plus formidables encore, ont en réalité les mêmes tares et les mêmes failles : celles d'avoir été fondés sur l'exploitation de milliers d'hommes pour le profit égoïste de quelques-uns.

Anne DARGENT